

Sommet
des
communautés
francophones
et
acadiennes

DE MILLE REGARDS, NOUS AVONS CRÉÉ UNE VISION

ACTES DU SOMMET

DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES ET ACADIENNES

1^{er}, 2 ET 3 JUIN 2007, OTTAWA (CANADA)

OCTOBRE 2007



FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS
FRANCOPHONES ET ACADIENNES
du Canada



Patrimoine
canadien

Canadian
Heritage

Canada



uOttawa

LE SOMMET DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES ET ACADIENNES

1^{er}, 2 et 3 juin 2007, à Ottawa

MILLE REGARDS, UNE VISION

Une initiative de



Réalisé grâce à l'appui du ministère du Patrimoine canadien



Patrimoine
canadien

Canadian
Heritage

Canada

La publication des Actes du Sommet des communautés francophones et acadiennes a bénéficié d'une aide financière de l'Office des affaires francophones du gouvernement de l'Ontario.



Ontario

ISBN : 978-2-922742-32-9

TABLE DES MATIÈRES >

Messages de la FCFA du Canada	3
Mot de la ministre Josée Verner	5
LE SOMMET DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES ET ACADIENNES	6
Comité directeur	7
Profil des participantes et des participants	8
Programme du Sommet	10
Partenaires	16
MOBILISER, IMAGINER, AGIR	17
Liste des acronymes utilisés	18
01 > BILAN	20
Démographie	21
Domaines politique et juridique	22
Institutions	23
Économie	25
Santé et développement social	25
Éducation	26
Identité et culture	27
Médias et communications	28
02 > ENJEUX	30
Démographie	31
Identité et diversité	33
Gouvernance	36
Francophonie canadienne	37
Francophonie internationale	39
Vitalité	39
03 > CHANTIERS	42
Énoncé de vision	43
Principes directeurs	43
1 ^{er} chantier – Notre population : au-delà du million en 2017!	44
2 ^e chantier – Notre espace : vivre en français 24 heures sur 24!	45
3 ^e chantier – Notre gouvernance : ensemble et efficaces!	48
4 ^e chantier – Notre influence : engagés, écoutés et entendus!	49
5 ^e chantier – Notre développement : investir, innover, réussir!	51
Résultat complémentaire : la recherche	53
04 > DÉCLARATION FINALE	54
Conclusion	61
ANNEXES	62
Liste des organismes ayant soumis un mémoire	63
Liste des participantes et des participants	64
Sommaire exécutif de l'évaluation du Sommet	76
Revue de presse	78

MESSAGES DE LA FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES ET ACADIENNE DU CANADA >



Le Sommet des communautés francophones et acadiennes a été une expérience particulièrement touchante pour moi. La FCFA et le comité directeur du Sommet, que j'avais l'honneur de

présider, avaient lancé aux communautés le défi d'être visionnaires et de se projeter dans l'avenir, et les communautés y ont répondu en force. Au début de juin 2007, nous étions plus de 750 à partager un grand rêve, celui d'une francophonie fière, engagée et unie dans sa détermination de vivre en français de mieux en mieux d'un bout à l'autre du pays.

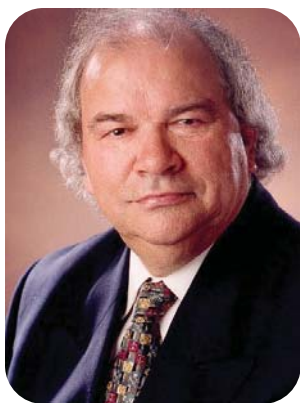
La Déclaration du Sommet, véritable projet de société signé avec enthousiasme par 33 organismes et institutions au service des communautés, montre à quel point nous avons accompli quelque chose de grand en juin 2007. À présent, nous avons à relever nos manches et à faire de notre vision d'avenir une réalité. Je souhaite que l'avenir dise de nous qu'après avoir été des gens de vision, nous avons été des gens d'action.

À titre de nouvelle présidente de la FCFA, je puis vous assurer que nous offrirons dans cette grande entreprise un leadership soucieux de concerter les forces vives de la francophonie et de permettre aux communautés de réaliser le rêve qu'elles ont exprimé lors du Sommet.



Lise Routhier-Boudreau

*Présidente du Comité directeur
Présidente de la FCFA*



Lorsque la FCFA a généré, à la fin de 2005, le projet du Sommet des communautés francophones et acadiennes, c'est parce que nous étions convaincus de l'importance, pour les commu-

nautés, de donner le ton et de mettre de l'avant leur propre projet de société, de prendre pleinement la place qui leur revient dans le tissu social, culturel et économique du Canada. Pour cela, il fallait que les communautés se donnent une vision commune de leur développement, et qu'elles communiquent cette vision aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.

À titre de président de la FCFA, j'ai été fier de voir à quel point les communautés se sont mobilisées en force pour le Sommet. Durant les trois jours qu'a duré l'événement, on sentait clairement le caractère historique et fondamental de ce que nous étions en train de faire. Les communautés avaient rendez-vous avec leur destinée. Nous n'avons pas hésité à saisir l'instant, à donner le ton en clamant haut et fort, pour nous et nos enfants, notre volonté de vivre et de s'épanouir en français dans notre pays.

Jean-Guy Rioux

Président de la FCFA, 2005-2007



On a dit du Sommet des communautés francophones et acadiennes qu'il s'agissait de l'événement de la décennie, voire d'une génération. Et pour cause : à nouveau, les francophones et

les Acadiens ont affirmé leur attachement fondamental à un avenir en français. Ils ont manifesté leur volonté d'être les maîtres d'œuvre de leur avenir et de bâtir des collectivités modernes, prospères, ouvertes, diversifiées et engagées à contribuer au bien-être de la société canadienne toute entière.

Le Sommet a démontré que les communautés étaient prêtes à unir leurs voix, leurs énergies et leurs destinées, et à passer à une autre étape de leur développement. Tous et toutes, nous étions au rendez-vous lors de ce moment de synergie sans précédent, et nous savions qu'ensemble nous étions forts. Nous avons su nous dépasser, et l'avenir montrera, j'en suis sûre, que nous avons raison de miser sur cette force, pour le bénéfice de tous ceux et de toutes celles qui veulent vivre en français au Canada.

Marielle Beaulieu

Directrice générale de la FCFA



Ottawa, Canada K1A 0M5



En juin 2007, la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada, la FCFA, a organisé son premier Sommet des communautés francophones et acadienne. Dans cet espace de rencontre propice aux discussions, les participants de partout au pays étaient invités à aborder les grandes questions qui touchent la francophonie canadienne, afin d'en arriver à une approche commune favorisant son essor.

La richesse des débats durant le Sommet et la qualité des idées qui en sont ressorties sont indéniables. Il s'agit désormais d'une importante ressource pour quiconque a à cœur d'assurer l'avenir du français au Canada. Par la parution de ce rapport, la FCFA veille à ce que les objectifs et les résultats du Sommet soient présentés au plus grand nombre et guident les décisions touchant les communautés francophones et acadienne du pays.

À titre de ministre du Patrimoine canadien, de la Condition féminine et des Langues officielles, je félicite la FCFA à l'occasion de la parution du rapport *Actes du Sommet des communautés francophones et acadienne*. C'est notamment grâce aux efforts acharnés d'hommes et de femmes comme vous que la francophonie canadienne demeure bien vivante.

Josée Verner

> LE SOMMET DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES ET ACADIENNES

LE COMITÉ DIRECTEUR >

Le comité directeur était composé de chefs de file de la francophonie canadienne, nommés à titre individuel par la FCFA du Canada, pour concevoir et préparer la tenue du Sommet et en rendre compte. Ils étaient accompagnés de personnes-ressources issues de la FCFA, des institutions gouvernementales et de divers champs d'expertise. Le Comité directeur s'est réuni pour la dernière fois le 6 septembre 2007 à Ottawa.

MEMBRES

Lise Routhier-Boudreau – Ontario

Présidente du Comité directeur
Vice-présidente de la FCFA

Edmund Auger – Alberta

Chercheur et professeur de science politique, University of Alberta, Campus Saint-Jean

Ron Caza – Ontario

Avocat, Cabinet Heenan Blaikie

Ibrahima Diallo – Manitoba

Doyen de la Faculté des arts et de l'Administration des affaires, Collège universitaire de Saint-Boniface

Carol Genest – Yukon

Directrice, Direction des services en français, gouvernement du Yukon

Guy Jourdain – Manitoba

Conseiller spécial, Secrétariat des services en langue française, gouvernement du Manitoba

Rémi Léger – Nouveau-Brunswick

Étudiant à la maîtrise en science politique, University of Alberta

Saïda Ouchaou-Ozarowski – Colombie-Britannique

Journaliste et cinéaste indépendante

Lise Ouellette – Nouveau-Brunswick

Directrice générale, Association des municipalités francophones du Nouveau-Brunswick

Claudette Paquin – Ontario

Directrice en chef, chaîne de télévision TFO

Jean-Guy Rioux – Nouveau-Brunswick

Président de la FCFA

James Shea – Ontario

Directeur général, Canadian Parents for French

Ronald Tremblay – Alberta

Artiste et réalisateur

PERSONNES-RESSOURCES

Marielle Beaulieu

Directrice générale, FCFA du Canada

Lorraine Clavel

Directrice adjointe, Politiques, recherche et planification stratégique, Direction générale des politiques et des communications, Commissariat aux langues officielles

Sylvie Lachance

Secrétaire adjointe à la Francophonie canadienne, Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes

Hubert Lussier

Directeur général, Programme d'appui aux langues officielles, Patrimoine canadien

Jérôme Moisan

Directeur principal, Secrétariat des langues officielles, Patrimoine canadien

Marc L. Johnson

Chargé du contenu et rapporteur général du Sommet

Diane Chevrier

Coordonnatrice du Sommet

Vanessa Moisan-Willis

Responsable des communications

Simon Lalande

Responsable de la logistique

Martine Batanian

Responsable des bénévoles et rédactrice

Liane Pelletier

Appui à l'organisation du Sommet



Photo : Gilles Comtois

1^{ère} RANGÉE

James Shea,
Edmund Auger,
Carol Genest,
Jean-Guy Rioux,
Lise Routhier-Boudreau,
Diane Chevrier,
Ibrahima Diallo,
Guy Jourdain,
Vanessa Moisan-Willis,
Simon Lalande.

2^e RANGÉE

Ronald Tremblay,
Lorraine Clavel,
Marielle Beaulieu,
Sylvie Lachance,
Liane Pelletier,
Claudette Paquin,
Saïda Ouchaou-Ozarowski,
Martine Batanian,
Lise Ouellette.

3^e RANGÉE

Hubert Lussier,
Marc L. Johnson,
Jérôme Moisan,
Ronald Caza.

PROFIL DES PARTICIPANTES ET DES PARTICIPANTS >

Le Sommet des communautés francophones et acadiennes a accueilli un total de 782 participantes et participants provenant de toutes les régions du Canada et de tous les secteurs d'activités.

A > INSCRIPTIONS TOTALES (782 INSCRIPTIONS)

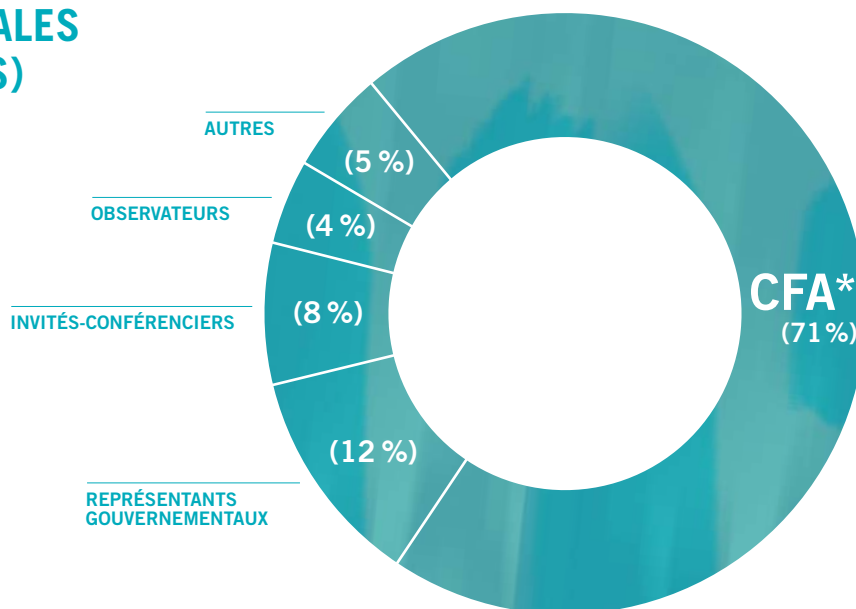
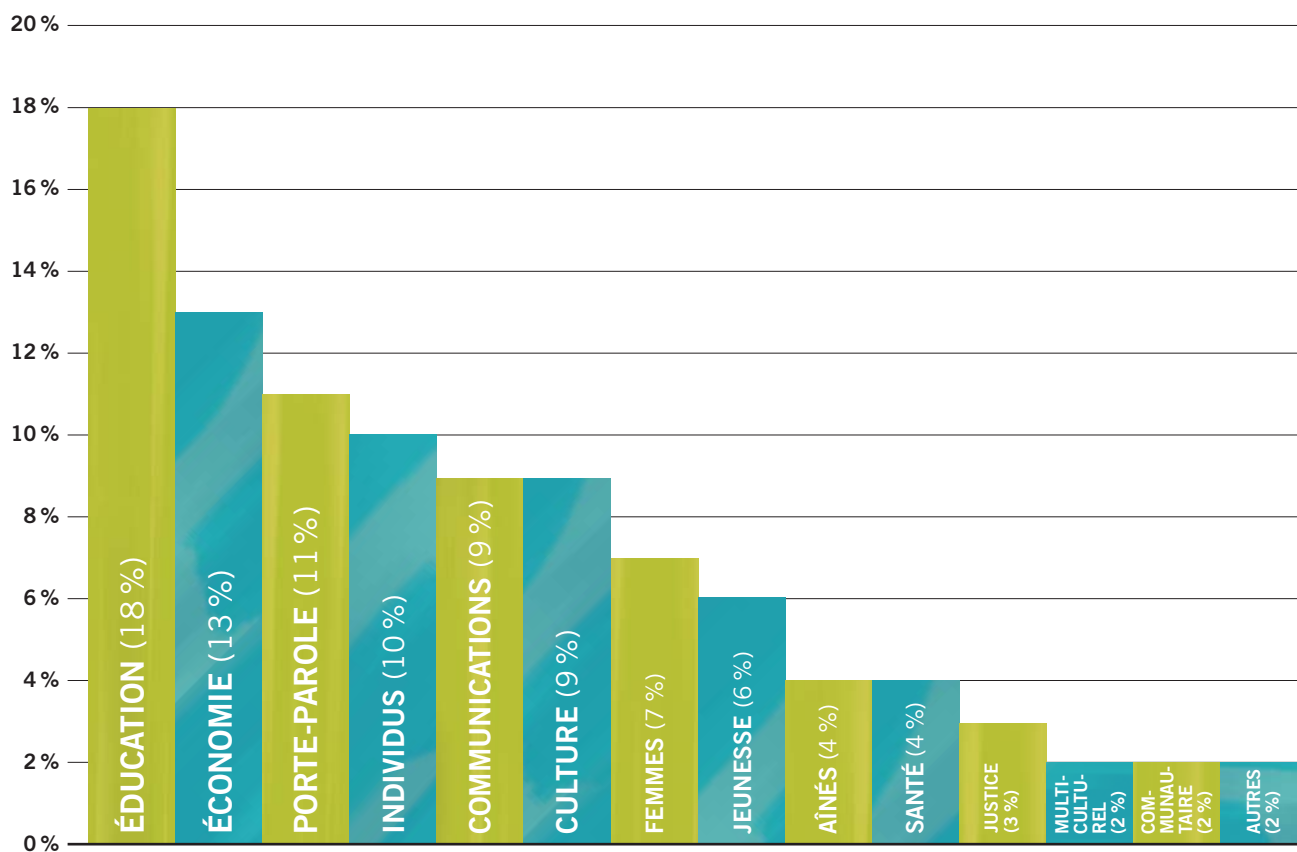
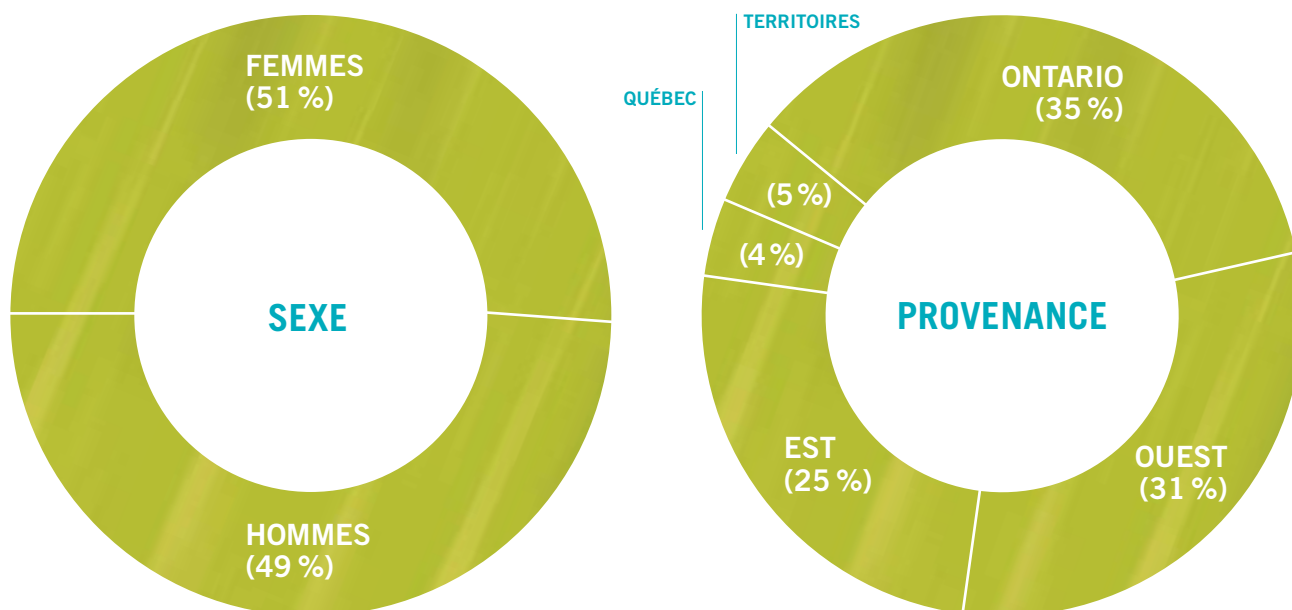


Photo : Gilles Comtois

* Communautés francophones et acadiennes

B > LES 553 PARTICIPANTES ET PARTICIPANTS DES CFA



PROGRAMME DU SOMMET

VENDREDI 1^{ER} JUIN 2007 : CÉRÉMONIE D'OUVERTURE AU MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS (MCC)

19 H 30 – CÉRÉMONIE D'OUVERTURE, GRANDE GALERIE DU MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS

Maître de cérémonie, monsieur Guy Matte

Mot de bienvenue du directeur des projets spéciaux et membre de l'exécutif de la Société du Musée canadien des civilisations (SMCC), Monsieur Michel Cheff

LES CONFÉRENCIERS :



L'HONORABLE JOSÉE VERNER, MINISTRE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET MINISTRE DE LA FRANCOPHONIE ET DES LANGUES OFFICIELLES

Josée Verner est élue à la Chambre des communes pour la première fois en 2006, dans le comté de Louis-Saint-Laurent. Le 6 février, elle est nommée ministre de la Coopération internationale et ministre de la Francophonie et des Langues officielles dans le cabinet du premier ministre Stephen Harper. Au mois de juin 2004, Mme Verner devient porte-parole de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et la Francophonie au sein du cabinet fantôme de M. Harper. En septembre 2005, on lui confie le dossier des langues officielles. Elle a également présidé le caucus québécois du Parti conservateur. Mme Verner a œuvré pendant près de 20 ans dans le domaine des communications et dans le secteur public. Elle a travaillé dans les cabinets de l'ancien premier ministre du Québec, Robert Bourassa, et du vice-président de l'Assemblée nationale du Québec. Elle a aussi travaillé au ministère de la Santé du Québec. Mme Verner s'implique dans la vie communautaire. Elle a notamment organisé des collectes de fonds pour la Fondation canadienne Rêves d'Enfants. Elle est mariée et mère de trois enfants.



L'HONORABLE ROSE-MARIE LOSIER-COOL, SÉNATRICE, VICE-PRÉSIDENTE DU SÉNAT DU CANADA

L'honorable Rose-Marie Losier-Cool, présidente *pro tempore* (vice-présidente) du Sénat du Canada, représente la communauté acadienne du Nouveau-Brunswick. Ancienne enseignante primée et syndicaliste dans les milieux provincial et national de l'éducation, elle défend aussi depuis longtemps les droits des femmes et des filles au Nouveau-Brunswick, au Canada et dans les pays en développement. Depuis sa nomination au Sénat en 1995, elle est très impliquée au sein du comité des Langues officielles, qu'elle a déjà présidé, et de la section canadienne de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, y compris son Réseau des femmes.



MONSIEUR CLÉMENT DUHAIME, ADMINISTRATEUR DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE (OIF)

Né à Trois-Rivières, Québec, Clément Duhaime est administrateur de l'Organisation internationale de la Francophonie depuis janvier 2006. Nommé à cette haute fonction par M. Abdou Diouf, secrétaire général de la Francophonie, il est chargé « d'exécuter, d'animer et de gérer la coopération intergouvernementale multilatérale ».

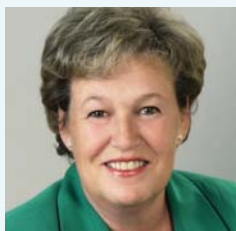
Auparavant délégué général du Québec en France et représentant personnel du premier ministre du Québec auprès des instances de la Francophonie, M. Clément Duhaime mène depuis 25 ans une carrière professionnelle et diplomatique en étroite relation avec la Francophonie.

© Cyril Bailleul/OIF



MONSIEUR JEAN-GUY RIOUX, PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES ET ACADIENNE (FCFA) DU CANADA

Né à Shippagan, au Nouveau-Brunswick, Jean-Guy Rioux détient un baccalauréat en éducation de l'Université de Moncton, de même qu'une maîtrise ès arts en éducation, mention psychologie éducationnelle, de la même institution. M. Rioux a poursuivi une fructueuse carrière en enseignement, tant dans sa province d'origine qu'en Afrique. Il a notamment enseigné les langues, l'histoire, la géographie et la psychologie. Il a été tour à tour directeur de l'Éducation permanente pour le Nord-Est, puis vice-recteur du Centre universitaire de Shippagan. Président de la Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick (SAANB) de 1999 à 2003, Jean-Guy Rioux est devenu président de la FCFA du Canada en juin 2005.



MADAME LISE ROUTHIER-BOUDREAU, PRÉSIDENTE DU COMITÉ DIRECTEUR DU SOMMET

Forte d'une carrière dans le domaine de l'éducation, Lise Routhier-Boudreau a été présidente de l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO) durant cinq ans. Engagée dans le domaine de la francophonie, elle a été présidente du comité de français de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants durant trois ans, ainsi que coprésidente du comité de travail pour la mise sur pied de l'Assemblée des francophones de l'Ontario en 2004. Elle a également participé à plusieurs projets de formation en éducation de la citoyenneté dans plusieurs pays de l'Afrique francophone, notamment le Burkina Faso, le Sénégal et la Tunisie.



MADAME ANTONINE MAILLET, INVITÉE D'HONNEUR

Romancière et dramaturge de renommée internationale, Antonine Maillet est née à Bouctouche, au cœur de l'Acadie, au Nouveau-Brunswick. Depuis son premier roman en 1958, Mme Maillet a publié une cinquantaine d'œuvres. Au cours de sa carrière, elle a reçu de nombreux prix littéraires dont le Prix Champlain pour *Pointe-aux-Coches* (1958), le Prix du Gouverneur général pour *Don l'Original* (1972) et le Grand Prix de la Ville de Montréal pour *Mariaagélas* (1973). Elle fut le premier écrivain hors de France à recevoir le Prix Goncourt pour *Pélagie-la-Charrette* (1979). Mme Maillet est compagnon de l'Ordre du Canada, commandeur des Arts et des Lettres de France et officier de la Légion d'Honneur de France.

© Paul Labelle photographe inc.

20 H 45 – RÉCEPTION AU MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS (MCC)

SAMEDI 2 JUIN 2007 : UNIVERSITÉ D'OTTAWA

7 H 30 – DÉJEUNER AU CENTRE SPORTIF DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA

Maître de cérémonie, monsieur Guy Matte

8 H 15 – MOT DE BIENVENUE DU RECTEUR ET VICE-CHANCELIER DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA, MONSIEUR GILLES PATRY

8 H 20 – ALLOCUTION DE L'HONORABLE STÉPHANE DION, CHEF DE L'OPPOSITION OFFICIELLE



Stéphane Dion est né le 28 septembre 1955, à Québec. Son épouse, Janine Kriebler, et lui ont une fille, Jeanne. M. Dion est titulaire d'une maîtrise en sciences politiques de l'Université Laval et d'un doctorat en sociologie de l'Institut d'études politiques de Paris. Avant de faire le saut en politique, M. Dion a enseigné l'administration publique et les sciences politiques à l'Université de Montréal, à l'Université de Moncton, à la Brookings Institution de Washington, au Centre canadien de gestion et au Laboratoire d'économie politique de Paris. Il a publié quantité de livres et d'articles, notamment *Le Pari de la franchise*, sélectionné pour le prix Donner en 1999. En 2002, il a reçu un doctorat honorifique de l'Université Carlos III de Madrid. D'abord élu en 1996, Stéphane Dion a été réélu en 1997, en 2000, en 2004 et en 2006 dans la circonscription de Saint-Laurent-Cartierville. En janvier 1996, M. Dion a été nommé ministre des Affaires intergouvernementales par le premier ministre Jean Chrétien. En juillet 2004, sous le premier ministre Paul Martin, M. Dion a été ministre de l'Environnement. À ce titre, il a notamment obtenu la conclusion d'une entente internationale visant à prolonger la mise en œuvre du Protocole de Kyoto au-delà de 2012. Le 2 décembre 2006, Stéphane Dion a été élu 11^e chef du Parti libéral du Canada. Aujourd'hui, il défend avec ardeur les intérêts des Canadiens comme chef de l'Opposition officielle à Ottawa.

8 H 30 – PLÉNIÈRE D'OUVERTURE

Présentation des cinq chantiers du Sommet

Capsules vidéos réalisées par Radio-Canada

Présentation théâtrale : Conception et rédaction : Claude Naubert

Réalisation : Anne-Marie Riel

9 H 30 – PAUSE-CAFÉ À LA CAFÉTÉRIA DE L'ÉDIFICE EITI

Exposants :

ACELF, Centre Université d'Ottawa, Fédération culturelle canadienne-française, Gouvernement du Canada, Commissariat aux langues officielles, La revue Fracas, le Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques, Congrès mondial acadien, les universités de la francophonie canadienne, les communautés francophones et acadiennes, La francophonie ontarienne : d'hier à aujourd'hui (OAF)

10 H – LES CHANTIERS DU SOMMET (DISCUSSIONS EN SOUS-GROUPES)

12 H – DÎNER À LA CAFÉTÉRIA DE L'ÉDIFICE EITI

Exposants :

ACELF, Centre Université d'Ottawa, Fédération culturelle canadienne-française, Gouvernement du Canada, Commissariat aux langues officielles, La revue Fracas, le Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques, Congrès mondial acadien, les universités de la francophonie canadienne, les communautés francophones et acadiennes, La francophonie ontarienne : d'hier à aujourd'hui (OAF)

14 H – LES CINQ CHANTIERS DU SOMMET (DISCUSSIONS EN SOUS-GROUPES)

16 H – 17 H – PAUSE-CAFÉ

Exposants :

ACELF, Centre Université d'Ottawa, Fédération culturelle canadienne-française, Gouvernement du Canada, Commissariat aux langues officielles, La revue Fracas, le Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques, Congrès mondial acadien, les universités de la francophonie canadienne, les communautés francophones et acadiennes, La francophonie ontarienne : d'hier à aujourd'hui (OAF)

19 H – BANQUET AU CENTRE SPORTIF DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA

Maître de cérémonie, monsieur Guy Matte

LES CONFÉRENCIERS :



L'HONORABLE MADELEINE MEILLEUR, MINISTRE DÉLÉGUÉE AUX AFFAIRES FRANCOPHONES DE L'ONTARIO

Ministre déléguée aux Affaires francophones de l'Ontario depuis 2003, Mme Meilleur a mis sur pied le Comité consultatif provincial sur les affaires francophones et vient tout récemment de créer le Commissariat aux services en français, grâce auquel les francophones pourront faire respecter leurs droits aux services en français de manière plus efficace. Sous la tutelle de la ministre Meilleur, les francophones de l'Ontario peuvent maintenant bénéficier des investissements sans précédent de 317 millions de dollars supplémentaires en éducation en langue française aux paliers élémentaire et secondaire, d'une augmentation du financement postsecondaire et, depuis le 1er avril dernier, de l'indépendance accordée à TFO, la télévision culturelle et éducative de l'Ontario français qui a maintenant ses propres budgets et son propre conseil d'administration.



L'HONORABLE BENOÎT PELLETIER, MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES DU QUÉBEC (PRÉSENTATION VIDÉO)

M. Benoît Pelletier est né à Québec. Il a obtenu une licence en droit de l'Université Laval, une maîtrise en droit de l'Université d'Ottawa, un doctorat en droit de l'Université Paris I et un second de l'Université Aix-Marseille III. Élu à trois reprises député de Châteauguay, il a été nommé ministre pour la première fois le 29 avril 2003, où il a alors occupé différents postes. Il assume, depuis le 18 avril dernier, les fonctions de ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information; il est aussi leader parlementaire adjoint du gouvernement. Il est marié et père de quatre enfants.



L'HONORABLE HÉDARD ALBERT, MINISTRE RESPONSABLE DE LA FRANCOPHONIE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Député libéral de la circonscription de Caraquet, Hédard Albert a été élu à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick aux élections générales provinciales du 9 juin 2003. Il a été réélu le 18 septembre 2006. Il possède un baccalauréat ès arts avec concentration en biologie et un baccalauréat en éducation de l'Université de Moncton. La carrière de M. Albert s'est étendue sur 34 ans à l'École des pêches du Nouveau-Brunswick, à Caraquet, où il a occupé divers postes, y compris celui de directeur. Il a participé à divers projets internationaux de développement avec l'ACDI et d'autres institutions. Il a mis en œuvre des partenariats avec la France, la Mauritanie, le Sénégal, la Tunisie, le Bénin, le Togo, le Maroc et Haïti.



MONSIEUR GRAHAM FRASER, COMMISSAIRE AUX LANGUES OFFICIELLES

Journaliste et auteur renommé et respecté ayant près de 40 ans d'expérience dans le milieu journalistique, M. Fraser est commissaire aux langues officielles depuis le mois d'octobre 2006. Au cours d'une longue et remarquable carrière qui a chevauché le clivage linguistique, il a fait des reportages dans les deux langues officielles sur les politiques étrangères et culturelles, les débats et les pourparlers constitutionnels, de même que la politique à l'échelle nationale, provinciale et internationale. M. Fraser est notamment l'auteur de *Sorry I Don't Speak French*, ouvrage qui a contribué à stimuler le renouvellement du débat public sur les politiques linguistiques au Canada.



MONSIEUR LOUIS LANLANDE, DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES RÉGIONAUX DE RADIO-CANADA

Louis Lalande fait carrière en information depuis maintenant 25 ans, principalement à Radio-Canada. Durant 10 ans, il est à l'avant-scène des événements qui ont marqué le pays en étant producteur des couvertures spéciales et des grands événements à Radio-Canada. On lui confie ensuite la prestigieuse émission *Le Point*. Développeur et visionnaire, il sera à l'origine de LCN, le Canal Nouvelles TVA, et du Centre de l'information de Radio-Canada où il dirige pendant plus de deux ans l'information télé et le RDI.

En 2006, il relève le défi de la toute nouvelle direction générale des Services français de Radio-Canada, laquelle inclut la télévision, la radio et le Web. Rappelons que Radio-Canada rejoint les francophones partout au pays avec 20 stations régionales dont 11 situées à l'extérieur du Québec.

20 H 55 – PRÉSENTATION DU 30^E ANNIVERSAIRE DE LA FÉDÉRATION CULTURELLE CANADIENNE-FRANÇAISE

21 H – SPECTACLE FRANCOPHONIE REMIXÉE AU CENTRE SPORTIF DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA



Madrigaia et Daniel Lavoie

LES ARTISTES

ANIQUE GRANGER (chanson) (Saskatchewan)
DAMIEN ROBITAILLE (chanson) (Ontario)
DANIEL LAVOIE (chanson) (Manitoba)
DANNY BOUDREAU (chanson) (Nouveau-Brunswick)
GÉRALD LAROCHE (musique) (Manitoba)
RADIORADIO (chanson) (Nouveau-Brunswick et Nouvelle-Écosse)
J.P. LEBLANC (chanson) (Nouveau-Brunswick)
JULIE DUGUAY (danse contemporaine) (Nouveau-Brunswick)
MADRIGAIA (chanson) (Manitoba)
MARIE-JO THÉRIO (chanson) (Nouveau-Brunswick)
MÉLANIE LÉGER (auteur) (Nouveau-Brunswick)
ROBIN-JOËL COOL (comédien) (Nouveau-Brunswick)
TRICIA FOSTER (chanson) (Ontario)
TERRE D'ACCUEIL (théâtre) (Ontario)

Réalisateur : **FRANÇOIS SAVOIE** Directeur artistique : **JAC GAUTREAU** Directeur musical : **MARC BEAULIEU**

Une production de Connections Productions grâce à la participation du Fonds canadien de télédiffusion, du Programme de crédits d'impôt du Canada et de N.B. Film. Une collaboration de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada et de la Fédération culturelle canadienne-française. Le spectacle est enregistré pour télédiffusion à l'automne 2007 sur les ondes du réseau national de la télévision de Radio-Canada, à ART-TV ainsi qu'à TFO.

DIMANCHE 3 JUIN 2007 : CENTRE SPORTIF DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA

8 H – DÉJEUNER AU CENTRE SPORTIF DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA

Maître de cérémonie, monsieur Guy Matte

8 H 45 – CONFÉRENCE DE MADAME SYLVIE ST-PIERRE-BABIN, VICE-PRÉSIDENTE DU CONSEIL DES REPRÉSENTANTS - ABITIBI-TÉMISCAMINGUE - NORD ET OUEST DU QUÉBEC, ADMINISTRATRICE DÉLÉGUÉE DU MOUVEMENT DES CAISSES DESJARDINS

Mme St-Pierre-Babin, présidente de la Caisse populaire Desjardins St-Raymond de Hull depuis 1989, est avocate de profession. Elle siège aux conseils d'administration de la Fédération des caisses Desjardins du Québec, de la Caisse centrale Desjardins, de Capital Desjardins, de Desjardins Capital de risque et de Fiducie Desjardins et est membre des commissions et comités de la gouvernance de ces entités. Elle est présidente du conseil d'administration de Desjardins Sécurité financière depuis 2002. Elle a été membre du conseil d'administration de la Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest du Québec de 1997 à 2001.

9 H – PLÉNIÈRE DE CLÔTURE

Présentation des résultats des chantiers de discussion

10 H 30 – PAUSE-CAFÉ

10 H 50 – L'HÔPITAL MONTFORT REMERCIE LES CFA POUR LEUR APPUI À LA CAUSE MONTFORT.

Présentation par monsieur Gérald Savoie, président-directeur général de l'hôpital Montfort

11 H 10– L'APRÈS SOMMET, LE PLAN STRATÉGIQUE COMMUNAUTAIRE

11 H 30 – LA DÉCLARATION DU SOMMET

12 H – FIN DU SOMMET

12 H - DÎNER OPTIONNEL À LA CAFÉTÉRIA DU CENTRE UNIVERSITAIRE JOCK-TURCOT (85, RUE UNIVERSITÉ)

14 H – VOUS M'EN LIREZ TANT

Émission *Vous m'en lirez tant* diffusée en direct de l'Auditorium des anciens de l'Université d'Ottawa sur le réseau national de la radio de Radio-Canada pour le dévoilement des lauréats du concours national des lecteurs de Radio-Canada. Les participants du Sommet sont invités à assister à l'enregistrement de l'émission. Entrée libre.

PARTENAIRES >

La réussite d'un tel événement ne peut se faire sans l'appui de solides partenaires que nous désirons remercier.

Partenaire principal



Partenaires privilégiés

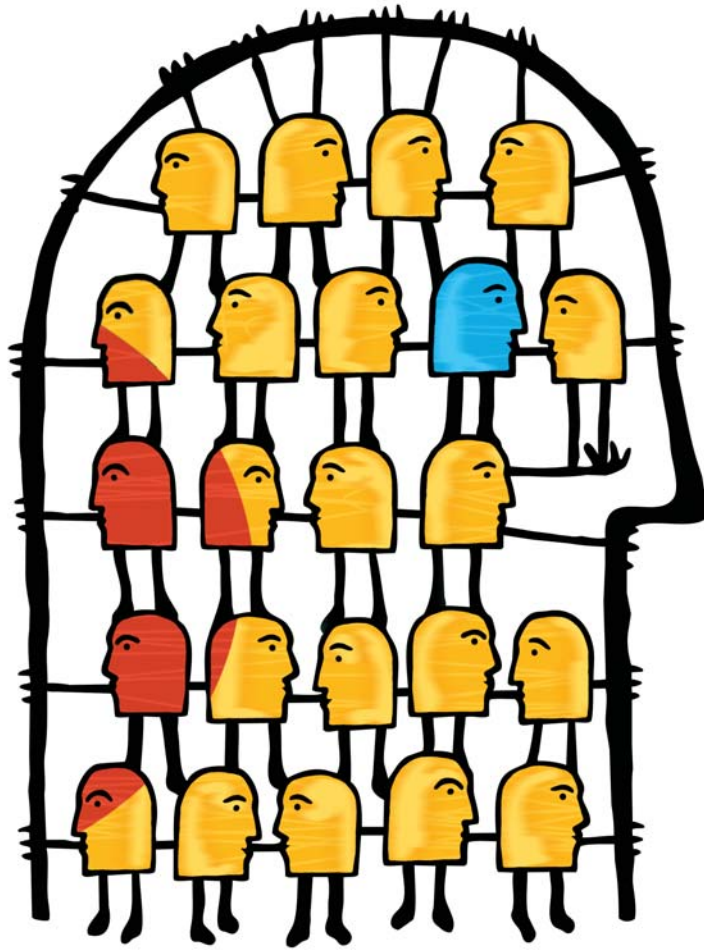


Partenaires



Parrains de chantier





MOBILISER
IMAGINER
AGIR

LISTE DES ACRONYMES UTILISÉS >

ARC	Alliance des radios communautaires du Canada
CFA	communautés francophones et acadiennes
CNPF	Commission nationale des parents francophones
CRTC	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes
FCAF	Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français
FCCF	Fédération culturelle canadienne-française
FCFA	Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada
FJCF	Fédération de la jeunesse canadienne-française
FNCSE	Fédération nationale des conseils scolaires francophones
ONF	Office national du film du Canada
ONG	organisation non gouvernementale
POE	Programme des langues officielles en enseignement
RDÉE	Réseau de développement économique et d'employabilité
RDI	Réseau de l'information
SRC	Société Radio-Canada
TFO	Télévision franco-ontarienne

INTRODUCTION > Durant les 15 dernières années, les communautés francophones et acadiennes (CFA)¹ ont grandement évolué. Leur composition s'est transformée, leurs points d'ancrage ont bougé, leur poids s'est affaibli, leurs droits ont été précisés, leurs organismes se sont multipliés, leurs défis se sont renouvelés avec une complexité accrue. Bref, les CFA ont changé comme le reste de la société canadienne.

Pour mesurer les progrès accomplis, identifier les enjeux qui se posent pour l'avenir et délimiter les chantiers auxquels il faut s'attaquer en priorité, la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada a décidé de convoquer un Sommet des communautés francophones et acadiennes, les 1^{er}, 2 et 3 juin 2007.

Le Sommet visait trois grands objectifs :

MOBILISER > Il a été une occasion unique pour les CFA de se rassembler et de prendre la mesure de leur force.

IMAGINER > Il a permis de valider les enjeux prioritaires communs à la francophonie canadienne et de projeter ainsi, vers les communautés, les gouvernements et la société canadienne, l'image de ses aspirations.

AGIR > Les chefs de file des CFA ont élaboré des résultats stratégiques à atteindre pour faire face à ces enjeux et se sont engagés à donner suite au Sommet dans le cadre d'un Plan stratégique communautaire.

Un Comité directeur, nommé par la FCFA et composé d'individus engagés dans les communautés, a entrepris de préparer le Sommet en menant un exercice de réflexion pour dresser un bilan de ce qui a été accompli depuis 1988 et de ce qui reste à faire. Il était vain de penser que tous les dossiers stratégiques pour le développement de nos communautés pourraient être examinés en profondeur, mais il importait au Comité de tracer un portrait global de l'évolution récente. Surtout, il fallait dégager les lignes de force transversales ou horizontales dont le contrôle échappe aux organismes sectoriels pris individuellement, mais dont les enjeux restent clés pour nos communautés. Six enjeux transversaux, c'est-à-dire qui touchent tous les secteurs d'intervention dans toutes les communautés, ont ainsi été identifiés : la démographie; l'identité et la diversité; la gouvernance; la francophonie canadienne; la francophonie internationale; et la vitalité.

Des consultations sur ces enjeux ont été menées à l'échelle nationale auprès des organismes des communautés, ce qui a permis de dégager une longue liste de pistes d'action. En les compilant, il est apparu que l'on pouvait organiser les discussions du Sommet sous la forme de chantiers, c'est-à-dire de domaines où seront entrepris des travaux importants au cours des 10 prochaines années. Sous une appellation différente, cinq chantiers ont été définis : *Notre population*, *Notre espace*, *Notre gouvernance*, *Notre influence* et *Notre développement*. Durant le Sommet, quelque 750 personnes issues de toutes nos communautés y ont participé.

Le résultat de ce processus fait l'objet du présent document. Les éléments de réflexion élaborés pour préparer le Sommet en constituent les deux premières parties. La première dresse un **bilan** général des CFA depuis 1988 en ce qui concerne la démographie, les domaines politique et juridique, les institutions, l'économie, la santé et le développement social, l'éducation, l'identité et la culture, les médias et les communications. La deuxième partie présente les questions de réflexion qui ont été soumises pour discussion aux communautés relativement aux **enjeux** horizontaux auxquels elles sont confrontées à l'heure actuelle.

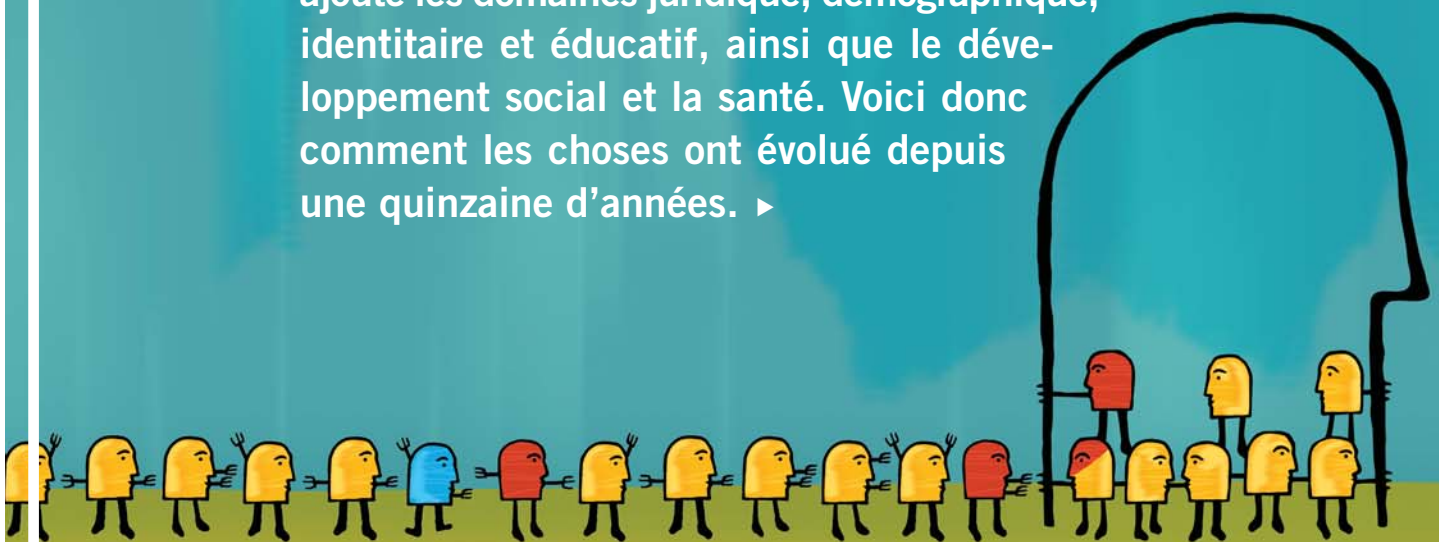
La troisième partie, intitulée **chantiers**, expose les résultats stratégiques, regroupés en cinq chantiers, que les participantes et les participants au Sommet ont choisi de retenir et qui pavent la voie au Plan stratégique communautaire. Au préalable, la cohérence de ces chantiers est exposée dans un énoncé de vision et des principes directeurs. La quatrième partie présente la **déclaration finale** du Sommet signée par 33 organismes et institutions communautaires qui se sont engagés à donner suite au Sommet. En **annexe**, on trouvera la liste des rencontres de consultations et des mémoires reçus, la liste des participants au Sommet, le rapport d'évaluation du Sommet soumis par le Centre de leadership en évaluation et la revue de presse du Sommet.

Nous avons fait un effort conscient afin de dire les choses simplement, même si les notions soulevées sont souvent abstraites et complexes. Nous avons ainsi voulu rendre le document accessible à l'ensemble des francophones et des Acadiens.

¹ L'expression *communautés francophones et acadiennes* (CFA) désigne ici les communautés qui évoluent en contexte minoritaire au Canada, c'est-à-dire à l'extérieur du Québec. L'expression *francophonie canadienne*, par contre, englobe à la fois les CFA et la francophonie québécoise.

> 01 BILAN

Il est impossible de tracer ici un bilan exhaustif de toutes les dimensions de la vie des francophones et des Acadiens depuis une quinzaine d'années. Pour faciliter l'exercice, les objectifs fixés en 1992 dans le document de vision *Dessein 2000*² ont servi de points de repère. Que s'est-il passé depuis cette époque ? Comment les grands dossiers chers aux communautés francophones et acadiennes ont-ils évolué ? Quels sont leurs acquis et quels sont les enjeux auxquels elles sont aujourd'hui confrontées ? Voilà autant de questions que soulevait le document. Aux espaces politique, économique, culturel, institutionnel et électronique envisagés dans *Dessein 2000*, nous avons toutefois ajouté les domaines juridique, démographique, identitaire et éducatif, ainsi que le développement social et la santé. Voici donc comment les choses ont évolué depuis une quinzaine d'années. ►



DÉMOGRAPHIE

Bien que *Dessein 2000* n'en ait pas fait grand cas, les indicateurs démographiques et démolinguistiques sont importants dans la mesure où ils servent souvent de guides pour élaborer des politiques et, notamment, pour déterminer le niveau de services offerts aux communautés. Les chercheurs ont débattu de l'importance du facteur démographique qui reste une tendance lourde même si, pour la plupart d'entre eux, il est relatif puisque « densité n'est peut-être pas synonyme de destinée³ ».

POIDS DÉMOGRAPHIQUE > Entre 1991 et 2001, la francophonie canadienne en situation minoritaire a accru son effectif de 18 905 personnes pour atteindre 987 690, même si la part qu'elle représente dans la population canadienne diminuait de 4,8 % à 4,4 %. En incluant le Québec, la population francophone s'est accrue de 323 778 personnes, mais sa part de la population totale est passée de 25,2 % à 24,1 %⁴. Les facteurs évoqués pour expliquer cette tendance incluent la forte immigration de personnes qui ne sont pas francophones, la baisse du taux de fécondité des femmes francophones et les transferts linguistiques vers l'anglais.

ASSIMILATION > L'assimilation est demeurée un problème à surmonter, comme l'illustre l'évolution du taux de transfert linguistique⁵ qui est passé, entre 1991 et 2001, de 35,3 % à 38,4 % à l'échelle de la francophonie canadienne en situation minoritaire. Évidemment, ce problème varie selon les régions, les deux extrêmes étant la Saskatchewan, où le taux est

passé de 67,6 % à 74,7 %, et le Nouveau-Brunswick, où il est passé de 9,7 % à 10,5 %⁶. Le transfert linguistique n'est cependant pas une assimilation consommée puisque, depuis le recensement de 2001, on sait que 39,3 % des personnes ayant connu ce transfert parlaient encore le français « régulièrement » à la maison⁷. Il n'en reste pas moins qu'il indique une tendance d'érosion croissante. Il faut ajouter à cela que le transfert linguistique s'annonce dès la petite enfance⁸.

EXOAMIE > L'un des facteurs qui permettent de comprendre les transferts linguistiques est l'exogamie, c'est-à-dire les unions mixtes entre francophones et anglophones. Or, le taux d'exogamie dans les communautés francophones et acadiennes n'a cessé de croître, passant de 34,3 % à 37,1 % entre 1991 et 2001⁹. En 2001, seulement 12,3 % des couples exogames francophone-anglophone parlaient le français le plus souvent à la maison¹⁰. On comprend dès lors que les enfants des familles exogames courent un plus grand risque de ne pas retenir le français et, notamment, de ne pas poursuivre leur éducation en français¹¹.

VEILLISSEMENT > Le vieillissement de la population est un phénomène mondial auquel n'échappe pas le Canada. Le rapport de la proportion des personnes de 65 ans et plus à celle des personnes de moins de 15 ans pour le Canada a plus que doublé : il est passé de 0,27 en 1971 à 0,63 en 2001. Pour les communautés francophones et acadiennes, la progression a été de 0,30 à 1,15 durant la même période. L'indice de vieillissement de la minorité francophone en 2001 est plus du double de celui de la majorité anglophone

2 Fédération des communautés francophones et acadienne, *Dessein 2000 : pour un espace francophone*, Rapport préparé par le Comité d'orientation du projet de société *Dessein 2000*, Ottawa, FCFA du Canada, 1992 [En ligne : bv.cdeacf.ca/documents/INDEX2005-01-0567.html].

3 Expression de Michael O'Keefe citée dans *Minorités francophones : assimilation et vitalité des communautés*, 2^e éd., Ottawa, Patrimoine canadien, 2001, coll. « Nouvelles perspectives canadiennes » [En ligne : www.patrimoinecanadien.gc.ca/progs/lo-ol/perspectives/francais/assimil2/index.html] et reprise lors du colloque du Réseau de recherche sur la francophonie, tenu en 2005, dont les actes sont publiés dans la revue *Francophonies d'Amérique*, n° 20, 2005.

4 Ces données, qui renvoient au critère de la « première langue officielle parlée », sont tirées de Louise Marmen et Jean-Pierre Corbeil, *Les langues au Canada : recensement de 2001*, Ottawa, Patrimoine canadien, 2004, coll. « Nouvelles perspectives canadiennes », p. 160-163 [En ligne : www.patrimoinecanadien.gc.ca/progs/lo-ol/pubs/census2001/census2001_f.pdf].

5 Le transfert linguistique représente la part des individus d'une langue maternelle qui parle une autre langue le plus souvent à la maison.

6 Louise Marmen et Jean-Pierre Corbeil, *op. cit.*, p. 112.

7 *Ibid.*, p. 114.

8 Jean-Pierre Corbeil, « L'exogamie et la vitalité ethno-linguistique des communautés francophones en situation minoritaire : vécu langagier et trajectoires linguistiques », *Francophonies d'Amérique*, n° 20, 2005, p. 45.

9 Statistique Canada, *Profil des langues au Canada : l'anglais, le français et bien d'autres langues*, Recensement 2001, série « analyses », Ottawa, p. 34 [En ligne : www12.statcan.ca/francais/census01/Products/Analytic/companion/lang/contents_f.cfm].

10 Louise Marmen et Jean-Pierre Corbeil, *op. cit.*, p. 119.

11 Rodrigue Landry, *Libérer le potentiel caché de l'exogamie : profil démolinguistique des enfants des ayants droit francophones selon la situation familiale*, Winnipeg, Commission nationale des parents francophones, Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, 2003 [En ligne : www.umoncton.ca/icrml/Documents/Exogamie.pdf].

à l'extérieur du Québec (0,49)¹². L'impact de cette tendance se fera notamment sentir dans la disponibilité de main-d'œuvre qualifiée, les coûts de formation et de recyclage des compétences, la solidarité intergénérationnelle, la natalité, les besoins et les coûts en matière de services de santé, etc.

DOMAINES POLITIQUE ET JURIDIQUE

L'espace politique correspond à la place que les francophones veulent et peuvent occuper dans les domaines politiques fédéral, provincial, territorial, régional et municipal. *Dessein 2000* a été élaboré dans le contexte particulier des négociations constitutionnelles entourant les accords du Lac Meech (1987-1990) et de Charlottetown (1990-1992). Aussi, ce document souhaitait-il voir le renforcement du principe de dualité linguistique et des droits des communautés francophones et acadiennes dans une Constitution canadienne renouvelée, de même qu'une reconnaissance du caractère distinct du Québec. L'histoire n'a pas voulu que le processus de renouvellement constitutionnel amorcé au tournant des années 1990 aboutisse; les revendications des francophones sont donc restées lettre morte. Cependant, l'ordre juridico-politique a, à bien des égards, intégré ces espoirs de changements¹³.

RENOUVELLEMENT DU CADRE JURIDIQUE > Plusieurs recours en justice ont débouché sur des arrêts de la Cour suprême du Canada qui ont, par exemple, restauré les droits linguistiques des Franco-Manitobains¹⁴, incité le gouvernement fédéral à créer les ententes Canada-communauté¹⁵, donné un cadre d'interprétation favorable de l'article 23 de la *Charte*¹⁶, reconnu que les droits

linguistiques doivent recevoir une interprétation large et libérale conforme à leur objet, soit le maintien et l'épanouissement des collectivités de langue officielle¹⁷, et mis à l'avant-scène le principe constitutionnel non écrit du respect des minorités¹⁸. Plus récemment, en novembre 2005, le Parlement du Canada a finalement revu la *Loi sur les langues officielles*, dont l'article 41 enjoint maintenant les institutions fédérales à prendre des « mesures positives » pour soutenir l'épanouissement et le développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire, et l'article 77(1) autorise des recours en justice dans les cas de manquement à cette responsabilité.

JUSTICE EN FRANÇAIS > Des progrès ont été réalisés dans le domaine de l'accès à la justice en français. Depuis 1990, le droit à un procès criminel dans la langue officielle de l'accusé est proclamé dans toutes les provinces et tous les territoires. La justice étant administrée en grande partie par les provinces et les territoires, on note des écarts dans l'offre de services en français, qui se traduisent par une grande insatisfaction des francophones au sein des professions juridiques¹⁹. Dans l'*arrêt Beaulac* rendu en 1999, la Cour suprême du Canada a pourtant statué que l'égalité linguistique signifiait « l'accès égal à des services de qualité égale²⁰ ». Justice Canada a créé, en 2003-2004, un sous-comité consultatif sur l'accès à la justice dans les deux langues officielles, qui regroupe des représentants des communautés et des milieux juridiques. Il a aussi formé un groupe de travail fédéral-provincial-territorial sur l'accès à la justice dans les deux langues officielles. La Fédération des associations de juristes d'expression française de common law et ses associations membres jouent un rôle important afin de faire reconnaître les besoins des communautés et de susciter une offre et une demande actives en matière de services juridiques.

12 Louise Marmen et Jean-Pierre Corbeil, *op. cit.*, p. 89-90.

13 Commissaire aux langues officielles du Canada, *Rapport annuel 2004-2005. Édition spéciale 35^e anniversaire, 1969-2004*, vol. 1, Ottawa, 2005 [En ligne : www.ocol-clo.gc.ca/archives/ar_ra/2004_05/2004_05_f.htm].

14 *R. c. Forest*, [1979] 2 R.C.S. 1032.

15 *R. c. Mercure*, [1988] 1 R.C.S. 234.

16 *Mahé c. Alberta* [1990] 1 R.C.S. 342; *Renvoi relatif à la Loi sur les écoles publiques (Man.)*, [1993] 1 R.C.S. 839; *Arsenault-Cameron c. Î.-P.-É.*, [2000] 1 R.C.S. 3; *Doucet-Boudreau c. Nouvelle-Écosse* (Ministre de l'Éducation), [2003] 3 R.C.S. 3.

17 *R. c. Beaulac*, [1999] 1 R.C.S. 768.

18 *Renvoi relatif à la sécession du Québec*, [1998] 2 R.C.S. 217.

19 PGF/GTA Consultants, *État des lieux sur la situation de l'accès à la justice dans les deux langues officielles*, Rapport soumis à Justice Canada, Ottawa, juillet 2002 [En ligne : www.justice.gc.ca/fr/ps/franc/enviro/toc.html].

20 *R. c. Beaulac*, [1999] 1 R.C.S. 768.

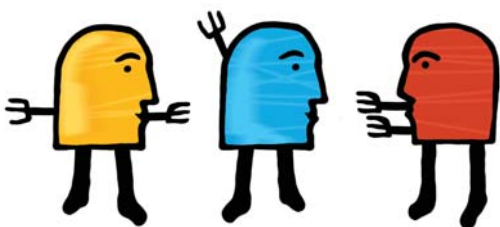
21 Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada, *Rapport annuel sur les langues officielles 2003-2004*, Ottawa, Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada, 2004, tableaux 14 et 16 [En ligne : www.hrma-agrh.gc.ca/reports-rapports/arolo_f.asp].

22 Linda Cardinal, « La vie politique et les francophones hors Québec », dans Joseph Yvon Thériault (dir.), *Francophonies minoritaires au Canada : l'état des lieux*, Moncton, Éditions d'Acadie, 1999, p. 334-335.

23 Anciennement appelée la Conférence ministérielle sur les Affaires francophones. Lire à ce sujet : Daniel Bourgeois, Wilfrid Denis, Donald Dennie et Marc L. Johnson, *La contribution des gouvernements provinciaux et territoriaux à l'épanouissement des communautés francophones vivant en situation minoritaire : un premier bilan et quelques perspectives*, Rapport de recherche réalisé pour le compte de la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne, Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, août 2006.

PARTICIPATION DES FRANCOPHONES > La participation des francophones de tout le Canada à l'administration fédérale semble se maintenir à un seuil équitable. En 2004 comme en 1991, dans l'ensemble de l'administration fédérale, ils représentent 27 % du personnel. Au niveau des postes de gestion, les francophones représentaient 29 % des cadres en 2004, soit un net progrès par rapport à 1984 où leur part était de 20 %²¹. Dans l'enceinte politique, les francophones en milieu minoritaire n'ont pas accru leur présence. En 1998, une étude estimait à moins de 5 % leur représentation à la Chambre des communes et à 9 % au Sénat²². Au lendemain des élections fédérales du 23 janvier 2006, on note une baisse puisque la Chambre des communes n'en compte plus que 3 % et le Sénat, 7 %. Du côté municipal, le bilinguisme gagne progressivement du terrain dans plusieurs provinces et territoires avec, notamment, la création d'associations de municipalités francophones ou bilingues au Manitoba, en Ontario et au Nouveau-Brunswick. On compte aujourd'hui pas moins de 120 municipalités francophones, bilingues ou qui offrent des services en français à l'extérieur du Québec. Cet ordre de gouvernement devient un enjeu de plus en plus important pour les communautés francophones et acadiennes.

ENGAGEMENT DE L'ÉTAT > Après les années 1990 de compressions budgétaires et de désengagement de l'État face à la société civile, le tournant du millénaire a été marqué par un nouveau souffle de la politique linguistique. En présentant son Plan d'action pour les langues officielles, en 2003, le gouvernement fédéral a fait preuve d'un nouvel engagement envers la francophonie canadienne. Ce Plan a non seulement rétabli un niveau de financement plus acceptable, mais aussi engendré une approche horizontale du soutien aux communautés francophones et acadiennes. Plusieurs institutions fédérales se sont ainsi dotées de mécanismes de consultation et de gouvernance paritaire en lien avec les communautés. Le gouvernement conservateur élu en 2006 à Ottawa semble cependant hésiter à poursuivre sur cette lancée. Enfin, soulignons l'effort des provinces et des territoires qui, depuis 1994, se réunissent dans le cadre de la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne²³, un réseau qui gagne en influence depuis quelques années.



En somme, l'espace politique francophone s'est étendu à tous les ordres de gouvernement et s'est enraciné grâce à de nouvelles garanties juridico-politiques. Les efforts de revendication et de mobilisation de nos communautés n'ont pas été vains; ils ont reçu un accueil positif qui s'est manifesté, tant dans la confirmation des droits de ces dernières que dans l'engagement accru des gouvernements.

INSTITUTIONS

L'espace institutionnel est constitué des organismes politiques, économiques, culturels, religieux et autres que gèrent les francophones afin de répondre aux besoins de leurs communautés.

DENSITÉ INSTITUTIONNELLE > Comme l'avait entrevu *Dessein 2000*, le nombre d'organismes francophones a continué à grandir au cours de la dernière quinzaine d'années. Outre les conseils scolaires et les municipalités, plusieurs secteurs dont les arts et la culture, le développement social et économique, la santé et les champs professionnels ont vu le nombre de leurs organismes se multiplier, tant aux niveaux local, régional, provincial, territorial que national. À la FCFA, le nombre d'institutions membres est ainsi passé de 13 à 21 entre 1988 et aujourd'hui, avec l'ajout des secteurs de l'alphabétisation, de la presse, des juristes, des parents, de la santé, des radios communautaires et des personnes âgées, sans oublier celui du Nunavut. L'évolution de ces organismes se traduit aussi par le changement de nom et l'ajustement du mandat d'une bonne dizaine d'entre eux, y compris la FCFA, qui a abandonné son ancien nom de Fédération des francophones hors Québec (FFHQ). Le côté sombre de cette évolution est que la multiplication des organismes engendre parfois de la confusion et des actions divergentes, mais, surtout, elle grève les ressources humaines des communautés.

CONCERTATION ET PARTENARIAT > La concertation et le partenariat comme modalités de gouvernance sont contemporains. Ils se sont imposés particulièrement autour de l'élaboration des plans de développement global et de la conclusion des ententes Canada-communauté au tournant des années 1990. Ils ont permis aux organismes des communautés et aux institutions fédérales de se rencontrer autour de buts communs. L'apprentissage ne s'est pas fait sans grincement, mais les acteurs de nos communautés ont réussi à se mobiliser et à exercer une influence plus importante. La partie VII de la *Loi sur les langues officielles* de 1988, qui exige un engagement gouvernemental, et la modernisation de la fonction publique y

sont pour quelque chose²⁴, tout comme la réduction des dépenses publiques au cours des années 1990. Suivant le modèle de l'Entente Canada-communauté fransaskoise conclue dès 1988, une première ronde d'ententes a été réalisée en 1995 avec la plupart des communautés provinciales ou territoriales. Elle a été suivie d'une deuxième ronde en 1999 et d'une troisième en 2005. En outre, des ententes multipartites sont conclues dans le secteur des arts et de la culture et celui du développement économique. Vécue sous le signe de la collaboration, cette période a sans doute maintenu les tensions sous un ressort créatif dans le cercle des organismes francophones, mais elle posait le risque de la dépendance du mouvement francophone par rapport au gouvernement fédéral. L'entrée en scène, depuis 1994, du Réseau intergouvernemental de la francophonie canadienne (anciennement des Affaires francophones intergouvernementales) pourrait contribuer à un plus sain équilibre à cet égard²⁵.

RELÈVE > *Dessein 2000* avait souligné l'importance d'offrir aux jeunes et aux femmes des occasions de faire leur place au sein des organismes de nos communautés. Cette question reste d'actualité alors que le mouvement francophone peine à se renouveler. Les éléments les plus dynamiques de la société ne doivent pas être relégués à des secteurs clos, ils doivent aussi prendre la relève. Il en va non seulement du leadership des organismes, mais aussi du renouvellement de l'effectif francophone, de sa culture et de sa diversité. Les groupements de jeunes rechignent toutefois à une problématique de la relève, insistant que leur participation doit être à part entière, dès maintenant et non dans un hypothétique avenir.

ENGAGEMENT INTERNATIONAL > Un aspect du déploiement institutionnel qui n'avait pas été envisagé à sa juste mesure dans *Dessein 2000* est celui de l'engagement international de nos communautés. Le contexte de la modernité avancée et de la mondialisation appelle en effet nos communautés à s'inscrire dans la francophonie mondiale. Plusieurs efforts ont été tentés à cet effet, dont la courte expérience du Bureau francophone de la coopération internationale lancé par la FCFA (1998-1999). Si la FCFA participe aux Sommets de la francophonie depuis 1986 et la Société nationale de l'Acadie depuis 1991, la tenue du Sommet de Moncton, en 1999, aura été un moment fort de l'affirmation internationale de nos communautés. L'horizon mondial guide effectivement son nouveau discours²⁶ et il se traduit, par exemple, dans les pratiques relatives à la promotion et à l'intégration de l'immigration francophone. Le défi est cependant important, car, même si le Canada a copiloté avec succès l'adoption de la *Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles* à l'UNESCO en 2005, ses représentations diplomatiques à l'étranger semblent faire peu de cas de la dualité linguistique canadienne²⁷.

En somme, nos communautés ont resserré leur maillage institutionnel au cours de la dernière quinzaine d'années, ont mieux établi les bases de collaboration au sein de leurs réseaux, se sont rapprochées des lieux d'influence et ont connu des percées du côté de la francophonie mondiale. Elles doivent cependant se préoccuper de leur renouvellement.

24 Linda Cardinal et Luc Juillet, « Les minorités francophones hors Québec et la gouvernance des langues officielles au Canada », dans Jean-Pierre Wallot (dir.), *La gouvernance linguistique : le Canada en perspective*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2005, p. 157-176.

25 Daniel Bourgeois, Wilfrid Denis, Donald Dennie et Marc L. Johnson, *op. cit.*

26 Monica Heller et Normand Labrie, « Les transformations discursives de la francophonie en milieu minoritaire », dans Jean-Pierre Wallot (dir.), *La gouvernance linguistique : le Canada en perspective*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2005, p. 229-236.

27 Commissaire aux langues officielles du Canada, *Une fenêtre sur le monde. La dualité linguistique dans les relations internationales du Canada*, Ottawa, 2004 [En ligne : www.ocolclo.gc.ca/archives/sst_es/2004/DFAIT_MAECI/dfait_maeci_2004_f.htm].

28 Conseil Canadien de la Coopération, *Les effectifs coopératifs francophones 2004-2005* [En ligne : www.ccc.coop/francais/rapport_annuel/effectifs.asp].

29 Réseaux de développement économique et d'employabilité, *Profil socio-économiques*, Ottawa, Statistique Canada, 2005 [En ligne : www.rdee.ca/applications/rdee/canada.cfm].

30 Ministère du Patrimoine canadien, *Profil régionaux – Communautés de langue officielle*, CD-ROM, Ottawa, 2005.

31 Mario Polèse et Richard Shearmur (avec la coll. de Pierre-Marcel Desjardins et Marc L. Johnson), *La périphérie face à l'économie du savoir. La dynamique spatiale de l'économie canadienne et l'avenir des régions non métropolitaines du Québec et des provinces de l'Atlantique*, Montréal, Institut national de la recherche scientifique – urbanisation, culture et société, Moncton, Institut canadien de recherche en développement régional, 2002, coll. « Régions et économie du savoir » [En ligne : www.inrs-ucs.quebec.ca/default.asp?p=res]. Ces tendances avaient déjà été décelées dans l'étude de l'Institut canadien de recherche sur le développement régional, *Vitalité des régions francophones hors Québec : tendances et perspectives*, réalisée pour le compte de la FFHQ en avril 1991.

ÉCONOMIE

L'espace économique est constitué des lieux où les communautés francophones et acadiennes peuvent exercer un contrôle sur les décisions économiques qui déterminent leur sort.

PRISE EN CHARGE > L'un des progrès significatifs aura été la mise en place, depuis 1993, d'une structure nationale francophone, mieux connue aujourd'hui comme les Réseaux de développement économique et d'employabilité (RDÉE). Les RDÉE sont associés à une douzaine d'institutions fédérales dans le cadre d'un comité paritaire chargé de soutenir à long terme leur mandat. Ils préconisent une approche de développement économique communautaire et ils se concentrent sur quatre secteurs : l'économie du savoir, le tourisme, la jeunesse et le développement rural. Les RDÉE s'ajoutent à d'autres acteurs socioéconomiques présents depuis plus longtemps dans les communautés, par exemple : le mouvement coopératif qui reste important dans les communautés francophones et acadiennes à l'extérieur du Québec avec quelque 225 coopératives, un demi-million de membres et 6,3 milliards \$ d'actif²⁸, les chambres de commerce et les conseils économiques.

ENTREPRENEURIAT > L'accent a été mis sur le développement de l'entrepreneuriat depuis une vingtaine d'années. Ainsi, des associations municipales, régionales, provinciales et territoriales vouées à la promotion de l'entrepreneuriat se sont développées en réseaux et elles ont gagné en influence avec l'appui de diverses institutions gouvernementales. Plusieurs provinces et territoires ont en outre introduit des notions relatives à l'entrepreneuriat dans leurs programmes scolaires, avec le soutien financier fédéral.

INFORMATION ÉCONOMIQUE > Une information utile et accessible sur les caractéristiques socioéconomiques de nos communautés a tardé à se concrétiser, et on peut toujours déplorer l'absence d'une étude globale et approfondie à cet égard. Quelques profils socioéconomiques ont toutefois parus récemment grâce aux soins des RDÉE²⁹ et du ministère du Patrimoine canadien³⁰. Ces données nous enseignent notamment que les efforts de développement économique n'ont pas été vains puisque les communautés francophones et acadiennes ont, dans plusieurs régions, continué à surmonter les disparités de revenu, d'emploi ou d'éducation. Par contre, avec la restructuration qui touche l'économie canadienne et mondiale, les communautés en région périphérique restent soumises à de fortes pressions qui les fragilisent³¹.

DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES >

Les RDÉE ont d'abord été créés comme comité national voué au développement des ressources humaines. Il s'agit d'un secteur qui a connu une envolée depuis une quinzaine d'années, notamment dans la foulée de la transformation de la politique d'assurance-chômage en politique d'employabilité. La formation s'est ainsi développée partout, depuis l'alphabétisation jusqu'à la formation universitaire, en passant par les collèges communautaires et les milieux de travail. Le déploiement plus récent du réseau des collèges communautaires francophones aura été un élément-clé à cet effet.

En somme, l'espace économique francophone s'est considérablement étendu grâce aux initiatives entrepreneuriales des francophones et des appuis gouvernementaux et organisationnels qu'il a reçus.

SANTÉ ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Dessein 2000 n'avait pas accordé une grande importance à la santé et au développement social, deux domaines qui se sont pourtant révélés essentiels depuis quelques années.

DÉVELOPPEMENT SOCIAL > Négligé depuis une vingtaine d'années, le développement social regagne la faveur ces dernières années dans la foulée des changements qui laissent pour compte les catégories sociales défavorisées. L'atténuation des disparités économiques globales cache souvent des inégalités croissantes entre les hommes et les femmes, entre les groupes d'âge, entre les populations autochtones, immigrantes et les autres, entre les régions métropolitaines et les régions périphériques. L'exode rural, en particulier, prive les régions de leurs meilleures ressources humaines et, en accentuant le poids des régions urbaines, ne règle en rien la pauvreté qui s'y concentre. L'approche plus récente, dite du développement économique communautaire, pourrait contribuer à mieux harmoniser les aspirations à l'équité et les besoins de développement économique des communautés.

SANTÉ > Le secteur de la santé suscite un certain engouement depuis une dizaine d'années. La lutte pour la sauvegarde de l'Hôpital Montfort d'Ottawa, menée de 1997 à 2002, a mobilisé la communauté franco-ontarienne et elle a eu un retentissement national. Les jugements qui en ont découlé s'appuyaient notamment sur le principe constitutionnel non écrit de la protection des minorités pour reconnaître que la fermeture de Montfort aurait réduit les services de santé offerts en français, nuit à la formation des professionnels de la santé en français et porté

atteinte à une institution-phare de la minorité francophone³². La création du Comité consultatif des communautés francophones en situation minoritaire auprès du ministre de la Santé du Canada a permis d'institutionnaliser la question au plan fédéral. L'étude publiée par le Comité en 2001 a révélé la piètre situation des services en français en santé : l'accessibilité à des services en anglais serait de 3 à 7 fois plus élevée que l'accessibilité à des services en français dans les quelque 70 communautés étudiées; la moitié des francophones vivant en situation minoritaire ont peu ou n'ont pas d'accès à des services de santé en français; ce manque de services peut nuire à leur santé³³. Le gouvernement fédéral a ainsi soutenu la mise en place des réseaux de la Société Santé en français en 2002 et celle du Consortium national de formation en santé (qui succédait au Centre national de formation en santé créé en 1999 à l'initiative de l'Université d'Ottawa). Ces deux organismes multiplient les initiatives pour mieux comprendre et influencer les déterminants de la santé et les services offerts à cet égard.

ÉDUCATION

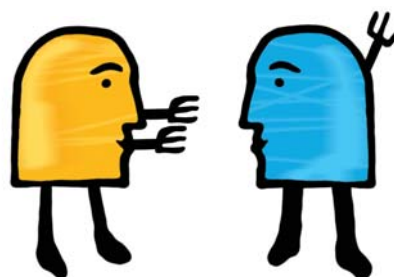
Dessein 2000 avait peu parlé d'éducation, sans doute parce que l'arrêt Mahé³⁴, favorable à la gestion scolaire, pouvait laisser croire à une victoire complète en cette matière. L'histoire des droits scolaires s'est cependant avérée plus tortueuse³⁵; les tribunaux se penchent d'ailleurs encore sur certains recours. Deux évolutions importantes ont marqué la dernière quinzaine d'années : celle du Programme des langues officielles en enseignement (PLOE) et la gouvernance scolaire. Le PLOE a battu de l'aile puisque son enveloppe a été réduite du tiers pendant les années 1990³⁶, mais il a finalement enregistré une croissance à partir du nouveau protocole qui s'étend de 2005 à 2009. Par ailleurs, la mise en place de pas moins de 25 conseils scolaires francophones depuis 1990, qui sont aujourd'hui au nombre de 31, a passablement changé le paysage de la gouvernance francophone.

PLAN D'ACTION – ARTICLE 23 > L'école de langue française a donc repris sa place parmi les grands dossiers de nos communautés, comme l'atteste le récent Sommet sur un plan d'action pour compléter le système scolaire francophone au Canada³⁷. Plusieurs enjeux majeurs sont attaqués de front dans ce plan : le recrutement des ayants droit; la dotation des infrastructures et des équipements scolaires; la mise en place de programmes et de ressources pédagogiques adéquats; la réussite scolaire et identitaire; le développement des ressources humaines; et la petite enfance. Une dizaine d'organismes francophones participent à cette initiative orchestrée

par la Fédération nationale des conseils scolaires francophones. La mise sur pied d'un comité de suivi tripartite communauté-provinces/territoires-fédéral est l'une des avancées marquantes de cette initiative. Cependant, il reste un défi de gouvernance à relever dans le secteur de l'éducation, car les conseils scolaires francophones n'ont pas entièrement répondu aux attentes des communautés. En l'occurrence, la division entre les conseils catholiques et les conseils publics dans deux provinces, si elle est légitime au plan juridique, peut cependant paraître anachronique dans le contexte contemporain de nos communautés et des enjeux mondiaux auxquels elles sont confrontées³⁸.

PETITE ENFANCE > Le *Plan d'action – article 23* inscrit la petite enfance parmi ses axes stratégiques. Il n'en reste pas moins que ce dossier s'étend au-delà de l'espace scolaire, depuis la périnatalité, et touche ainsi aux secteurs de la santé, de la justice, de la langue et de la culture. Les recherches récentes, bien mises en relief par les initiatives de la Commission nationale des parents francophones³⁹, démontrent l'importance d'investir dans l'éducation et les soins apportés aux jeunes enfants pour optimiser leur développement cognitif et affectif ainsi que leur identité culturelle et linguistique. Le mouvement francophone a ainsi fait sien le cheval de bataille de la petite enfance.

FORMATION À DISTANCE > Fondé en 1988, le Réseau d'enseignement francophone à distance regroupe des institutions du Québec, des autres provinces et des territoires. Le Réseau national d'enseignement universitaire en français, formé en 1997 par les universités francophones hors Québec, a permis de créer une infrastructure de vidéoconférence nationale. Une étude publiée en 2002 recense une cinquantaine d'organismes qui offrent de la formation créditée en français au Canada, dont un quart est situé au Québec, et près d'une centaine de partenariats⁴⁰. La francophonie canadienne semble donc faire bonne figure au chapitre de la formation à distance grâce à l'infrastructure technologique pancanadienne, au soutien gouvernemental, à la collaboration entre le Québec et nos communautés, aux initiatives institutionnelles et à l'innovation pédagogique.



IDENTITÉ ET CULTURE

L'espace culturel est, depuis toujours, l'attribut le plus évoqué de la francophonie, mais c'est en même temps le plus intangible. Selon *Dessein 2000*, il englobe l'histoire, le patrimoine, les valeurs, l'état d'esprit et la fierté des francophones, et tous les moyens qui véhiculent ces dimensions. Fragile sous le vent de l'envahissante culture américaine, il doit être protégé et promu.

INSTITUTIONS CULTURELLES ET DUALITÉ LINGUISTIQUE

> Les années 1990 ont été marquées par des compressions budgétaires qui ont réduit pour un temps l'envergure de la plupart des grandes institutions culturelles nationales. Elles ont néanmoins accru leur contribution spécifique aux communautés francophones et acadiennes parce qu'elles ont été enjointes de respecter leurs obligations en vertu de la partie VII de la *Loi sur les langues officielles* de 1988⁴¹. Depuis lors, le secteur culturel et artistique a, par exemple, bénéficié de l'*Entente de collaboration multipartite sur le développement culturel des communautés francophones et acadienne* à laquelle participent l'ONF, la SRC, le Conseil des Arts du Canada, le Centre national des Arts et Patrimoine canadien. Le Conseil de recherches en sciences humaines et Patrimoine canadien ont aussi créé, pour la période 2004-2007, un programme de recherche consacré aux langues officielles. Patrimoine canadien a beaucoup contribué à la consolidation des infrastructures organisationnelles et physiques des arts et de la culture francophones.

SOUTIEN À LA CRÉATION, À LA DIFFUSION ET À LA PROMOTION

> Les organismes francophones, sous le leadership de la Fédération culturelle canadienne-française (FCCF), ont été en mesure de mettre en place des infrastructures qui ont permis au nombre grandissant de créateurs de se développer, d'accroître leur professionnalisme et de se faire connaître au Canada comme à l'étranger. Le Bureau de promotion Zof à Montréal, le portail *Livres, Disques, Etc.*, les Chantiers-théâtre et l'Alliance des réseaux de diffusion des arts de la scène sont exemplaires à cet égard. Si l'on en juge par les prix qu'ils remportent de façon croissante, les artistes francophones acquièrent petit à petit les conditions nécessaires pour exceller. On déplore cependant que les créateurs n'en continuent pas moins de vivre des situations précaires : le revenu moyen d'un artiste canadien était ainsi de 23 500 \$ en 2001, soit 26 % de moins que le revenu moyen de la population active⁴².

DIVERSITÉ ET IMMIGRATION

> Une thématique qui émergeait à l'époque de *Dessein 2000* est celle de la diversité culturelle au sein de nos communautés⁴³. Leur configuration géographique semblable à un archipel, leur composition ethnoculturelle de plus en plus complexe et leur éloignement de la référence au Canada français expliquent cette diversité⁴⁴. En 1994, un premier colloque posait la question de l'exogamie et de l'accueil des immigrants francophones au plan national. Ces dernières années, la reconnaissance de cette diversité et de son renouvellement grâce à l'immigration a conduit la FCFA à demander au

32 Nicole Vaz et Pierre Foucher, « Le droit à la prestation des services publics dans les langues officielles », dans Michel Bastarache (dir.), *Les droits linguistiques au Canada*, 2^e éd., Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2004, p. 279-397.

33 Comité consultatif des communautés francophones en situation minoritaire, *Rapport au ministre fédéral de la Santé*, Ottawa, 2001 [En ligne : www.forumsante.ca/file/CCCFSM_rapport_LR.pdf].

34 Mahé c. Alberta [1990] 1 R.C.S. 342.

35 Autres jugements importants survenus : *Renvoi relatif à la Loi sur les écoles publiques (Man.)*, [1993] 1 R.C.S. 839; Arsenault-Cameron c. Î.-P.-É., [2000] 1 R.C.S. 3; Doucet-Boudreau c. Nouvelle-Écosse (Ministre de l'Éducation), [2003] 3 R.C.S. 3; Solski (Tuteur de) c. Québec (Procureur général), [2005] 1 C.S.C., 14.

36 Prairie Research Associates, *Évaluation du Programme des langues officielles dans l'enseignement*, Rapport présenté au ministère du Patrimoine canadien, Ottawa, juin 2003 [En ligne : www.canadianheritage.gc.ca/progs/em-cr/eval/2003/2003_09/index_f.cfm].

37 Fédération nationale des conseils scolaires francophones, *Plan d'action – article 23 afin de compléter le système scolaire de langue française au Canada*, Ottawa, FNCSF, 2006 [En ligne : www.fnscf.ca/images/pdf/Plan_action_article23_rapport_final_fev2006.pdf].

38 Paul T. Clark et Pierre Foucher, *École et droits fondamentaux. Portrait des droits collectifs et individuels dans l'ère de la Charte canadienne des droits et libertés*, Régina, Institut français, Winnipeg, Presses universitaires de Saint-Boniface, 2005, p. 99-100.

39 Voir les ressources proposées dans le site Internet de la CNPF : www.cnpf.ca.

40 Angèle Clavet et Marie-Josée Laforge, *Profil de l'enseignement à distance au Canada*, 2^e éd., Montréal, REFAD, 2002 [En ligne : www.refad.ca/nouveau/profil_enseignement/toc.html].

41 Marc Haentjens, *Étude sur le positionnement de la francophonie canadienne au sein des grandes institutions culturelles fédérales. Mise à jour des tableaux pour l'année 2002-2003*, Ottawa, Fédération culturelle canadienne-française, novembre 2004 [En ligne : www.fccf.ca/media/uploads/pdf/367.pdf].

42 Hills Strategies Research, *A Statistical Profile of Artists in Canada Based on the 2001 Census*, septembre 2004 [En ligne : <http://dsp-psd.pwgsc.gc.ca/Collection/K23-37-2004E.pdf>].

43 Voir par exemple : Stacy Churchill et Isabel Kaprielian-Churchill, *Les communautés francophones et acadiennes du Canada face au pluralisme*, Ottawa, FCFA du Canada, 1991.

44 Dean Louder et Louis Dupont, *Nouvelle sphère de sens et champ identitaire francophone et acadien*, Québec, Université Laval (CEFAN), 1996 [En ligne : www.fl.ulaval.ca/cefan/franco/]; Joseph Yvon Thériault (dir.), *Francophonies minoritaires au Canada : l'état des lieux*, Moncton, Éditions d'Acadie, 1999.

gouvernement fédéral des mesures positives en matière d'immigration francophone. Le Comité directeur Citoyenneté et Immigration Canada – Communautés francophones en situation minoritaire a ainsi été créé comme instance de consultation en 2002. Les interventions de la Commissaire aux langues officielles ont aussi permis d'inclure des dispositions linguistiques dans la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* de 2002. Des mesures ont donc été adoptées, des ressources seront accordées par le gouvernement fédéral et un plan stratégique est en place. Les défis que pose l'immigration francophone restent cependant entiers.

DIALOGUE > Le dialogue est un thème qui s'est progressivement glissé à l'avant-scène et qui a culminé avec le rapport du Groupe de travail *Dialogue* de la FCFA publié en 2001⁴⁵. Ce rapport jetait les bases d'un nouveau dialogue entre les communautés francophones, mais aussi avec les anglophones, les francophones du Québec, les peuples autochtones et les groupes ethnoculturels. Les relations avec les anglophones sont ponctuelles, mais la francophonie manque de visibilité à leur regard⁴⁶. La majorité anglophone semble maintenir une disposition mitigée envers le « bilinguisme pour l'ensemble du Canada », la position favorable oscillant entre 44 % en 1988 et 46 % en 2003⁴⁷. Les relations avec les autochtones sont cordiales, mais peu structurées. Les relations avec les francophones du Québec continuent de connaître des hauts et des bas, au gré des régimes en place à Québec. Depuis 1988, la FCFA entretient un bureau de liaison à Québec et, en 1993, elle a soumis au gouvernement du Québec un mémoire intitulé *La francophonie canadienne : un espace à reconnaître*. Face aux intérêts propres au Québec, d'une part, et à ceux propres aux communautés francophones et acadiennes, d'autre part, le dialogue demeure délicat⁴⁸.

En somme, l'espace culturel, depuis toujours nourri par nos communautés, s'est consolidé au cours des 15 dernières années grâce à la mobilisation des organismes francophones, au professionnalisme des

créateurs et des diffuseurs, et au soutien accru de l'État. La culture francophone revêt plus que jamais une diversité de teintes et de textures; elle s'est ouverte à l'apport des immigrants. Les communautés restent néanmoins aux prises avec la difficulté d'attirer, d'intégrer et de retenir les nouveaux arrivants francophones, défi que nous aborderons plus loin.

MÉDIAS ET COMMUNICATIONS

Depuis les années 1980, de nombreux prophètes annoncent l'ère des communications, de la société de l'information ou de l'économie du savoir.

INTERNET > C'est un tout nouveau paysage qui s'est en effet créé durant la dernière quinzaine d'années avec le déploiement d'Internet et son accessibilité quasi universelle au Canada. Les organismes francophones nationaux ont été des pionniers pour apprivoiser cette nouveauté et pour donner l'exemple quant à son exploitation. Ce sont eux, en particulier la FCCF et la FCFA, qui ont lancé les premiers portails francophones. Les organismes provinciaux et le secteur privé ont suivi. Aujourd'hui, on compte une panoplie de portails et de sites qui mettent en scène la francophonie sous toutes ses coutures⁴⁹. Les défis ne manquent cependant pas pour maintenir la présence francophone à plus large échelle. La jeunesse, qui intègre Internet dans son expérience propre, devrait jouer un rôle-clé à cet égard.

RADIODIFFUSION PUBLIQUE > Le dossier des médias francophones est très actif depuis 1988. La FCFA et ses partenaires sont souvent intervenus pour rappeler la dualité linguistique d'un océan à l'autre, notamment auprès de la SRC qui cherchait à réduire ses services en français dans les régions. Nos communautés ont par ailleurs soutenu le projet du Réseau de l'information (RDI) qui s'est concrétisé en 1995. La réglementation relative à la radiodiffusion a aussi progressé : la *Loi sur la radiodiffusion* de 1991 prend désormais en considération les réalités francophones à l'échelle

45 Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada, *Parlons-nous ! Rapport du groupe de travail Dialogue*, Ottawa, FCFA, 2001 [En ligne : www.fcfa.ca/media_uploads/pdf/163.pdf].

46 Robert A. Stebbins, « De la perceptibilité des communautés francophones au Canada », dans Simon Langlois et Jocelyn Létourneau (dir.), *Aspects de la nouvelle francophonie canadienne*, Québec, Presses de l'Université Laval (CEFAN), 2004, p. 203-214.

47 Andrew Parkin et André Turcotte, *Le bilinguisme : appartient-il au passé ou à l'avenir ?*, Cahier du CRIC n° 13, Ottawa, Centre de recherche et d'information sur le Canada, mars 2004, p. 8 [En ligne : www.cric.ca/pdf/cahiers/cahierscric_mars2004.pdf].

48 Patricia-Anne de Vriendt, « De l'identité des francophonies minoritaires canadiennes : analyse du parcours de la FFHQ et de la FCFA du Canada, 1975-1995 », dans Simon Langlois et Jocelyn Létourneau (dir.), *Aspects de la nouvelle francophonie canadienne*, Québec, Presses de l'Université Laval (CEFAN), 2004, p. 293-307.

49 Le portail www.franco.ca en est un bon exemple.

nationale, et le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) est, depuis 2003, désigné au titre de la partie VII de la *Loi sur les langues officielles*. Le paysage télévisuel francophone national s'est élargi avec TV5 – Canada, depuis 1988, et TVA, depuis 2000. La Télévision franco-ontarienne (TFO), qui a été créée en 1987, est appréciée pour sa programmation et ses ressources pédagogiques, mais elle a une situation financière fragile. Son projet de devenir une télévision éducative francophone autonome, avec un rayonnement national, recueille le soutien de plusieurs organismes francophones. L'acquisition d'un statut d'autonomie en juin 2006 est un pas dans la bonne direction.

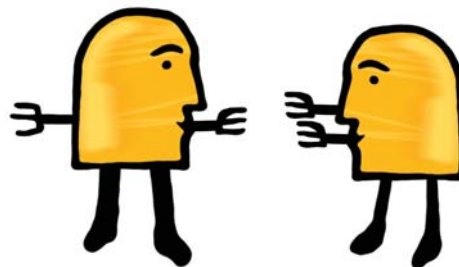
MÉDIAS COMMUNAUTAIRES > L'un des phénomènes de communication les plus remarquables a sans doute été la mise en place d'un réseau de radios communautaires francophones. La première radio a été créée en 1987. Depuis, on compte pas moins de 20 radios en ondes et une douzaine à l'état de projet qui sont regroupées au sein de l'Alliance des radios communautaires fondée en 1991. Leur impact se mesure en particulier au niveau des communautés où elles ont suscité une affirmation de leur identité singulière. Il s'agit néanmoins d'un mouvement fragile qui peine à trouver un appui financier stable de la part des gouvernements. Par ailleurs, quelque 25 journaux hebdomadaires, regroupés au sein de l'Association de la presse francophone fondée en 1976, continuent à fournir une information locale aux communautés francophones et acadiennes, malgré la précarité de leur part de marché.

En somme, l'espace médiatique, sans abandonner les médias traditionnels, a bel et bien continué à se déployer dans la francophonie canadienne en s'appuyant sur les nouveaux médias. Dans leur configuration « d'archipel », nos communautés doivent compter sur cet atout pour créer une cohésion qui aille au-delà de ses points d'ancrage historiques. Il s'agit d'un défi constant.

Ce survol des quinze dernières années trace un bilan somme toute positif de l'évolution des communautés francophones et acadiennes sur plusieurs plans. Leurs droits et les garanties en matière de langues officielles ont été réaffirmés, leurs institutions se sont déployées et renforcées, de nouveaux chantiers ont été ouverts en développement économique, en santé, en communication, en éducation et en petite enfance. La création culturelle et l'affirmation identitaire sont plus manifestes.

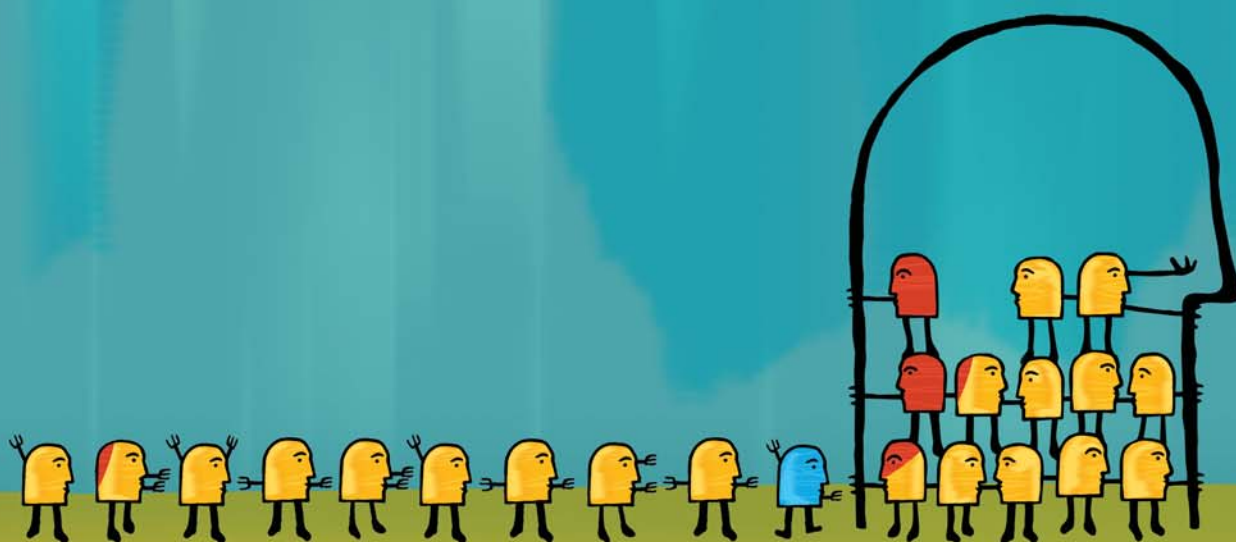
Plusieurs difficultés demeurent cependant, par exemple : la décroissance démographique relative de nos communautés; les disparités économiques; les inégalités sociales et l'exode rural; l'attraction, l'intégration et la rétention des immigrants francophones; la réintégration du Québec au sein de la fédération canadienne; les relations avec la majorité anglophone et les nations autochtones; le leadership et les ressources humaines au sein des organismes francophones; le renouvellement des modes de gouvernance; et la relève des organismes francophones.

L'un des risques qui guettent la francophonie canadienne aujourd'hui est celui de s'asseoir sur ses lauriers vu les progrès accomplis, car ces acquis sont toujours fragiles. On peut en prendre pour preuve la période des années 1990 pendant laquelle l'engagement fédéral a faibli, ce qui a eu des répercussions sur la vitalité des communautés. Comme le suggère la prochaine partie du document, plusieurs enjeux sont au rendez-vous de nos communautés.



> 02 ENJEUX

Le bilan tracé dans les pages précédentes souligne les progrès et les acquis, mais il soulève aussi une série d'enjeux pour l'avenir. Ces derniers sont plus difficiles à tracer, car la réflexion à cet égard est un processus continu. Pour les fins de la discussion qu'a animée le Comité directeur en vue du Sommet des communautés francophones et acadiennes, une série de six enjeux ont été retenus : la démographie; l'identité et la diversité; la gouvernance; la francophonie canadienne; la participation à la francophonie internationale; et, pour conclure, la vitalité. Pour chacun d'eux, des pistes de réflexion ont été proposées sous forme de questions. ►



DÉMOGRAPHIE

Nous avons vu que le poids démographique de nos communautés a continué à décroître au cours de la dernière quinzaine d'années sous l'effet d'une immigration globalement non francophone, d'une fécondité plus faible et des transferts linguistiques qui surviennent au sein même des ménages de langue maternelle française. La diminution du nombre de francophones recouvre donc le fait qu'une part considérable des individus de langue maternelle française ne transmettent pas cette langue à leurs enfants. Il est vrai qu'un bon tiers des personnes ayant vécu un transfert linguistique parlent encore régulièrement le français, mais cela change-t-il fondamentalement la tendance ?

Le déclin démographique peut être considéré comme une tendance lourde du fait qu'il se perpétue dans le temps, malgré les nombreuses mesures pour accroître la vitalité des communautés francophones et acadiennes. On peut distinguer au moins trois enjeux qui en découlent : la concentration des populations francophones; l'immigration; l'exogamie et le recrutement des ayants droit à l'école de langue française.

CONCENTRATION > Où nos communautés ont-elles les meilleures chances de se déployer de manière viable ? Voilà une question qui se pose compte tenu du déclin démographique actuel. En gros, deux positions s'affrontent à cet égard : les communautés souches *versus* la francophonie urbaine et cosmopolite⁵⁰. Des études statistiques récentes indiquent que la transmission de la langue française est plus forte dans les zones de grande concentration francophone⁵¹ – et les zones rurales en particulier⁵² – que dans les milieux de faible concentration. Pourtant, si ces communautés souches (p. ex. le Nord-Est ontarien, les comtés à majorité francophone du Nouveau-Brunswick, Winnipeg-Saint-Boniface) sont celles qui résistent le mieux à l'assimilation, elles n'en voient pas moins

leur effectif décliner, ce qui fait dire à un sociologue « qu'aujourd'hui le grand enjeu de la francophonie canadienne passe par la capacité de maintenir des régions souches francophones, capables d'alimenter un dynamisme dans le reste de la francophonie⁵³ ». Les données sur les migrations interprovinciales appuient cette idée : entre 1991 et 2001, 73 300 francophones du Québec et 118 000 francophones des autres provinces et territoires ont migré à l'intérieur du Canada⁵⁴. Les pertes des uns constituent les gains des autres.

Une opinion en vogue consiste à voir la francophonie urbaine, cosmopolite et diversifiée comme le principal foyer de renouvellement des communautés francophones et acadiennes. Cette perspective s'inscrit dans une mouvance mondiale qui valorise le fonctionnement en réseaux, le développement de communautés virtuelles et les identités multiples. Ainsi, par exemple, un géographe envisage-t-il que « l'avenir des communautés francophones ne se conçoit plus uniquement en fonction de la base territoriale traditionnelle, mais aussi et de plus en plus en fonction de la vitalité des minorités francophones urbaines⁵⁵ ». Selon une anthropologue qui étudie le milieu de l'éducation et l'imaginaire des jeunes, la francophonie canadienne est fondamentalement diversifiée et composite; à l'image de sa jeunesse urbaine, elle ne devrait pas s'enfermer dans une définition identitaire qui se limite à un unilinguisme composé d'une seule variété de la langue française, mais plutôt qui s'ouvre à une multiplicité de ressources langagières⁵⁶. Les poussées récentes pour une francophonie inclusive, ouverte à l'immigration et tournée vers le monde véhiculent aussi cette vision urbaine de la francophonie. Par contre, le défi de constituer des espaces de concentration francophone en milieu urbain reste entier.

50 Débat abordé dans Marc L. Johnson et Paule Doucet, *Une vue plus claire. Évaluer la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire*, Ottawa, Commissariat aux langues officielles, 2006 [En ligne : www.ocol-clo.gc.ca/archives/sst_es/2006/vitality_vitalite/vitality_vitalite_f.htm].

51 Louise Marmen, « Les statistiques linguistiques du recensement comme outil de mesure de la vitalité des communautés francophones en situation minoritaire », *Francophonies d'Amérique*, n° 20, 2005, p. 25-36.

52 Charles Castonguay, « Vitalité du français et concentration des francophones : un bilan 1971-2001 », *Francophonies d'Amérique*, n° 20, 2005, p. 14-24.

53 Joseph Yvon Thériault, « Forces et faiblesses de la francophonie minoritaire canadienne », dans Jeanne d'Arc Gaudet et Gisèle Marchand (dir.), *Les actes du colloque sur l'équité en éducation*, Ottawa, Réseau national d'action éducation femmes, 2003, p. 99-112. L'idée de concentration territoriale est aussi proposée comme le premier principe de la revitalisation ethno-langagière par Rodrigue Landry, Kenneth Deveau et Réal Allard, « Au-delà de la résistance : principes de revitalisation ethno-langagière », Communication présentée au 73^e Congrès de l'ACFAS, Université du Québec à Chicoutimi, mai 2005. Jean Lapointe en a fait une loi : « La gouvernance du français au Canada en cinq ou six lois », dans Jean-Pierre Wallot (dir.), *La gouvernance linguistique : le Canada en perspective*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2005, p. 4-17.

54 Louise Marmen et Jean-Pierre Corbeil, *op. cit.*, p. 107, 110.

55 André Langlois, « Analyse de l'évolution démographique de la population francophone hors Québec, 1971-1996 », *Recherches sociographiques*, vol. 16, n° 2, 2000, p. 212.

56 Monica Heller (avec la coll. de M. Campbell, P. Dalley et D. Patrick), *Linguistic Minorities and Modernity : A Sociolinguistic Ethnography*, Londres, Longman, 1999.

Q Quelles sont les stratégies à adopter pour endiguer le déclin démographique des communautés rurales francophones et celles pour renforcer la vitalité linguistique des communautés francophones et acadiennes en milieu urbain et cosmopolite ?

IMMIGRATION > L'immigration est devenue un dossier prioritaire pour nos communautés depuis quelques années dans la foulée du projet *Dialogue* de la FCFA. Comme l'ensemble de la société canadienne, les communautés francophones et acadiennes voient l'immigration comme une façon de renouveler leur effectif et d'accroître leur prospérité. Le gouvernement fédéral a reçu favorablement les demandes des communautés et, en 2002, il a créé le Comité directeur Citoyenneté et Immigration Canada – Communautés francophones en situation minoritaire. Les objectifs de l'initiative sont d'accentuer le recrutement des francophones pour les communautés francophones et acadiennes, d'améliorer les capacités d'accueil de ces dernières, de favoriser d'abord l'intégration économique, ensuite l'intégration culturelle des immigrants dans ces communautés, et, enfin, de favoriser une meilleure distribution régionale des immigrants⁵⁷. Deux questions se posent plus particulièrement ici : dans quelle mesure les communautés peuvent-elles accueillir les nouveaux arrivants et ces derniers sont-ils en mesure de s'intégrer ?

La faible capacité d'accueil des communautés francophones et acadiennes a été notée il y a plusieurs années déjà⁵⁸ et elle demeure un défi. Une étude sur la question a récemment signalé que, dans l'ensemble, les francophones sont favorables à l'immigration, mais elle qualifie cette ouverture de « largement conceptuelle » puisqu'il y a « un important fossé d'incompréhension face à la question des nouveaux arrivants⁵⁹ ». Un sociologue se

demande même si l'immigration internationale n'est pas une solution utopique : « pour accueillir et intégrer un immigrant, il faut l'existence préalable d'une communauté d'accueil – c'est l'existence même d'une telle communauté qui est remise en question aujourd'hui par le constat démographique⁶⁰ ». Pourtant, des initiatives telles que les carrefours d'immigration rurale de Saint-Léonard au Nouveau-Brunswick, de la région Évangéline à l'Île-du-Prince-Édouard et de Whitehorse au Yukon s'appuient sur le fait que l'immigration peut jouer un rôle différent dans les communautés rurales qu'en ville : elle s'inscrit alors davantage dans une stratégie de développement économique afin de combler des lacunes en fait d'expertises professionnelles.

En admettant que l'accueil de l'immigrant est adéquat, ce dernier pourra-t-il s'intégrer ? L'étude de PRA indique que « plusieurs nouveaux arrivants francophones font face à des problèmes d'intégration et que la majorité d'entre eux se disent insatisfaits des services d'appui qu'ils reçoivent⁶¹ ». Leur premier obstacle est l'intégration économique, car, sans elle, il n'est même pas utile de penser à l'intégration culturelle. Les immigrants étant très mobiles, sans une source de revenu attrayante dans la communauté d'accueil, leur migration les mènera ailleurs. Les communautés sont-elles en mesure d'assurer une concordance entre leurs besoins de main-d'œuvre et ce que les immigrants ont à offrir ? Peuvent-elles faciliter la reconnaissance des titres de compétence et de l'expérience acquis à l'étranger⁶² ? Dans quelle mesure peuvent-elles se démarquer des autres collectivités avec lesquelles elles sont en concurrence pour attirer des immigrants ? Ajoutons que les communautés francophones et acadiennes négligent sans doute le potentiel de renouvellement que représente la migration des Québécois francophones notée ci-dessus.

⁵⁷ Comité directeur Citoyenneté et Immigration Canada – Communautés francophones en situation minoritaire, *Cadre stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire*, Ottawa, novembre 2003 [En ligne : www.cic.gc.ca/francais/pub/cadre-minoritaire.html] et *Plan stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire*, Ottawa, février 2006.

⁵⁸ Stacy Churchill et Isabel Kaprielian-Churchill, op. cit.

⁵⁹ PRA inc., *Évaluation de la capacité des communautés francophones en situation minoritaire à accueillir de nouveaux arrivants*, Rapport final préparé pour le compte de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada, Ottawa, mars 2004, p. 49, 98 [En ligne : www.fcfa.ca/media/uploads/pdf/51.pdf].

⁶⁰ Joseph Yvon Thériault, « Forces et faiblesses de la francophonie minoritaire canadienne », op. cit.

⁶¹ PRA inc., op.cit., p. 44.

⁶² Jean Lafontant et al., *La reconnaissance des diplômés internationaux francophones en santé : un potentiel pour les communautés francophones en situation minoritaire au Canada*, Rapport soumis au Consortium national de formation en santé, Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, janvier 2006 [En ligne : www.cnfs.ca/pdf/Rapport_complet_Immigration.pdf].

⁶³ Roger Bernard, *Le choc des nombres. Dossier statistique sur la francophonie canadienne 1951-1986*, Ottawa, Fédération des jeunes canadiens-français, 1990.

⁶⁴ Charles Castonguay, op. cit., p. 17; Jean-Pierre Corbeil, « L'exogamie et la vitalité ethnolinguistique des communautés francophones en situation minoritaire : vécu langagier et trajectoires linguistiques », op. cit.

⁶⁵ Rodrigue Landry, *Libérer le potentiel caché de l'exogamie : profil démographique des enfants des ayants droit francophones selon la situation familiale*, op. cit.

⁶⁶ Paradoxe souligné en d'autres termes (les intérêts de la langue versus ceux du locuteur) par Jean Lapointe, « La gouvernance du français au Canada en cinq ou six lois », dans Jean-Pierre Wallot (dir.), op. cit.

Q Quels sont les outils dont ont besoin les communautés francophones et acadiennes, tant en milieu rural que dans les villes cosmopolites, pour attirer, intégrer et retenir les immigrants ?

EXOgamie ET AYANTS DROIT > Le mariage exogame, c'est-à-dire entre un conjoint francophone et un anglophone ou un allophone, est un phénomène démographique qui ne cesse de croître. Comme nous l'avons noté ci-dessus, entre 1991 et 2001, la proportion des francophones hors Québec qui vivaient en couple avec un conjoint anglophone est passée de 34 % à 37 %. En 1971, ce taux était de 24 %. On a associé l'exogamie à l'anglicisation des francophones en situation minoritaire au point d'y voir un cheval de Troie⁶³. Les études les plus récentes constatent que l'exogamie n'est pas tant un facteur que le résultat d'un processus d'anglicisation qui commence dès le plus jeune âge⁶⁴.

Il n'en reste pas moins que l'incidence des couples exogames sur la transmission de la langue française est fondamentale. C'est par le prisme des ayants droit à l'éducation de langue française en vertu de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* que l'on comprend bien cet enjeu. Une étude réalisée à cet effet estime qu'en 2001, les couples exogames engendrent environ deux tiers des enfants d'ayants droit. Or, ces mêmes familles exogames ne transmettent la langue maternelle française qu'à 23 % de leurs enfants et le français comme langue principale d'usage qu'à 15 % d'entre eux. Résultat : seulement la moitié de tous les enfants d'ayants droit ont le français comme langue maternelle⁶⁵.

On peut difficilement s'opposer à l'exogamie, phénomène de métissage typique et, jusqu'à un certain point, valorisé dans la société moderne. Peut-on pour autant y voir un « potentiel caché » pour la francophonie canadienne, comme l'affirme l'étude citée ? Son auteur et la Commission nationale des parents francophones préconisent d'intervenir très tôt, dès la petite enfance, pour convaincre les ayants droit, en particulier les nombreux exogames, de placer leurs enfants dans le système d'éducation francophone. Pour y arriver, ils proposent des services d'appui à la famille dès la petite enfance, une vaste campagne de marketing socio-communautaire de l'école de langue française et une structure d'accueil affirmative du mandat français de l'école, mais ouverte aux parents non francophones. Plusieurs pensent aussi que l'école de langue française doit être irrésistible et offrir une valeur ajoutée : copier l'école de la majorité ne suffit pas.

Q Quels moyens les communautés francophones et acadiennes doivent-elles prendre pour accueillir et intégrer les enfants des couples exogames dans leurs écoles et leurs communautés, sans courir le risque d'affaiblir leur identité linguistique et culturelle ? Quel rôle pourraient jouer les jeunes francophones en particulier pour relever ce défi ?

IDENTITÉ ET DIVERSITÉ

Pour les minorités, la question de l'identité collective prend généralement une importance capitale puisque leur développement, voire leur survie en tant que collectivité, ne va pas de soi. Face à une telle insécurité et à la nécessité de resserrer les rangs pour surmonter des défis de portée existentielle, les communautés minoritaires investissent intensément leur champ identitaire. Elles doivent en effet donner forme à leur identité, rallier leur effectif autour de cette appartenance et l'affirmer publiquement à la majorité pour aménager leur place sur l'échiquier politique.

Rappelons au passage la distinction entre identité individuelle et identité collective. La première constitue un condensé mouvant des principales filiations (familiale, ethnique, idéologique, sexuelle, professionnelle, etc.) honorées par l'individu afin de se positionner face aux autres. L'identité collective est un système idéologique construit pour distinguer un groupement humain des autres et attirer vers lui ou retenir les filiations individuelles. Dans la société moderne, l'identité individuelle est en quête d'une cohérence de ses multiples sentiments d'appartenance, alors que l'identité collective cherche avant tout à maintenir ses frontières cohésives. Par exemple, même si les minorités linguistiques craignent l'assimilation à la majorité, les individus qui les composent peuvent privilégier le bilinguisme ou le multilinguisme. Les jeunes francophones d'aujourd'hui expriment bien cette aspiration. Il s'agit d'un paradoxe avec lequel doivent composer nos communautés⁶⁶.

Afin de dégager les enjeux entourant l'identité collective de nos communautés, nous regarderons de plus près les relations entre les francophones du Canada et les relations avec la majorité anglophone.

RELATIONS AU SEIN DE LA FRANCOPHONIE > La plus difficile des relations identitaires est sans doute celle qui renvoie à la composition même de nos communautés, à l'unité de leurs différents segments. Le schéma historique qui se dégage du dernier siècle est celui d'une diversification progressive. Les historiens ont bien documenté l'apogée et le déclin du Canada français auquel ont succédé le Québec, d'un côté, et la francophonie dans le reste du Canada, de l'autre⁶⁷. Le sentiment d'appartenir à un seul et même peuple fondateur a cédé le pas à celui des Québécois de constituer un peuple et à celui des autres francophones de former des communautés provinciales et territoriales distinctes. D'une identité unitaire – celle du Canada français –, on est ainsi passé à un ensemble plus fragmenté d'identités francophones.

Depuis les années 1960, les anciens Canadiens-Français et les Acadiens cherchent néanmoins ce qui les unit à l'échelle canadienne. En se débarrassant de l'identité « hors Québec » pour celle de « communautés francophones et acadiennes », leur fédération a voulu en 1990 mettre l'accent sur l'autonomie⁶⁸. Y a-t-il pour autant une même fibre culturelle qui vibre chez tous les francophones à l'extérieur du Québec ? Le morcellement des communautés francophones et acadiennes et le rapport amour-haine avec le Québec rendent cette unité difficile⁶⁹. Certains affirment même qu'elle n'existe pas⁷⁰ ou qu'elle est trop fragmentée pour avoir un sens⁷¹.

Dès lors, le dénominateur commun est-il uniquement d'ordre juridique, à savoir une série de droits linguistiques garantis par la Constitution et les lois du Canada ? L'évocation des droits de la minorité est paradoxale. D'un côté, après les années 1960, les francophones se sont structurés en fonction de leur statut de minorité de langue officielle reconnu par la loi et ils ont mesuré leurs acquis à l'aune de ces droits⁷². De l'autre côté, depuis *Dessein 2000* (1992), les communautés francophones et acadiennes rejettent l'appellation « minoritaire », qu'elles considèrent diminutive, pour mettre plutôt l'accent sur leur vitalité⁷³.

La transformation actuelle de nos communautés – sous l'effet des apports migrants et, surtout, d'une nouvelle vision pluraliste et cosmopolite de cette francophonie – vient complexifier encore plus la question de son identité. On a jadis pensé que l'histoire, la langue, la culture et la religion fondaient son unité commune. Qu'en reste-t-il aujourd'hui alors que la francophonie s'ouvre à de nouveaux arrivants qui ne partagent plus que la langue avec ses communautés pionnières ? Certains craignent les glissements et se demandent quel serait l'avenir politique des communautés francophones et acadiennes si elles délaissaient

progressivement leur lien avec le Québec francophone pour celui d'un Canada multiculturel⁷⁴ ou si elles occultaient substantiellement leur passé par souci d'un avenir inclusif⁷⁵ ?

Outre le mouvement de l'histoire, on note aussi un changement de perspective identitaire avec les nouvelles générations. Les jeunes francophones n'accordent pas la même importance à la langue dans leur construction identitaire. En fait, celle-ci emprunte une variété de chemins qui participent, à divers degrés, à l'expérience de la communauté francophone⁷⁶. Les jeunes ne sont pas nécessairement moins fiers de leur identité et des collectivités auxquelles ils s'identifient, mais ils introduisent une vision nouvelle de la francophonie. Il importe donc qu'ils puissent, d'une part, se retrouver dans leur propre espace pour façonner leurs perspectives sociales et culturelles et, d'autre part, trouver des voies d'accès aux organismes par lesquels s'anime le mouvement francophone.

Q

Qu'est-ce que les francophones et les Acadiens du Canada ont en commun ? Sur quelles bases peuvent-ils former une collectivité reconnue et écoutée au plan national ?

RELATIONS AVEC LA MAJORITÉ ANGLOPHONE > L'identité collective prend forme, pour l'essentiel, dans le rapport à *l'Autre*. Nous avons souligné ci-dessus que le Québec fait maintenant partie de cet *Autre* par rapport auquel les communautés francophones et acadiennes se définissent. Depuis la Confédération du Canada, *l'Autre* par excellence est la majorité anglophone. L'histoire de la relation entre la minorité et la majorité a été marquée par un rapport de force constant et des épisodes récurrents de conflit. Même 35 ans après l'adoption de la *Loi sur les langues officielles* du Canada, les défis pour assurer pleinement la dualité linguistique restent énormes⁷⁷.

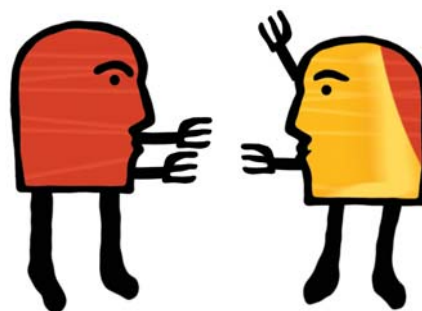
Cela ne veut cependant pas dire que l'identité des francophones, pris individuellement, soit toujours exclusive du fait anglais. Au contraire, la référence à l'anglais apparaît de façon nette, notamment chez les jeunes qui se réclament d'une identité bilingue⁷⁸. Une enquête sociopsychologique indique « qu'il n'y a pas incompatibilité nécessaire entre une identité francophone forte et une identité bilingue »; mais si l'identité francophone est faible, l'identité bilingue peut être associée à un glissement vers la langue anglaise⁷⁹. Une étude ethnolinguistique relève même que la dimension linguistique peut se révéler relativement peu importante dans l'identité des jeunes francophones⁸⁰.

Dans un contexte où, comme nous l'avons noté, l'exogamie devient un phénomène omniprésent dans nos communautés, il y a lieu de s'interroger sur la façon dont se pose la relation entre la minorité francophone et la majorité anglophone. Il y a actuellement un mouvement qui cherche à tirer profit du potentiel offert par l'exogamie afin de regarnir les rangs de l'école de langue française et, à terme, des communautés francophones et acadiennes⁸¹. Dans le cas de l'exogamie, il faut dire que ce ne sont pas tant les anglophones qui doivent être convaincus de la richesse propre au bilinguisme, mais les francophones qui doivent prendre conscience de l'importance de transmettre leur langue en même temps que l'anglais. L'autre pont à jeter est à l'endroit des francophiles issus de l'immersion : il s'agit d'un potentiel de quelque 300 000 individus par année qui vont en bonne partie s'intégrer dans les postes-clés de la société canadienne, y compris dans les fonctions publiques. Il importe qu'ils soient mieux informés des communautés francophones minoritaires avec lesquelles, pour l'instant, les contacts restent minimes⁸².

Comme nous l'avons souligné ci-dessus, l'identification à la condition minoritaire fait l'objet de débats au sein même du mouvement francophone. Y a-t-il lieu d'abandonner cette étiquette pour celle d'une communauté comme les autres au sein du Canada ? La notion de dualité linguistique a-t-elle assez d'épine dorsale pour compenser le rejet de la caution minoritaire ? Plus radical encore : nos communautés

doivent-elles, comme le suggère une chercheure, faire plus de place à une identité hybride dans un contexte qui renonce au principe de dualité pour adopter celui du dialogue francophones/anglophones⁸³ ? Dans quelle mesure faut-il chercher du côté anglophone les alliés de la francophonie ? La francophonie doit-elle plutôt faire preuve de dynamisme et d'opportunisme politique en se projetant encore davantage dans l'espace médiatique pour être vue et entendue de la majorité⁸⁴ ?

Q Jonglant avec les idées de peuple francophone fondateur, de minorité linguistique, de dualité linguistique et de multiculturalisme, comment les communautés francophones et acadiennes peuvent-elles se positionner face à la majorité anglophone du Canada ?



67 Voir par exemple Marcel Martel, *Le deuil d'un pays imaginé : rêves, luttes et dérouté du Canada français : les rapports entre le Québec et la francophonie canadienne (1867-1975)*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1997, coll. « Amérique française ».

68 Patricia-Anne de Vriendt, *op. cit.*

69 Joseph Yvon Thériault (dir.), *Francophonies minoritaires au Canada : l'état des lieux*, *op. cit.*

70 Linda Cardinal, *L'engagement de la pensée. Écrire en milieu minoritaire francophone au Canada*, Ottawa, Le Nordir, 1997.

71 Dean Louder et Louis Dupont, *op. cit.*

72 Joseph Yvon Thériault, « Entre la nation et l'ethnie. Sociologie, société et communautés minoritaires francophones », *Sociologie et Sociétés*, vol. XXVI, n° 1, 1994, p. 15-32.

73 Patricia-Anne de Vriendt, *op. cit.*

74 Joseph Yvon Thériault, « Comment penser la francophonie nord-américaine », dans Micheline Cambron (dir.), *Créer, penser, informer*, Montréal, Université de Montréal (CRILCQ), 2005, p. 49-54.

75 Michel Bock, « Le sort de la mémoire dans la construction historique de l'identité franco-ontarienne », *Francophonies d'Amérique*, n° 18, 2004, p. 119-125.

76 Annie Pilote, « Les chemins de la construction identitaire : une typologie des profils d'élèves d'une école secondaire de la minorité francophone », *Éducation et francophonie*, vol. 34, n° 1, printemps 2006, p. 39-53.

77 Commissaire aux langues officielles du Canada, *Rapport annuel, Édition spéciale 35^e anniversaire, 1969-2004*, *op. cit.*

78 Christine Dallaire et Josiane Roma, « Entre la langue et la culture, l'identité francophone des jeunes en milieu minoritaire au Canada. Bilan des recherches », dans Réal Allard (dir.), *Actes du colloque pancanadien sur la recherche en éducation en milieu francophone minoritaire : bilan et perspectives*, Moncton, Centre de recherche et de développement en éducation, Québec, Association canadienne d'éducation de langue française, 2003, p. 30-46; Diane Gérin-Lajoie, *Parcours identitaires de jeunes francophones en milieu minoritaire*, Sudbury, Éditions Prise de parole, 2003.

79 Rodrigue Landry, Kenneth Deveau et Réal Allard, « Vitalité ethnolinguistique et construction identitaire : le cas de l'identité bilingue », *Éducation et francophonie*, vol. XXXIV, n° 1, printemps 2006, p. 54-81.

80 Sylvie A. Lamoureux, « Transition scolaire et changements identitaires », *Francophonies d'Amérique*, n° 20, 2005, p. 111-121.

81 Rodrigue Landry, *Libérer le potentiel caché de l'exogamie : profil démolinguistique des enfants des ayants droit francophones selon la situation familiale*, *op. cit.*

82 Graham Fraser, *Sorry, I Don't Speak French. Confronting the Canadian crisis that won't go away*, Toronto, McLelland & Stewart, 2006.

83 Phyllis Dalley, « Héritiers des mariages mixtes : possibilités identitaires », *Éducation et francophonie*, vol. XXXIV, n° 1, printemps 2006, p. 82-94.

84 Robert A. Stebbins, *op. cit.*

GOVERNANCE

La gouvernance concerne les façons dont se prennent les décisions, s'organisent les actions et se rendent les comptes dans un contexte qui optimise la participation des citoyennes et des citoyens. On peut globalement envisager les enjeux de gouvernance sous deux angles : à l'intérieur des communautés francophones et acadiennes et la représentation de leurs intérêts dans les instances de prise de décisions politiques⁸⁵.

GOVERNANCE COMMUNAUTAIRE > On ne peut pas dire que les institutions représentant les communautés francophones et acadiennes soient figées, car on observe en plusieurs points des processus de réflexion ou de renouvellement de leur gouvernance. La communauté fransaskoise a été pionnière en instituant son Assemblée communautaire; la communauté franco-ontarienne a récemment modifié ses structures représentatives; enfin, un processus similaire est en cours dans la communauté acadienne du Nouveau-Brunswick. La FCFA revoit, elle aussi, sa gouvernance.

L'évolution du contexte étatique et des attentes des membres explique ces changements. Si la viabilité des organismes francophones a été mise à mal durant les années 1990 par le désengagement de l'État fédéral, c'est peut-être aujourd'hui leur multiplication qui leur fait courir ce risque. La densité ou « complétude » institutionnelle peut en effet être interrogée dans la mesure où les ressources (compétences, bénévolat et budget) ne semblent pas toujours adéquates pour maintenir des organismes viables et efficaces⁸⁶. Est-ce que la multiplication du nombre d'organismes, au-delà d'un certain seuil, continue nécessairement à contribuer à la vitalité communautaire ?

Un autre enjeu concerne le degré de légitimité des organismes francophones. Comme pour toute institution représentative, la légitimité est une quête continue qui connaît ses hauts et ses bas. En 1998, une étude observait que les francophones connaissaient très peu la FCFA⁸⁷ alors qu'en 2002, une autre étude révélait qu'ils accordaient une grande confiance à leurs organismes communautaires et à leurs chefs de file⁸⁸. Certaines critiques font état de l'éloignement des organismes nationaux par rapport à leurs membres⁸⁹. Ces difficultés de légitimation peuvent s'expliquer par la multiplication des organismes à divers paliers, laquelle pourrait avoir créé une certaine proximité et une confiance entre les francophones et leurs leaders, mais avoir en même temps engendré une certaine désaffection à l'endroit des institutions plus centrales. Comme dans tout système de gouvernance fédéral, le partage des responsabilités entre les organismes à vocation provinciale, territoriale et nationale reste un constant débat. À la lumière de la section qui précède, on peut aussi évoquer la pluralité des identités chez les francophones et les Acadiens, notamment chez les jeunes, qui pourrait avoir suscité une certaine indifférence à l'endroit des groupes qui veulent incarner « la » francophonie canadienne.

Face à leur base, les organismes francophones doivent donc être plus visibles. Le défi se pose en particulier en milieu urbain où les institutions ont de la difficulté à agir comme repères et à former une communauté à partir des effectifs francophones. Le leadership est crucial à cet égard. Les élites sont en effet *définitrices* de l'identité collective ou communautaire à laquelle sont invités à adhérer les francophones. À cet égard, des progrès ont été accomplis puisque la nouvelle

85 Linda Cardinal suggère ces deux volets – autogouvernement et représentation – dans « Gouvernance linguistique et démocratie : la participation des minorités de langue officielle à la vie publique au Canada », *Revue Gouvernance*, vol. 2, n° 2, janvier 2006, [En ligne : www.revuegouvernance.ca].

86 Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada, *Un avenir à définir : 2005-2010. Mise en situation et argumentaire en vue d'assurer le développement des communautés francophones et acadiennes*, Ottawa, FCFA, août 2004; Alliance des radios communautaires du Canada, *Évaluation du Programme d'appui aux communautés de langue officielle (volet du Programme de promotion des langues officielles)*, Rapport à l'intention de Patrimoine canadien, Ottawa, 25 juin 2003 [En ligne : www.pch.gc.ca/progs/em-cr/eval/2003/2003_08/index_f.cfm].

87 PGF consultants, *Des orientations claires, une voix qui rassemble. La FCFA du Canada*, Ottawa, avril 1998.

88 Daniel Bourgeois, David Bourgeois et Gino LeBlanc, « La confiance des minoritaires et des majoritaires à l'égard de l'épanouissement des communautés de langue officielle », dans William Floch et Yves Frenette (dir.), *Vitalité des communautés, confiance des communautés, Forum de recherche sur les langues officielles*, Ottawa, Patrimoine canadien et Réseau de recherche sur la francophonie canadienne, 2005, coll. « Nouvelles perspectives canadiennes » [En ligne : www.patrimoinecanadien.gc.ca/progs/lo-ol/pubs/forum_2005/forum_2005_f.pdf].

89 Linda Cardinal, « Gouvernance linguistique et démocratie : la participation des minorités de langue officielle à la vie publique au Canada », *op. cit.*

90 Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, *Politique sur les différents modes de prestation de services*, Ottawa, 2002.

91 Bureau du Conseil privé du Canada, *Le prochain acte : un nouvel élan pour la dualité linguistique canadienne. Plan d'action pour les langues officielles*, Ottawa, 2003.

92 Commissaire aux langues officielles du Canada, *Rapport annuel, Édition spéciale 35^e anniversaire*, 1969-2004, *op. cit.*, p. 130.

93 Linda Cardinal et Luc Juillet, *op. cit.*, p. 171.

94 Éric Forgues et Mario Paris, « Impact de l'intervention de l'État sur les communautés minoritaires de langue officielle », *Francophonies d'Amérique*, n° 20, 2005, p. 171.

95 Linda Cardinal, *L'engagement de la pensée. Écrire en milieu minoritaire francophone au Canada*, *op. cit.*; Joseph Yvon Thériault, *L'identité à l'épreuve de la modernité. Écrits politiques sur l'Acadie et les francophonies canadiennes minoritaires*, Moncton, Éditions d'Acadie, 1995.

96 Pierre Foucher, « Le juge et la gouvernance linguistique » dans Jean-Pierre Wallot (dir.), *La gouvernance linguistique : le Canada en perspective*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2005, p. 139-154.

pluralité de la francophonie canadienne, émanant principalement des milieux urbains, a trouvé droit de cité dans le mouvement francophone. Le renouvellement des modes de gouvernance de quelques organismes porte-parole témoigne d'un souci d'inclusivité. Il reste néanmoins des défis à relever pour maintenir la légitimité des instances nationales auprès de leur base francophone : celui d'intégrer les nouvelles générations en est un.

Q Le réseau institutionnel dont se sont dotées les communautés francophones et acadiennes est-il suffisant et adéquat ? Est-il viable compte tenu des ressources humaines et financières qui y sont consacrées ?

PARTICIPATION À LA GOUVERNANCE PUBLIQUE >

Nous avons noté ci-dessus que les communautés francophones et acadiennes ont réussi, ces dernières années, à mieux se positionner dans les institutions fédérales pour faire valoir leurs intérêts. Les ordres de gouvernement provincial, territorial et municipal deviennent cependant de plus en plus des espaces à occuper de façon stratégique compte tenu de la dévolution des pouvoirs et de l'asymétrie.

Les principaux acquis ont été enregistrés en ce qui concerne la dualité linguistique dans la gestion scolaire à l'échelle nationale dans les années 1990. Le Nouveau-Brunswick avait cependant donné l'exemple avec la dualité au ministère de l'Éducation et, plus récemment, avec les régies de la santé. Les structures homogènes sur le plan linguistique sont souvent recherchées, mais certaines régions préfèrent des structures bilingues, notamment dans le secteur des municipalités.

Les diverses modalités de gouvernance partagée dans les secteurs du développement économique, de l'immigration, de la santé et de la justice sont venues s'ajouter aux structures paritaires de gestion des ententes Canada-communauté. En outre, la *Politique sur les différents modes de prestation de services* du gouvernement fédéral de 2002⁹⁰ et son *Plan d'action pour les langues officielles*⁹¹ de 2003 prévoient des mécanismes de consultation. Alors que certains y voient une « innovation très intéressante qui mérite d'être étendue à plusieurs autres champs d'intervention⁹² », d'autres perçoivent une « connivence entre le gouvernement et l'élite du milieu⁹³ » ou un risque de « subordination de la société civile à une logique de gestion gouvernementale⁹⁴ ». C'est dire que toute innovation comporte des risques dont il faut prendre la mesure.

Un autre aspect du débat sur la gouvernance concerne le rôle attribué aux recours en justice, donc aux juristes, dans la gouvernance de la minorité. Certains sociologues font valoir que la voie juridique peut comporter des écueils si elle se substitue à celle du politique⁹⁵. Certains juristes répondent que les tribunaux permettent de rappeler les règles du jeu et l'histoire des compromis aux acteurs politiques trop soucieux du court terme et des avantages immédiats de leurs décisions⁹⁶. L'adoption récente du projet de loi S-3, qui renforce les obligations des institutions fédérales en matière de promotion des langues officielles, ne fait pas spécifiquement une plus grande place à la consultation de la minorité, mais elle rend plus probables les recours judiciaires. L'équilibre entre l'action politique et l'action juridique est donc plus que jamais à l'ordre du jour.

Q Les différentes formules de gouvernance des institutions fédérales, provinciales, territoriales et municipales (dualité institutionnelle, structures bilingues, mécanismes de consultation, etc.) sont-elles suffisantes pour garantir une participation adéquate des communautés francophones et acadiennes aux affaires publiques qui les concernent ?

FRANCOPHONIE CANADIENNE

Depuis l'échec des négociations constitutionnelles entourant l'Accord du Lac Meech et l'Accord de Charlottetown, le Canada n'a pas tenté de revoir en profondeur son mode de fédéralisme. Ainsi, le Québec et les communautés francophones et acadiennes sont restés sur leur faim quant à une meilleure prise en considération de leur spécificité au sein du système politique canadien. À terme, cet épineux dossier devra pourtant être abordé de front. On peut schématiser les enjeux à cet égard en deux thèmes : l'asymétrie au service de la francophonie canadienne et la réintégration du Québec au sein de la Constitution canadienne.

FÉDÉRALISME ASYMÉTRIQUE > Compte tenu de leur dispersion géographique et administrative à l'échelle canadienne, les communautés francophones et acadiennes ont connu des évolutions foncièrement différentes. Aussi ces différences de conditions et d'aspirations constituent-elles aujourd'hui une réalité tangible à laquelle répond bien le principe d'asymétrie. Selon un juriste et ministre, ce principe renvoie à « la question du 'vivre ensemble' dans un contexte de disparités et implique qu'on attache de l'importance à la reconnaissance concrète de la différence dans la poursuite

d'un idéal de justice⁹⁷ ». Il est, selon lui, indissociable de la fédération canadienne : « avant même l'adoption du modèle fédéral, on a introduit des éléments importants d'asymétrie qui ont été repris dans la Constitution canadienne qui nous gouverne⁹⁸ ».

Le fédéralisme asymétrique ne fait pourtant pas l'objet d'un consensus au Canada, tant il est vrai que plusieurs provinces à majorité anglophone rejettent ce principe depuis la *Loi constitutionnelle de 1982*, sous couvert de la « soi-disant égalité des provinces »⁹⁹. C'est bien sûr le principe d'égalité formelle qui inspire ces dernières. Un fédéralisme asymétrique qui est davantage axé sur l'égalité réelle que sur l'égalité formelle et qui prend acte de l'asymétrie des conditions, c'est-à-dire des inégalités entre communautés linguistiques, reste néanmoins une option pour la francophonie canadienne¹⁰⁰.

Une réflexion préparée pour la FCFA soulève le potentiel et les risques d'une telle approche¹⁰¹. Qu'il s'agisse de l'autre minorité de langue officielle, de la majorité francophone du Québec ou de la diversité des communautés francophones et acadiennes, le fédéralisme asymétrique pourrait mieux servir les circonstances particulières de ces communautés. Cependant, l'asymétrie pourrait déboucher sur des écarts encore plus grands dans les conditions de vie des différentes communautés. Elle pourrait écarter du pouvoir les organismes représentant nos communautés dans la mesure où ils ne forment pas une unité gouvernementale. Elle pourrait porter ombrage à nos communautés si le Québec se voit attribuer le rôle de chef de file de la francophonie à l'échelle canadienne. Enfin, une détérioration de l'engagement gouvernemental pourrait résulter d'une dévolution aux provinces et aux territoires des responsabilités en matière de langues officielles.

Quelle que soit la forme du fédéralisme renouvelé, nos communautés devront s'assurer d'être représentées par des organismes forts et légitimes, d'être mieux branchées au Réseau intergouvernemental de la francophonie canadienne et du Conseil de la Fédération, sans toutefois délaissier leur rôle politique au niveau fédéral. Le terrain d'action de la FCFA, par exemple, pourrait ainsi s'élargir et le nombre d'interlocuteurs augmenter, mais le rôle d'une institution pancanadienne restera primordial.

Q Les communautés francophones et acadiennes sont-elles prêtes à faire face à une éventuelle dévolution des pouvoirs vers les provinces et les territoires ? L'armature juridique et politique qui les protège et fait la promotion de leur épanouissement est-elle suffisante pour assurer une progression dans de telles circonstances ?

RELATIONS AVEC LE QUÉBEC > L'enjeu central du renouvellement du fédéralisme est certainement la réintégration du Québec dans le giron constitutionnel. Tant la société québécoise que les communautés francophones et acadiennes souhaitent voir des changements à cet égard et ces dernières veulent être parties prenantes d'un tel processus. À quelles conditions cette réintégration pourra-t-elle se produire ? Quelle peut être la position de nos communautés face à cet enjeu ?

L'évolution des cultures politiques a continué à distinguer les visions du fédéralisme au Canada. Un philosophe ramène ces perspectives à deux modèles : un modèle territorial ou symétrique qui prédomine dans le Canada à majorité anglophone et un modèle multinational ou

⁹⁷ Benoît Pelletier, *L'asymétrie pour répondre aux défis de la diversité*, Allocution prononcée par le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information, au colloque « Le fédéralisme, le Québec et les minorités francophones du Canada », Université d'Ottawa, 11 mars 2006 [En ligne : www.saic.gouv.qc.ca/centre_de_presse/discours/2006/pdf/saic_dis20060311.pdf].

⁹⁸ *Ibid.*

⁹⁹ Michael Burgess, « Competing national visions: Canada – Quebec relations in a comparative perspective », dans Alain-G. Gagnon et James Tully (dir.), *Multinational Democracies*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 257-274.

¹⁰⁰ Benoît Pelletier, *op. cit.*

¹⁰¹ Marie-Joie Brady, *Réflexion sur l'asymétrie et la reconnaissance de la diversité des communautés francophones et acadiennes, et de leurs droits linguistiques et constitutionnels*, Texte de communication préparé pour le compte de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada, Ottawa, mars 2006.

¹⁰² Will Kymlicka, *La voie canadienne. Repenser le multiculturalisme*, Montréal, Boréal, 2003 (éd. angl. 1998).

¹⁰³ Kenneth McRoberts, *Un pays à refaire : l'échec des politiques constitutionnelles canadiennes*, Montréal, Boréal, 1999 (éd. angl. 1997).

¹⁰⁴ Georges Arès, Mot du Président de la FCFA du Canada au Forum de la Francophonie, Québec, le 30 avril 2004 [En ligne : www.fcfa.ca/media_uploads/pdf/151.pdf].

¹⁰⁵ Gouvernement du Québec, Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes du ministère du Conseil exécutif, *L'avenir en français. Politique du Québec en matière de francophonie canadienne*, Québec, 2006 [En ligne : www.saic.gouv.qc.ca/publications/politique/politique-franco.pdf].

¹⁰⁶ Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada, *Plan d'action triennal Pour accroître la promotion et la participation des communautés francophones et acadiennes du Canada sur la scène internationale*, Ottawa, avril 2005.

¹⁰⁷ Dean Louder et Louis Dupont, *op. cit.*

¹⁰⁸ *Ibid.*

¹⁰⁹ Fédération des communautés francophones et acadienne, *Plan d'action triennal, op. cit.*, p. 2, 7.

¹¹⁰ Marc L. Johnson et Paule Doucet, *Une vue plus claire, op. cit.*

asymétrique qui prédomine au Québec (et chez les nations autochtones)¹⁰². Le caractère national et distinct du Québec appelle en effet une forme de fédéralisme multinational et asymétrique pour le Canada¹⁰³.

Cet intérêt du Québec n'est pas sans recouper celui du reste de la francophonie canadienne. La FCFA du Canada réclame aussi la reconnaissance du principe d'asymétrie. Il importe donc que les communautés francophones et acadiennes adoptent une stratégie franche à l'endroit du Québec. Tout en reconnaissant que le Québec est le cœur de la francophonie en Amérique, ce qui lui attribue un rôle de chef de file¹⁰⁴, cette stratégie devrait tenter de répondre à trois besoins : 1) pallier la méconnaissance des Québécoises et des Québécois par rapport aux réalités distinctes des autres francophones du Canada; 2) faire reconnaître les aspirations légitimes de développement et d'épanouissement des communautés francophones et acadiennes; 3) encourager la création d'espaces communs, par exemple de collaboration entre les acteurs sectoriels tels que les municipalités. La récente *Politique du Québec en matière de francophonie canadienne* est une invitation tangible dans ce sens¹⁰⁵.

Q Quels sont les intérêts que partagent le Québec et les communautés francophones et acadiennes envers une francophonie canadienne qui les engloberait tous ? Quelle doit être la position des communautés francophones et acadiennes à l'égard des revendications du Québec quant à son caractère national et distinct ?

FRANCOPHONIE INTERNATIONALE

L'intérêt des communautés francophones et acadiennes pour les affaires internationales, en particulier pour la francophonie mondiale, ne cesse de croître. Après l'initiative avortée d'un Bureau francophone de la coopération internationale, on a connu quelques initiatives spécifiques des communautés fransaskoise, franco-manitobaine et acadienne, et, récemment, une mission internationale pilotée par la FCFA. Mais que signifient les expressions « expériences à l'international », « développement à l'international », « ouverture à l'international » ou « présence à l'international » utilisées dans le plan d'action à cet égard de la FCFA du Canada¹⁰⁶ ? Il importe de clarifier ces aspirations afin de ne pas nourrir un certain ressentiment qui s'exprime à l'endroit de ce dossier, en particulier dans les communautés inquiètes de leur propre survivance.

« L'international » étant un champ fort vaste, on comprend que ce discours soit d'abord une façon pour la francophonie canadienne de se projeter à un niveau

de réalité où s'offrent à elle de nouvelles opportunités. Faisant peu de cas des lourdeurs propres au contexte canadien, « la francophonie mondiale permet aux francophones d'assumer leur héritage culturel sans se sentir diminués ou subjugués par la culture ou la civilisation française, ou même par le Québec¹⁰⁷ ». De fait, en s'investissant sur la scène internationale, les francophones du Canada cherchent à « faire valoir les connaissances, les compétences et les réalisations de leur communauté respective¹⁰⁸ ». C'est en même temps un enjeu national que nos communautés cherchent à saisir : celui « d'accroître la représentativité des communautés francophones et acadiennes du Canada et d'agir dans la perspective de promouvoir les activités aptes à renforcer leur rôle et leur mandat respectifs au Canada¹⁰⁹ ». En somme, l'engagement sur la scène internationale est, d'une part, une façon d'échanger et de faire valoir l'expertise acquise en tant que communautés minoritaires et, d'autre part, une façon d'obtenir une reconnaissance politique.

Q Qu'est-ce que les communautés francophones et acadiennes peuvent apporter à la francophonie mondiale et que peuvent-elles en retirer ? Nos communautés ont-elles les moyens de s'engager dans la francophonie internationale ?

VITALITÉ

En terminant cette réflexion sur les principaux enjeux de nos communautés au cours des prochaines années, nous abordons le thème de la vitalité qui englobe et résulte à la fois des thèmes précédents. Avec l'espace francophone, la vitalité des communautés est sans doute l'une des notions les plus communes au discours communautaire. Si elle est utile pour justifier les dynamismes de développement des communautés, elle est plus difficile à définir de façon pratique¹¹⁰. En fait, une multitude de facteurs doivent être pris en considération, dont bien sûr l'utilisation du français et sa transmission intergénérationnelle, mais aussi le développement socioéconomique, la densité institutionnelle et le statut. En somme, la vitalité communautaire s'appuie sur une variété de ressources (démographiques, sociales, politiques, juridiques, culturelles, économiques, etc.) qui sont transformées au bénéfice de la communauté grâce à une action collective animée par un leadership dynamique.

La vitalité communautaire se réalise certainement à des degrés variables dans les différents coins de la francophonie canadienne. Par exemple, dans des grandes villes telles que Toronto, Calgary, Vancouver et Halifax, les francophones atteignent des niveaux socioéconomiques

plus élevés, mais l'utilisation du français y est plus limitée¹¹¹. On observe des disparités de vitalité socio-économique, mesurée par certains indicateurs relatifs au salaire, au niveau d'éducation ou de chômage, entre les communautés francophones de l'Ontario, de l'Ouest et de l'Atlantique¹¹². On sait aussi que les communautés rurales francophones sont affectées par l'exode de leurs jeunes¹¹³.

Les enjeux de vitalité communautaire se situent donc à plusieurs niveaux. Le thème du renforcement des capacités des communautés reflète assez bien ces enjeux. Pour ce faire, l'accès aux ressources est important, mais aussi le renouvellement du leadership communautaire et le rehaussement de ses capacités d'analyse, de planification, de gestion, de mobilisation et d'évaluation. Une étude récente a signalé l'importance pour les leaders communautaires de développer des compétences de base en recherche et en évaluation de la vitalité afin de mieux comprendre les défis auxquels leurs communautés sont confrontées, de documenter les processus de développement en se basant sur des faits et de négocier avec leurs partenaires quant à l'obligation de rendre compte de chacun¹¹⁴. Il ne faut cependant pas négliger d'autres enjeux plus lourds tels le développement des infrastructures de transport, de développement économique, de formation, de même que l'enjeu du dialogue inter-générationnel.

Q Quels sont les maillons faibles de la vitalité des communautés francophones et acadiennes et dans quelle mesure ces défis sont-ils pertinents pour les différentes communautés ? Comment peut-on les renforcer ?

Un avenir garant d'une forte vitalité communautaire n'est pas encore acquis pour nos communautés francophones et acadiennes. Comme nous venons de le voir, il reste plusieurs enjeux qui mériteront une attention soutenue afin d'assurer leur développement. Leur poids démographique devra compter sur une meilleure

transmission de la langue française aux prochaines générations et sur un apport migratoire. L'identité collective francophone devra composer avec la diversité issue de l'exogamie, de l'immigration et des mentalités propres aux différentes générations. Les organismes représentant nos communautés devront adapter leur gouvernance à ces nouvelles réalités et s'assurer de participer aux décisions relatives aux politiques publiques qui les concernent. Pour assurer leur avenir à plus long terme, il faudra qu'ils fassent valoir les intérêts de nos communautés aux côtés de ceux du Québec dans le renouvellement souhaité du fédéralisme canadien. Sur la scène internationale, nos communautés pourront prendre une place qui renforcera en même temps leur légitimité sur la scène nationale. Enfin, en liant ces différents enjeux, les communautés francophones et acadiennes devront envisager leur vitalité de façon globale afin de maintenir leur langue, leur culture et leur prospérité en sain état.

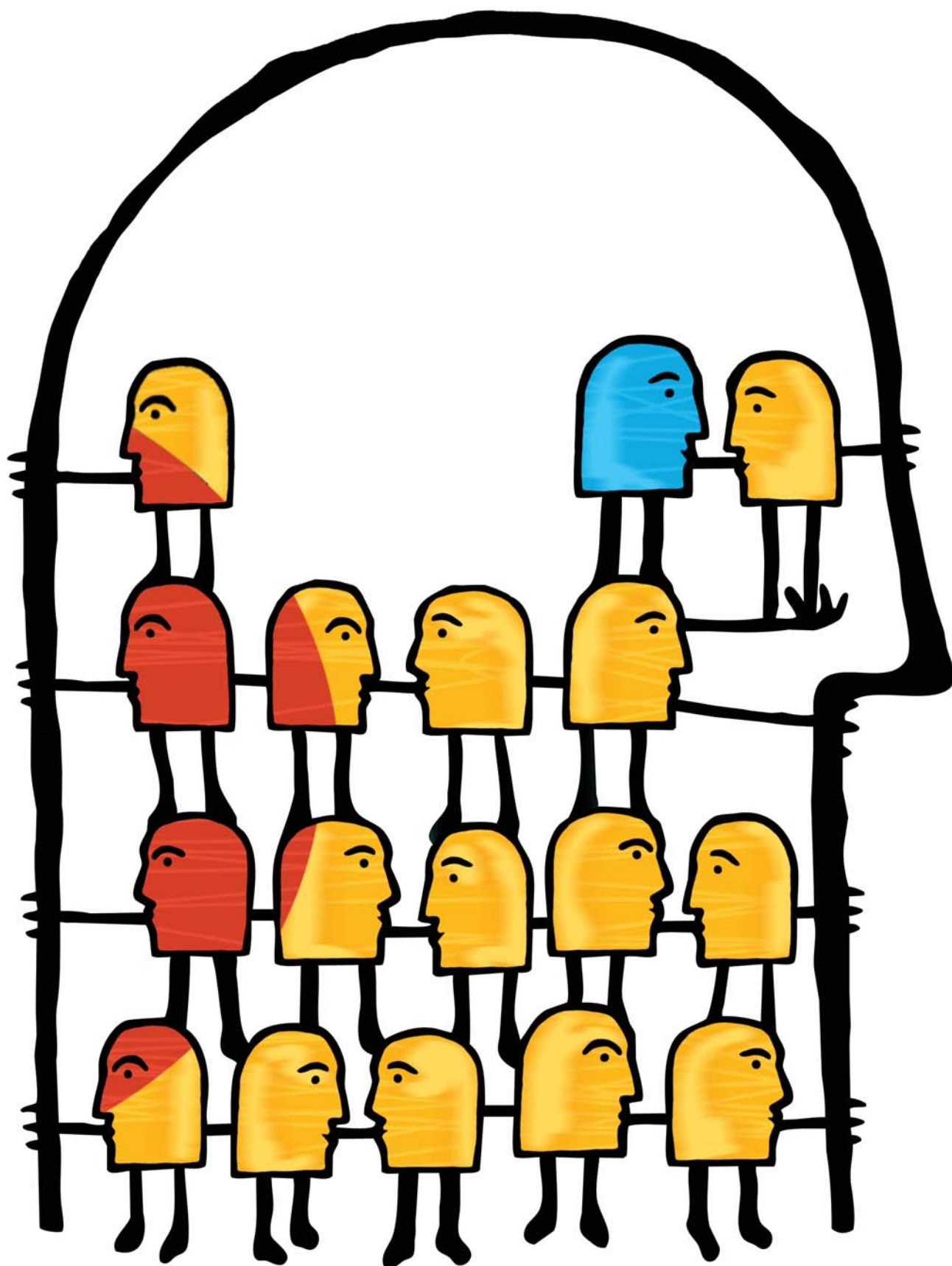
Pour relever tous ces défis, il est clair que des actions d'envergure devront être prises de concert par toutes les parties prenantes de l'épanouissement des CFA. La prochaine partie du document fait état des pistes d'action qui ont été retenues lors du Sommet.

111 Louise Marmen, « Les statistiques linguistiques du recensement comme outil de mesure de la vitalité des communautés francophones en situation minoritaire », *op. cit.*, p. 31.

112 Edmund A. Auger, « Diversité régionale et inégalité politique : les minorités de langue officielle et le problème de deux poids deux mesures », dans William Floch et Yves Frenette (dir.), *Vitalité des communautés, confiance des communautés. Forum de recherche sur les langues officielles*, *op. cit.*

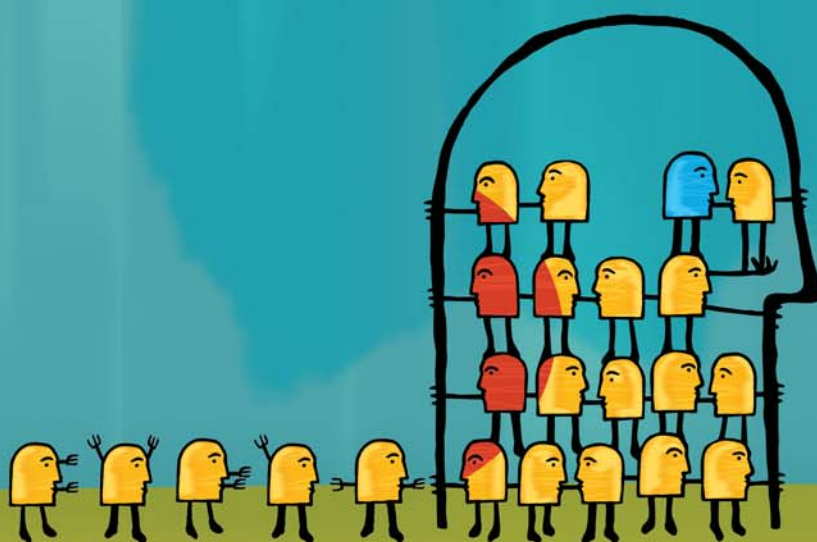
113 Maurice Beaudin et Éric Forgues, *La migration des jeunes francophones en milieu rural*, Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, 2005 [En ligne : www.umoncton.ca/icrml/Documents/Projet%20Migration%20Jeunes%20Rapport%20complet%20221111.11.2005.pdf].

114 Marc L. Johnson et Paule Doucet, *Une vue plus claire*, *op. cit.*



> 03 CHANTIERS

Les consultations orchestrées en prévision du Sommet des communautés francophones et acadiennes ont permis au Comité directeur de recueillir plusieurs avis et suggestions sur les pistes d'action à entreprendre autour des enjeux relevés dans la deuxième partie du présent compte rendu. En tournée dans toutes les régions du pays, le Comité directeur a entendu plus d'une centaine de représentantes et de représentants d'organismes et il a reçu 25 mémoires. À la lumière de cette information, il a proposé d'entreprendre, dans le cadre du Sommet, cinq chantiers avec une quarantaine de résultats stratégiques à atteindre à l'horizon de 2017. ►



Les quelque 750 participantes et participants au Sommet ont ainsi débattu de ces résultats stratégiques répartis dans les cinq chantiers : *Notre population*, *Notre espace*, *Notre gouvernance*, *Notre influence* et *Notre développement*. Tous les résultats ont été validés en tant qu'objectifs et ils ont fait l'objet de nombreux ajustements. Des pistes d'action plus précises ont aussi été suggérées pour atteindre les résultats.

Il s'est aussi dégagé des discussions quelques principes plus généraux qui éclairent le sens à donner à l'ensemble des résultats stratégiques. Ils portent, par exemple, sur l'importance de tenir compte des spécificités locales ou régionales, de la participation de tous les groupes d'âge, des femmes et des hommes, des différentes origines culturelles.

À l'issue du Sommet, 33 organismes et institutions des communautés ont signé la Déclaration finale qui énonce des éléments de vision. Les signataires se sont engagés à donner suite au Sommet dans le cadre d'un Plan stratégique communautaire, tout en exhortant les gouvernements et la société canadienne à appuyer cette initiative.

Dans les pages qui suivent, nous rendons compte des résultats stratégiques attendus des différents chantiers. Ils sont précédés d'un énoncé de vision global et d'une série de principes directeurs.

ÉNONCÉ DE VISION

En 2017, les citoyens et les citoyennes des communautés francophones et acadiennes (CFA) du Canada vivent et s'épanouissent en français. Ils ont les capacités collectives d'agir dans tous les domaines de leur développement et de contribuer ainsi à l'essor du Canada.

PRINCIPES DIRECTEURS

LANGUE, CULTURES ET IDENTITÉ > Les CFA ont en partage la langue française et des cultures d'expression française qui, ensemble, contribuent à une identité culturelle francophone canadienne. Le Plan stratégique communautaire vise à renforcer cette identité culturelle francophone tout en reconnaissant les autres identités francophones provinciales, territoriales ou régionales.

DUALITÉ LINGUISTIQUE > Les CFA sont partie intégrante de la collectivité francophone canadienne qui est officiellement reconnue dans la *Charte canadienne des droits et libertés*, la *Loi sur les langues officielles* et les législations provinciales et territoriales. Le Plan stratégique

communautaire cherche ainsi à renforcer la dualité linguistique et à établir davantage de ponts avec la collectivité anglophone du Canada.

FRANCOPHONIE CANADIENNE > Les communautés francophones et acadiennes forment, avec le Québec, la francophonie canadienne ; elles souhaitent resserrer leurs liens avec la société civile et les institutions publiques québécoises. Par solidarité et par souci de consolider la langue française, le Plan stratégique communautaire concourt à élargir un espace francophone pancanadien.

INCLUSIVITÉ > Les CFA sont composées d'une population diversifiée du point de vue des cultures, des origines, de l'histoire, de la géographie, etc. Toute action entreprise dans le cadre du Plan stratégique communautaire est menée avec un souci d'inclusion afin de respecter l'équité entre les sexes, les cultures, les générations et les secteurs dans lesquels évoluent les citoyens et les citoyennes des CFA.

LOCAL ET GLOBAL > Les CFA cherchent à atteindre des objectifs qui se reflètent à l'échelle nationale. Toutefois, les actions à entreprendre à cet égard se situent le plus souvent dans les communautés locales ou régionales et elles s'additionnent pour produire des changements au niveau national. Ainsi, le Plan stratégique communautaire constitue-t-il un cadre général qui s'articule aux plans de développement globaux des communautés afin d'orienter ces dernières vers une action commune.

CULTURE DE L'EXCELLENCE > Compte tenu de leurs acquis juridiques, des institutions dont elles se sont dotées, des progrès accomplis en éducation et ailleurs, et de leur volonté de se tourner vers l'avenir, les CFA cultivent un souci d'excellence qui se reflète dans le Plan stratégique communautaire.

ORDRES DE GOUVERNEMENT > Les gouvernements ont des responsabilités à l'endroit des services en français et de l'épanouissement des CFA. Une vision large de ces droits permet de s'attendre à ce que tous les ordres de gouvernement prennent part au développement des CFA. Ces dernières demandent ainsi au gouvernement fédéral, aux gouvernements des provinces et des territoires, et aux autorités régionales, municipales, scolaires et sectorielles de s'engager envers le Plan stratégique communautaire.

1^{er} CHANTIER – NOTRE POPULATION : AU-DELÀ DU MILLION EN 2017!

Le chantier *Notre population* est consacré au défi démographique et à celui de l'identité. Il présente des pistes d'action pour renforcer l'effectif francophone telles que le recrutement, l'accueil et l'intégration des immigrants, la mise en valeur de la diversité des CFA et du rôle de la jeunesse dans un contexte intergénérationnel. La question de la petite enfance et de la famille, qui est importante au plan démographique, est cependant traitée dans le prochain chantier, *Notre espace*.

CONSTAT

Comme nous l'avons déjà noté dans la partie *Bilan*, rappelons que le poids démographique des CFA est en déclin. En 2001, elles comptaient quelque 990 000 personnes¹¹⁵, soit environ 19 000 de plus qu'en 1991, mais leur poids dans la population canadienne avait diminué de 4,8 % à 4,4 %. Plusieurs facteurs sont en cause :

Le taux de fécondité de la minorité francophone est en déclin constant et il est devenu inférieur au taux canadien depuis le début des années 1980. Comme corollaire, le vieillissement de la population, que mesure le ratio entre les individus de 65 ans et plus et ceux de moins de 15 ans, a plus que doublé pour le Canada. Il est ainsi passé de 0,27 en 1971 à 0,63 en 2001. Pour les CFA, la progression a presque quadruplé pendant la même période, soit de 0,30 à 1,15.

L'immigration alimente pour l'essentiel l'effectif anglophone.

L'assimilation ne cesse de gruger l'effectif francophone : le taux de transfert linguistique vers l'anglais est passé de 35,3 % à 38,4 % entre 1991 et 2001.

L'exogamie dans les CFA, c'est-à-dire les couples mixtes entre francophones et anglophones, n'a cessé de croître : il est passé de 34,3 % à 37,1 % entre 1991 et 2001. Or en 2001, seulement 12,3 % des couples exogames francophone-anglophone parlaient le français le plus souvent à la maison.

Outre l'érosion du poids démographique des francophones, qu'en est-il de leur identification aux CFA ? La mobilité des individus des régions rurales ou périphériques, où la langue française connaît toujours une certaine vitalité, vers les régions urbaines, où

l'univers anglophone est nettement dominant, rend plus incertaine la persistance du lien à la communauté francophone. La politique des langues officielles aidant, les identités francophones provinciales et territoriales en situation minoritaire se sont développées depuis les années 1990, déclassant peu à peu les anciennes identités canadienne-française et acadienne, qui étaient une source de solidarité à l'échelle canadienne. L'idée d'une appartenance commune des CFA à l'échelle canadienne ou à une francophonie canadienne qui inclut le Québec est de moins en moins évidente. Enfin, la diversité ethnoculturelle qui caractérise désormais la composition des CFA vient ajouter à la complexité de l'identité collective francophone.

Comment alors rétablir une certaine croissance démographique, assurer une continuité linguistique tout au long de la vie et entre les générations, et construire une identité francophone inclusive, tant à l'échelle des villages, des villes, des provinces ou des territoires que du Canada ?

SCÉNARIO ENVISAGÉ POUR 2017

Le nombre de Canadiennes et de Canadiens qui connaissent le français en 2017 dépasse le cap des 10 millions, dont plus de 3 millions en dehors du Québec. Les CFA comptent plus d'un million de francophones affirmés. Le Canada s'affiche à l'étranger comme terre d'accueil ouverte aux immigrants francophones dans toutes ses provinces et tous ses territoires. La vie des familles francophones est encouragée par des services en français abordables et de qualité pour les familles et la petite enfance. La croissance démographique est aussi soutenue par une immigration d'expression française. Les CFA intègrent en outre les migrants francophones, les enfants de familles exogames et les francophiles. Les CFA partagent une identité culturelle francophone tout en ayant des identités régionales, provinciales et territoriales propres. Les succès et les défis sont documentés; ils éclairent les choix stratégiques de la population francophone¹¹⁶.

RÉSULTATS STRATÉGIQUES À ATTEINDRE

1.1 IMMIGRATION > L'arrivée et la rétention d'immigrants d'expression française augmentent grâce à...

une *Politique canadienne en matière de recrutement, d'intégration et de rétention des immigrants d'expression française dans les communautés francophones en situation minoritaire*, qui est mise en œuvre par des mécanismes de gouvernance multipartite en s'appuyant sur l'engagement politique des communautés à cet égard.

¹¹⁵ Ayant le français comme première langue officielle parlée.

¹¹⁶ Un résultat stratégique global relatif à la recherche est présenté à la suite des chantiers.

1.2 ACCUEIL DES NOUVEAUX ARRIVANTS > Les nouveaux arrivants d'expression française (de l'étranger ou des autres régions du Canada) s'intègrent aux communautés francophones et acadiennes, à leurs activités et à leurs organismes grâce aux...

infrastructures d'accueil et d'accompagnement, notamment sous forme de guichets uniques intégrés, présentes dans toutes les grandes villes canadiennes et dans les régions rurales francophones, et à une double sensibilisation des nouveaux arrivants et des communautés d'accueil quant aux enjeux démographiques, culturels et d'immigration.

1.3 EXOGAMIE > Les couples exogames participent aux activités de la francophonie et, en particulier, tous les ayants droit sont encouragés à inscrire leurs enfants dans les écoles de langue française et dans les établissements d'enseignement postsecondaire grâce aux...

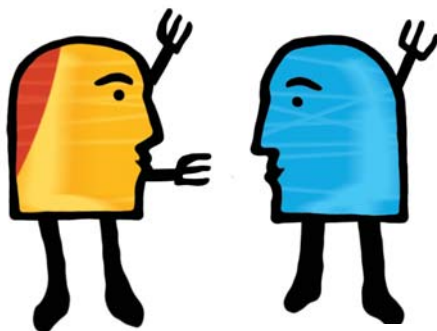
campagnes de sensibilisation à l'égard des responsabilités parentales et collectives envers la langue française, et aux initiatives d'accueil et d'ouverture au sein de la francophonie.

1.4 JEUNESSE > Les jeunes francophones participent activement à l'essor des CFA et imprègnent dès maintenant la francophonie grâce au...

dynamisme de leurs regroupements, aux occasions de se former et d'exercer des rôles de leadership au sein des organismes communautaires, au dialogue et au mentorat intergénérationnels.

1.5 IDENTITÉ > L'identité culturelle francophone est plus forte et mieux partagée à l'échelle nationale grâce à...

la multitude d'initiatives, notamment culturelles et éducatives, qui favorisent la construction identitaire des francophones tout au long de leur vie et qui valorisent la diversité des origines, des cultures, des sexes, des générations, etc.



2^e CHANTIER – NOTRE ESPACE : VIVRE EN FRANÇAIS 24 HEURES SUR 24!

Le chantier *Notre espace* aborde les lieux, les moments et les pratiques grâce auxquels se réalise la vie quotidienne des francophones dans leur langue. De quels services et institutions doit-on se doter pour grandir, s'instruire, parler, communiquer, s'identifier, créer, se cultiver, participer à la vie citoyenne, obtenir justice, se divertir, voyager et vivre en santé en français ? Il s'agit d'identifier les résultats stratégiques à atteindre en ce qui concerne la petite enfance, l'école, l'alphabétisation des adultes et l'alphabétisation familiale, l'enseignement postsecondaire, les médias et les technologies de communication, les services publics et la justice, les services du secteur privé, la vie culturelle, les services sociaux et de santé. Enfin, par quels moyens peut-on créer des milieux de proximité (p. ex. des quartiers) pour cette vie en français ?

CONSTAT

Le bilan des 15 dernières années dénote une maturité générale des CFA. Leurs droits, leurs modes de gouvernance, leurs organismes, leur diversité culturelle, leur présence à l'échelle nationale et internationale, les programmes et les services qui leur sont destinés sont tous des indicateurs que les CFA occupent un espace plus étendu que jamais. Aujourd'hui, les intervenants francophones et acadiens ne s'alignent nullement sur une ou deux priorités qui vaudraient pour tous. Au contraire, ils réclament de vivre en français, de la petite enfance jusqu'en fin de vie, avec des services et des ressources de qualité, à la hauteur de ce qu'offre la société canadienne.

Pour y arriver, les CFA sont à pied d'œuvre dans tous les grands secteurs de la vie collective.

La Table nationale sur le développement de la petite enfance francophone réunit huit organismes fédérateurs qui veulent que la vie en français s'épanouisse dès le plus jeune âge. Elle met de l'avant son *Cadre national de collaboration en développement de la petite enfance francophone en contexte minoritaire au Canada*.

Le *Plan d'action – article 23* afin de compléter le système scolaire en français au Canada est le fruit d'une large concertation qui comprend entre autres les représentants des CFA, les 31 conseils scolaires francophones, les ministères de l'Éducation des provinces et des territoires, et le gouvernement fédéral.

Des plans de rattrapage provinciaux, territoriaux et national sont établis sous l'égide de la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF) pour hausser les niveaux d'alphabétisme des CFA afin de rejoindre le cas exemplaire de la Norvège. Une enquête récente a en effet démontré que 56 % des francophones et 39 % des anglophones n'ont pas atteint un niveau d'alphabétisme (littératie) considéré souhaitable dans une société du savoir. En Norvège, ce sont les deux tiers des citoyens qui l'atteignent. La FCAF met aussi en place un plan d'action en alphabétisation familiale à travers son réseau d'experts dans ce domaine.

Le secteur postsecondaire francophone s'appuie sur un réseau collégial (Réseau des cégeps et des collèges francophones du Canada) et un réseau universitaire (Association des universités de la francophonie canadienne) qui tentent de répondre aux besoins de formation des CFA par divers types de partenariats.

Le secteur artistique et culturel de la francophonie canadienne ne compte pas moins de 3 200 artistes professionnels et 200 organismes culturels. Il est représenté par 13 organismes territoriaux et provinciaux de développement culturel et artistique ainsi que par 7 organismes artistiques nationaux représentant le théâtre, les arts visuels, la chanson et la musique, l'édition et les arts médiatiques. Ces 20 organismes sont regroupés au sein de la Fédération culturelle canadienne-française; ils tentent de donner à ce secteur un rôle mieux reconnu et des ressources pour appuyer la vitalité des CFA.

Un important mouvement œuvre à améliorer la santé des CFA : le réseau de la Société Santé en français se préoccupe de l'accès à des services de santé de qualité en français; le Consortium national de formation en santé vise à pourvoir les CFA en professionnels de la santé et à renforcer leurs capacités de recherche sur la santé.

Le réseau des associations de juristes d'expression française œuvre à améliorer l'accès à la justice en français, y compris devant les tribunaux.

Dans toutes les provinces et tous les territoires, des organismes porte-parole défendent les droits de leur CFA, lancent ou soutiennent des réseaux qui répondent aux besoins émergents (p. ex. santé et immigration) et appuient politiquement les réseaux sectoriels existants.

Ces initiatives sont en bonne voie de se réaliser, mais plusieurs autres dossiers méritent plus d'attention afin de rendre l'espace francophone omniprésent.

Les francophones ont-ils un accès équitable et adapté à des services en français dans les bureaux municipaux, provinciaux, territoriaux et fédéraux, et devant les tribunaux ?

L'information et la communication constituent un autre dossier d'envergure. Les radios et les journaux communautaires francophones ont-ils les moyens d'informer les CFA et de contribuer au lien communautaire ? Le français est-il une option attrayante sur les nouvelles plateformes de communication qui émergent et mobilisent la nouvelle génération ? Les services de la Société Radio-Canada remplissent-ils adéquatement leur mandat envers les CFA ? Doit-on miser sur d'autres médias nationaux ?

La visibilité du français fait grandement défaut et alimente la perception à l'effet que la francophonie se décime actuellement. Où est l'affichage public et commercial dans nos communautés ?

L'exode que connaissent bon nombre de CFA éloignées ou situées en milieu rural peut-il être endigué ? Les migrants qui partent ainsi peuvent-ils être attirés, à destination, vers des quartiers ou des réseaux francophones ? Comment rassembler ou réseauter les francophones en communautés ?

Autant de défis qui font déjà l'objet d'initiatives et de besoins qui restent à combler.

SCÉNARIO ENVISAGÉ POUR 2017

En 2017, l'espace francophone se déploie dans tous les secteurs de la vie. Partout au pays, les parents francophones ont accès à des services de qualité en français pour la petite enfance et la famille. Ils connaissent aussi les avantages des écoles de langue française pour l'éducation de leurs enfants et ils les y inscrivent en grande majorité. Le niveau d'alphabétisme (littératie) des francophones continue à progresser. Les réseaux d'enseignement universitaire et collégial en français ont des points d'accès à proximité de la plupart des CFA et ils connaissent une croissance d'effectifs. Les créateurs nourrissent, renouvellent et diffusent partout une culture francophone aux multiples accents, notamment par leur intervention auprès des enfants d'âge préscolaire et scolaire. Le paysage médiatique francophone est diversifié et fréquenté. L'image des CFA y est bien visible grâce aux médias communautaires de proximité, aux canaux de communication sur toutes les plateformes branchées, à l'affichage public, à la Société Radio-Canada, à la présence dans les médias anglophones, etc. Les services publics, notamment dans les domaines de la santé, des services gouvernementaux et de la justice, sont de qualité et accessibles en français dans nos communautés; ils sont utilisés par

les citoyennes et les citoyens de tous les âges. Les francophones se retrouvent dans des infrastructures, forment des quartiers et des réseaux, et vivent ainsi une riche vie communautaire.

RÉSULTATS STRATÉGIQUES À ATTEINDRE

2.1 PETITE ENFANCE > La petite enfance francophone grandit et s'épanouit en français grâce à...

l'élargissement de la portée de l'article 23 à la petite enfance, aux politiques de soutien à la famille en français, qui incluent des centres de la petite enfance et de la famille intégrés, dans la mesure du possible, aux écoles ou aux centres scolaires communautaires, des conditions flexibles en milieu de travail et des mesures de soutien aux parents à la maison.

2.2 ÉCOLE > Les écoles de langue française sont perçues positivement, fréquentées par une grande majorité d'enfants d'ayants droit et par les nouveaux arrivants d'expression française, et elles favorisent le développement linguistique et culturel grâce à...

la mise en œuvre du *Plan d'action – article 23 afin de compléter le système scolaire de langue française au Canada*, sous le leadership de la Fédération nationale des conseils scolaires francophones, de concert avec les communautés, les groupements de jeunes, les ministères de l'Éducation et le gouvernement fédéral.

2.3 ALPHABÉTISATION > À l'exemple de la Norvège, les deux tiers des francophones et des Acadiens ont atteint un niveau d'alphabétisme (littératie) considéré comme le seuil minimal pour fonctionner dans une société basée sur le savoir grâce à...

une reconnaissance du droit des adultes à une éducation en français, à une meilleure reconnaissance de l'éducation non formelle et aux initiatives conçues et mises en œuvre dans les *Plans de rattrapage* et le plan d'action en alphabétisation familiale établis par la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français, ses membres et ses réseaux.

2.4 ÉDUCATION POSTSECONDAIRE > L'accès à une éducation postsecondaire en français dans une diversité de programmes s'est accru et contribue à la vitalité de la francophonie grâce au...

réseautage, aux partenariats, au partage des ressources, à la répartition des spécialisations stratégiques entre établissements collégiaux et universitaires desservant les francophones, au recrutement, tant dans les écoles de langue française que dans le bassin des diplômés d'immersion en français, à la reconnaissance des diplômés et des acquis, aux écoles de métiers et à l'université du 3^e âge.

2.5 VIE CULTURELLE > Le paysage culturel des CFA est enrichi grâce au...

soutien accru à l'activité artistique, au développement des espaces et des moyens de diffusion culturels francophones, à l'intégration accrue des arts en éducation, avec la contribution des différents ordres de gouvernement et du secteur privé, le dynamisme des organismes artistiques et culturels, et la collaboration de tous les secteurs de la francophonie.

2.6 COMMUNICATIONS, TECHNOLOGIES ET VISIBILITÉ > Les francophones et les Acadiens sont bien informés, sont visibles et communiquent grâce à...

la vitalité des journaux et des radios communautaires francophones, à l'engagement renforcé de la Société Radio-Canada envers les CFA en matière d'information et de contenu culturel, au rayonnement de tous les médias francophones, à la visibilité positive des francophones dans les médias anglophones, à la présence grandissante du français sur les différentes plateformes de communication branchées, à la vie associative, aux politiques et aux efforts d'affichage en français, notamment de la part des municipalités.

2.7 SERVICES PUBLICS > Les francophones et les Acadiens ont accès de façon équitable aux services gouvernementaux en français, et ils les utilisent grâce à...

l'effort conjoint des différents ordres de gouvernement afin d'offrir et de promouvoir des services mieux adaptés aux différentes clientèles francophones, notamment sous forme de guichets uniques.

2.8 ACCÈS À LA JUSTICE > Les francophones et les Acadiens ont accès de façon équitable aux tribunaux et aux services de justice en français, et ils les utilisent grâce à...

l'effort conjoint des différents ordres de gouvernement, de la magistrature, des associations de juristes francophones et des communautés afin d'offrir et de promouvoir des services mieux adaptés aux différentes clientèles francophones.

2.9 SECTEUR PRIVÉ > Les entreprises privées s'affichent en plus grand nombre et de façon exemplaire dans les deux langues officielles, et elles servent leur clientèle francophone dans leur langue, partout au pays, grâce aux...

pressions, aux outils mis à leur disposition et aux campagnes de sensibilisation sur la valeur ajoutée du bilinguisme menées par les organismes francophones, les différents ordres de gouvernement et les chambres de commerce.

2.10 SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX > Les francophones et les Acadiens de tout âge reçoivent, dans leur langue, un continuum de services sociaux et de santé de qualité qui portent notamment sur les déterminants de la santé (p. ex. sports, loisirs, pratiques culturelles, information) partout au pays grâce aux...

efforts concertés des organismes communautaires qui œuvrent en santé et en services sociaux, et des différents ordres de gouvernement.

2.11 MILIEUX DE PROXIMITÉ > Les francophones et les Acadiens vivent une riche vie communautaire, sociale, culturelle, sportive et de loisirs grâce aux...

efforts des organismes communautaires, des conseils scolaires, des municipalités et des autres ordres de gouvernement afin d'offrir un paysage linguistique respectueux des CFA et de leur diversité, de regrouper et de réseauter leurs institutions, leurs services, leurs lieux de rencontre et d'expression, et d'attirer et d'intégrer les nouveaux arrivants (migrants ou immigrants) et les différents groupes ethnoculturels.

3^e CHANTIER – NOTRE GOUVERNANCE : ENSEMBLE ET EFFICACES!

Le chantier *Notre gouvernance* traite de la vision à suivre et des meilleures façons de s'organiser collectivement et de mobiliser les citoyennes et les citoyens francophones pour y arriver. Il s'agit de se donner des cibles pour parachever la complétude institutionnelle francophone, de viser les secteurs où l'on souhaite acquérir ou renforcer la gouvernance francophone (municipale, scolaire, santé, etc.), d'identifier les moyens de renforcer le leadership, la légitimité, le capital humain, tout en tenant compte de la diversité de la francophonie. Il faut aussi identifier les meilleurs moyens de concertation, de partenariat, de financement et de partage des ressources entre les différents secteurs et les différentes CFA.

CONSTAT

Les CFA assurent une gouvernance communautaire en français de plusieurs aspects de leur vie et de leur développement. Étant donné le nombre accru d'organismes et de secteurs qu'ils couvrent au sein des CFA, il est clair que la complétude institutionnelle est plus que jamais à leur portée. La FCFA du Canada, par exemple, a presque doublé le nombre de ses membres depuis 1988. Cela marque l'ascension des secteurs comme l'alphabétisation des adultes et l'alphabétisation familiale, la presse et les radios communautaires, les juristes, les parents, la santé et les personnes âgées. Il reste certes des domaines-clés où la gouvernance

francophone doit encore être approfondie. C'est notamment le cas en santé, où les institutions n'ont pas toujours un mandat clair en français, et en éducation, où les liens avec la communauté (et l'électorat) ne sont pas toujours vigoureux. C'est aussi le cas en ce qui concerne les municipalités dont un grand nombre n'ont toujours pas de politique linguistique ni de services favorisant la vie en français.

D'ailleurs, cette expansion n'est pas sans poser ses propres défis. La multiplication du nombre d'organismes (qui s'élevait à plus de 800 en 2005) n'a pas été suivie par une croissance équivalente des ressources financières, du bénévolat et des compétences professionnelles nécessaires à leur fonctionnement. De plus, les secteurs travaillent souvent en silos; la concertation et le partenariat nécessaires à une convergence des actions exigent donc un effort supplémentaire. On déplore souvent le manque de vision d'ensemble de cette armada d'organismes communautaires.

La qualité de la gouvernance francophone soulève aussi des questions. Devant le constat d'une mobilisation tiède des francophones, il faut réfléchir à la légitimité et au leadership de leurs instances de gouvernance. Comment opérer un rapprochement entre les citoyens francophones et acadiens et les organismes communautaires qui relaient leurs intérêts ? Certaines communautés ont tenté l'innovation : la communauté fransaskoise expérimente depuis quelques années une gouvernance représentative, sociocratique et synergique; la communauté franco-ontarienne a adopté une gouvernance plus inclusive; et la communauté acadienne du Nouveau-Brunswick jongle avec l'idée d'un nouveau modèle.

Enfin, les organismes des CFA sont confrontés au nécessaire ressourcement de leur capital humain afin de mieux répondre aux exigences de leur travail de développement (p. ex., des compétences en planification, en gestion, en communication et en évaluation), de former et d'intégrer progressivement la relève.

Malgré ses acquis, la gouvernance communautaire apparaît donc comme un chantier qui est loin d'être terminé.

SCÉNARIO ENVISAGÉ POUR 2017

En 2017, les CFA ont une vision claire de leur avenir à l'échelle nationale et elles suivent le Plan stratégique communautaire pancanadien issu du Sommet de 2007. Leur leadership véhicule l'image d'une francophonie diversifiée, à l'écoute de toutes ses composantes, et il rejoint ainsi les citoyennes et les citoyens. Les organismes porte-parole et sectoriels à tous les niveaux ont des mandats actualisés, sont solidaires et travaillent de concert afin de répondre aux besoins et aux aspirations

des CFA. Ils disposent de ressources financières adéquates et de ressources humaines bien formées pour réaliser ces mandats. Les CFA consolident la gouvernance francophone de leurs institutions stratégiques (municipales, scolaires, de santé et de services sociaux) et elles étendent cette gouvernance à d'autres secteurs-clés.

RÉSULTATS STRATÉGIQUES À ATTEINDRE

3.1 VISION ET LEADERSHIP > Les CFA se sont donné, lors du Sommet de 2007, une vision d'avenir fondée sur leurs capacités d'agir dans tous les domaines de leur développement afin de pouvoir vivre et s'épanouir en français, et de contribuer ainsi à l'essor du Canada. Elles ont entamé l'élaboration d'un Plan stratégique communautaire qui devra être mené à terme grâce à...

l'engagement et la concertation des organismes communautaires francophones régionaux, provinciaux, territoriaux et nationaux, et à la coordination assurée par la FCFA du Canada.

3.2 LÉGITIMITÉ > Les citoyens et les citoyennes appuient les organismes locaux, régionaux, provinciaux, territoriaux et nationaux des CFA grâce à...

leurs modalités de participation, de représentation et de gouvernance qui interpellent et engagent la population dans toute sa diversité.

3.3 CONCERTATION ET SOLIDARITÉ > Les résultats stratégiques des CFA sont en bonne voie de réalisation grâce à...

un effort concerté et solidaire des organismes et des institutions communautaires afin de partager et de gérer les ressources de façon judicieuse.

3.4 CAPITAL HUMAIN > Les élus, le personnel et les membres bénévoles des organismes et des institutions communautaires ont amélioré leurs compétences et leur efficacité grâce à...

des mesures de recrutement, de rétention et de formation continue prises dans toutes les CFA par une variété d'instances, dont les groupes d'alphabétisation des adultes, les écoles et les établissements d'enseignement postsecondaire francophones.

3.5 GOUVERNANCE MUNICIPALE > Dans les municipalités où l'on trouve des CFA, ces dernières s'assurent de leur pleine participation à la gouvernance municipale grâce notamment à...

la mise en place d'un mécanisme national de concertation sur la gouvernance municipale francophone.

3.6 GOUVERNANCE SCOLAIRE > Les conseils scolaires francophones sont solidement implantés partout au pays et ils rallient les communautés, en particulier les jeunes, grâce à...

la mise en œuvre du *Plan d'action – article 23 afin de compléter le système scolaire de langue française au Canada*, sous le leadership de la Fédération nationale des conseils scolaires francophones, de concert avec les communautés, les ministères de l'Éducation et le gouvernement fédéral.

3.7 GOUVERNANCE EN SANTÉ ET EN SERVICES SOCIAUX > Les régies régionales, les établissements et les groupes communautaires offrent des services sociaux et de santé en français grâce aux...

mécanismes de gouvernance établis spécifiquement par et pour les francophones, mais aussi à la participation des francophones aux mécanismes communs de gouvernance ainsi qu'à la formation en santé dispensée en français.

3.8 NOUVELLES CIBLES DE GOUVERNANCE > Les francophones et les Acadiens exercent un contrôle accru sur leur développement et leur épanouissement grâce aux...

institutions dont ils ont nouvellement acquis la gouvernance à la suite d'un effort concerté, par exemple dans les secteurs de la petite enfance, de l'enseignement postsecondaire, de la jeunesse, de la culture et du développement social.

4^e CHANTIER – NOTRE INFLUENCE : ENGAGÉS, ÉCOUTÉS ET ENTENDUS!

Le chantier *Notre influence* porte sur les moyens que les CFA doivent prendre pour exercer une influence conséquente sur les lieux de pouvoir politique. Il s'agit pour elles d'obtenir la reconnaissance, la pleine mise en œuvre et la bonification de leurs droits linguistiques, de développer les formes de leur participation (paritaire, partagée, tripartite, quadripartite, etc.) à la gouvernance publique des différents ordres de gouvernement, de renforcer leur engagement politique, de développer des relations privilégiées avec leurs concitoyens anglophones du Canada, le Québec et la francophonie internationale.

CONSTAT

Les CFA ne contrôlent pas certains aspects de la vie publique qui les concernent, mais elles exercent une influence sur les pouvoirs et les lieux de gouvernance publique. Elles ont raffermi leur position sur l'échiquier canadien au cours des dernières décennies grâce aux luttes, en particulier juridiques, qu'elles ont menées. C'est ainsi qu'elles ont obtenu des clarifications quant à leurs droits linguistiques dans le cadre de plusieurs jugements de la Cour suprême du Canada (p. ex. les arrêts *Forest*, *Mercure*, *Mahé*, *Beaulac*, *Arsenault-Cameron*). Il reste évidemment des causes à défendre et le renouvellement de la partie VII de la *Loi sur les langues officielles* en 2005 devrait être favorable à cet égard.

L'influence politique des CFA n'emprunte évidemment pas uniquement la voie des recours juridiques. Leurs intérêts doivent aussi être relayés politiquement à tous les ordres de gouvernement par des élus engagés, issus des communautés. Élus et leaders des CFA doivent agir afin que ces gouvernements ne retombent pas dans le désintéressement à l'endroit des langues officielles qui a marqué les années 1990. Le *Plan d'action pour les langues officielles* du gouvernement fédéral tire à sa fin et il doit être reconduit, quel que soit le parti au pouvoir. D'autres joueurs ont récemment manifesté un intérêt envers la francophonie canadienne : les provinces et les territoires s'affichent favorablement par le truchement de la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne. Le Québec a lancé sa récente *Politique en matière de francophonie canadienne*. Voilà autant de nouvelles occasions de partenariat à saisir.

L'influence politique des CFA doit aussi se jouer au plan administratif, dans le cadre des diverses instances de gouvernance partagée avec les institutions gouvernementales qui leur sont ouvertes. Les acquis dans les secteurs des ententes Canada-communauté, de l'éducation, de l'immigration, du développement économique et de la santé montrent la voie à suivre pour les autres secteurs.

Enfin, les CFA peuvent jouer de leur influence en sensibilisant leurs concitoyens anglophones à leurs réalités et en prenant part aux échanges qui se produisent à l'échelle de la francophonie internationale. Si l'influence politique des CFA peut désormais emprunter plusieurs voies, l'engagement collectif n'en demeure pas moins une condition plus que jamais nécessaire.

SCÉNARIO ENVISAGÉ POUR 2017

En 2017, les CFA sont engagées, écoutées et entendues. Leurs droits linguistiques sont reconnus, mis en œuvre et bonifiés, et ils servent à l'élaboration des politiques. Le Plan stratégique communautaire des CFA, issu du

Sommet de 2007, guide les interventions de tous les ordres de gouvernement. Les élus issus des CFA exercent un leadership au sein des gouvernements en ce qui concerne le développement de la francophonie canadienne. Les représentantes et les représentants des CFA participent aux grandes orientations et au suivi des programmes gouvernementaux au sein des instances de gouvernance partagée dans les secteurs-clés de leur développement. Le gouvernement du Québec et les CFA maintiennent des relations privilégiées, et ils alimentent un espace francophone canadien. Les CFA créent des ponts avec leurs concitoyens anglophones. Les CFA sont présentes sur la scène internationale.

RÉSULTATS STRATÉGIQUES À ATTEINDRE

4.1 DROITS LINGUISTIQUES > Les droits linguistiques des CFA, principalement ceux découlant de la *Charte canadienne des droits et libertés*, des principes constitutionnels non écrits, de la *Loi sur les langues officielles* du Canada, notamment sa partie VII, et des diverses lois et politiques provinciales et territoriales, sont respectés et bonifiés par les gouvernements, le tout grâce à...

la promotion de ces droits auprès de la population canadienne et du public francophone et acadien, au soutien accordé par le gouvernement fédéral aux recours juridiques, aux mesures de réparation visant les communautés et aux clauses linguistiques dans les ententes fédérales-provinciales-territoriales.

4.2 ENGAGEMENT POLITIQUE > L'engagement politique des CFA s'est accentué grâce au...

nombre accru d'élus francophones à tous les ordres de gouvernement et aux actions de sensibilisation et de formation politiques menées par les organismes communautaires.

4.3 GOUVERNANCE PARTAGÉE > Les CFA participent pleinement à l'élaboration des politiques publiques qui touchent à leur développement grâce à...

la mise en place d'instances de gouvernance partagée dans les secteurs-clés de développement dont la petite enfance, l'éducation, l'alphabétisation des adultes et l'alphabétisation familiale, le développement économique, les infrastructures et les municipalités, les ressources humaines, l'immigration, la santé, la justice, le développement social, les arts, la culture et le patrimoine, et les affaires étrangères relatives à la francophonie.

4.4 GOUVERNEMENT FÉDÉRAL > Les CFA reçoivent un appui équitable et continu de la part des institutions fédérales pour assurer leur développement, leur épanouissement et la valorisation de la dualité linguistique grâce au...

plan global et horizontal d'appui aux langues officielles du gouvernement fédéral, qui s'engage envers le Plan stratégique communautaire issu du Sommet de 2007.

4.5 PROVINCES ET TERRITOIRES > Les CFA reçoivent un appui structurant des provinces et des territoires grâce à...

l'engagement de ceux-ci à l'égard du Plan stratégique communautaire issu du Sommet de 2007, à leur participation à diverses tables de concertation sur le développement des CFA, notamment la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne, et à la reconnaissance des droits linguistiques dans les ententes fédérales-provinciales-territoriales.

4.6 MUNICIPALITÉS > Les CFA sont parties prenantes des politiques municipales pour ce qui touche à leur vitalité et elles reçoivent un appui des municipalités grâce à...

l'engagement de ces dernières envers les objectifs fixés dans le Plan stratégique communautaire issu du Sommet de 2007.

4.7 CAPITALE DU CANADA > Les francophones et les Acadiens se reconnaissent dans leur capitale nationale grâce à...

la déclaration du statut officiellement bilingue de la Ville d'Ottawa par les ordres de gouvernement concernés.

4.8 CONCITOYENS ANGLOPHONES > Nos concitoyens anglophones dans leur diversité, en particulier les diplômés de l'immersion en français, vivent et valorisent la dualité linguistique, et ils saisissent les enjeux propres aux CFA grâce aux...

relations soutenues et aux projets en collaboration entre les organismes des CFA et la société civile anglophone du Canada, notamment entre les écoles, les médias, etc.

4.9 QUÉBEC > Les CFA et le Québec entretiennent des relations constructives qui créent un espace francophone canadien et engendrent une dynamique forte en faveur de la francophonie canadienne grâce aux...

instances de concertation propres à la francophonie canadienne (comité pancanadien, comités régionaux, comité jeunesse, forum de la francophonie), aux échanges entre citoyens et au leadership exercé par le gouvernement du Québec en faveur de la francophonie canadienne.

4.10 FRANCOPHONIE INTERNATIONALE > Les CFA sont reconnues et influentes à l'échelle de la francophonie internationale grâce à...

leur participation formelle à certaines instances internationales (telles que le Sommet de la Francophonie, le Réseau des ONG de l'espace francophone), leur visi-

bilité dans les colloques internationaux, leur représentation dans les ambassades et les consulats canadiens, aux actions de promotion à l'étranger par leurs gouvernements et par l'influence des nouveaux arrivants, et aux nombreux projets de coopération internationale qu'elles mènent.

5^e CHANTIER – NOTRE DÉVELOPPEMENT : INVESTIR, INNOVER, RÉUSSIR!

Le chantier *Notre développement* concerne les actions à entreprendre en priorité pour renforcer la vitalité économique des CFA. Comment mieux participer à la gouvernance de notre développement économique et contribuer à un espace économique francophone ? Quels sont les moyens à mettre en place pour rehausser les conditions socioéconomiques des CFA et pour assurer le développement des régions périphériques qui subissent l'exode ? Comment soutenir la création d'emplois en français et l'entrepreneuriat, attirer des immigrants investisseurs dans nos communautés, développer notre capital humain, favoriser des échanges entre les entreprises francophones des CFA, du Québec et de la francophonie internationale ? Comment, en même temps, accroître notre capacité à créer de la richesse et garantir un développement équitable et responsable face à l'environnement ?

CONSTAT

Le développement économique a toujours été au cœur de l'expérience francophone et acadienne au Canada. Les CFA se sont progressivement donné plusieurs genres d'organisations tels les coopératives, les chambres de commerce, les conseils économiques, etc. L'expérience des communautés francophones est différente de celle de la majorité. Dans le passé, le mouvement coopératif a joué un rôle central dans plusieurs CFA, mais il est globalement en déclin, même s'il tente de se régénérer sous des formes innovatrices (radios communautaires, coops funéraires, de travailleurs, de santé, etc.).

Depuis une dizaine d'années, les acteurs économiques des CFA ont développé le Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE), qui est aujourd'hui maître d'œuvre de plusieurs stratégies à l'échelle canadienne. Une douzaine d'institutions fédérales y contribuent, de façon inégale, en participant à un comité paritaire sur le développement économique et l'employabilité des CFA.

L'une des difficultés pour saisir avec précision les enjeux du développement économique est le manque de données spécifiques aux CFA. Les RDÉE ont récemment publié des profils socioéconomiques qui apportent un

éclairage à cet égard. Il reste cependant difficile de dire dans quelle mesure la vitalité socioéconomique des CFA se rapproche d'une égalité réelle avec la majorité.

On sait cependant qu'il y a des disparités entre les différentes CFA, puisque les régions périphériques ne sont pas favorisées de façon durable dans la nouvelle économie dite du savoir. L'exode rural et la désaffection des communautés périphériques traduisent cette tendance. L'économie axée sur les ressources qui prédomine dans plusieurs communautés est fragilisée, ce qui pose en même temps la question du développement durable et des équilibres écologiques.

Comment compenser et rétablir un certain degré de vitalité économique équitable et durable pour toutes les CFA ? Comment, ce faisant, intégrer les préoccupations grandissantes, des jeunes notamment, pour les équilibres écologiques ? Comment mieux investir dans les secteurs porteurs de l'économie du savoir, tels que les technologies de communication, les industries langagières et culturelles, les services ? Quels rôles peuvent jouer les différents ordres de gouvernement afin d'appuyer les organismes locaux et régionaux de développement économique, les services aux entreprises, le renforcement du capital humain et de son employabilité, la recherche et l'innovation ? Comment peut-on mieux faire valoir les critères particuliers qui doivent régir le soutien au développement socioéconomique des CFA, compte tenu de la modification apportée à la partie VII de la *Loi sur les langues officielles* ? Dans quelle mesure le réseautage des CFA à l'échelle canadienne, y compris avec le Québec, et à l'échelle de la francophonie internationale peut-il aider ?

SCÉNARIO ENVISAGÉ POUR 2017

En 2017, le développement économique des CFA est stimulé par un partenariat entre les différents ordres de gouvernement, les organismes communautaires, les industries culturelles et, en particulier, les organismes et les réseaux voués au développement économique communautaire. Les CFA ont stabilisé ou accru leur effectif grâce à la qualification de leur main-d'œuvre, au développement d'entreprises innovatrices, à la création d'emplois et au ralentissement de l'exode des jeunes. La capacité d'attraction accrue qui en découle permet aussi, dans nombre de cas, d'attirer des immigrants, d'enrichir la diversité des CFA et de stimuler leur vitalité démographique. Les projets établis en concertation et les relations privilégiées contribuent à créer un espace économique francophone. En étant équitable pour toutes les communautés et respectueuse des équilibres écologiques, la prospérité économique contribue à améliorer la qualité de vie des CFA.

RÉSULTATS STRATÉGIQUES À ATTEINDRE

5.1 ESPACE ÉCONOMIQUE FRANCOPHONE > Les francophones et les Acadiens contribuent à la prospérité économique du Canada grâce notamment à...

un espace économique francophone privilégié issu des efforts des organismes, des institutions et des entreprises francophones afin d'échanger, de faire affaires ensemble et de donner la possibilité de travailler en français, notamment dans les secteurs porteurs de l'économie.

5.2 GOUVERNANCE COMMUNAUTAIRE EN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE > Les CFA participent à la gouvernance de leur développement économique grâce aux...

multiples acteurs économiques communautaires, au leadership exercé sous forme d'accompagnement et de réseautage, et au soutien obtenu des différents ordres de gouvernement.

5.3 POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL > Les CFA touchées par l'exode se redressent grâce aux...

mesures d'appui et d'investissement en développement économique communautaire mises en place dans une vision commune par les différents ordres de gouvernement, les institutions et les organismes communautaires, les industries culturelles et le secteur privé.

5.4 CAPITAL HUMAIN > Le niveau d'alphabétisme (littératie), la qualification et les compétences, le recrutement et la rétention de la main-d'œuvre et l'entrepreneuriat rendent les CFA compétitives grâce aux...

mesures de reconnaissance des acquis et d'apprentissage tout au long de la vie mises en place par des partenariats entre les différents ordres de gouvernement, les établissements d'enseignement et de formation, les communautés et le secteur privé.

5.5 ÉCONOMIE ET ÉQUITÉ SOCIALE > Les conditions socioéconomiques au sein même des CFA sont plus équitables pour les différentes catégories sociales grâce aux...

efforts des intervenants communautaires et gouvernementaux afin d'intégrer des critères d'équité sociale dans les plans et les mesures de développement économique.

5.6 DÉVELOPPEMENT DURABLE > Pour favoriser une plus grande qualité de vie, les équilibres écologiques au sein et autour des CFA sont préservés grâce aux... efforts des intervenants communautaires et gouvernementaux afin d'intégrer des critères d'équilibre écologique dans les plans et les mesures de développement.

5.7 RÉSEAUTAGE > Les acteurs économiques des CFA maximisent leurs ressources et développent leurs connaissances, leur savoir-faire et de nouveaux marchés grâce notamment aux...

échanges, aux partenariats, aux jumelages, aux structures et aux projets conjoints qu'ils réalisent avec d'autres communautés francophones, acadiennes et québécoises, ainsi qu'avec des communautés de la francophonie internationale.

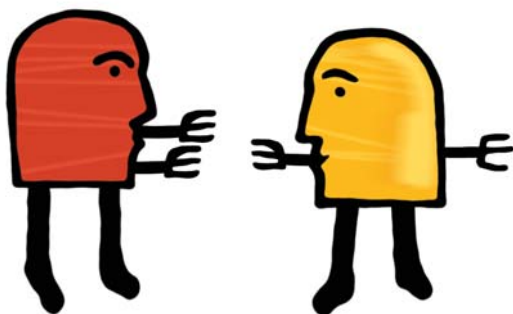
5.8 IMMIGRANTS > Les CFA, y compris celles en milieu rural ou éloignées des grands centres, bénéficient de l'apport socioéconomique et des investissements des immigrants grâce aux...

initiatives communautaires et gouvernementales de recrutement, d'accueil, d'établissement, d'intégration et de rétention d'immigrants d'expression française dans les CFA.

RÉSULTAT COMPLÉMENTAIRE : LA RECHERCHE

6.1 RECHERCHE > Les choix stratégiques des CFA pour réaliser leur développement et leur épanouissement s'appuient sur des faits, des connaissances et des pratiques exemplaires grâce à...

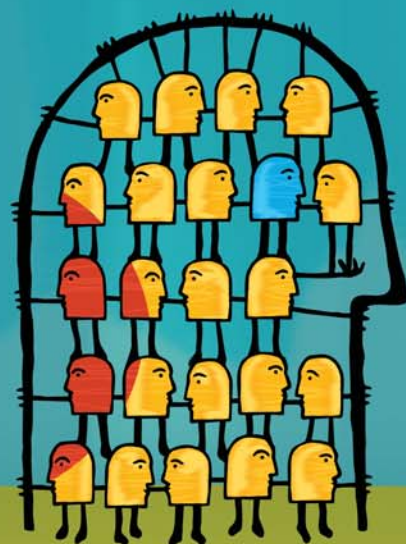
la recherche (fondamentale, appliquée et recherche-action), aux bases de données d'enquêtes et aux évaluations réalisées par les institutions de recherche et gouvernementales, avec la collaboration des communautés, et rendues accessibles.



> 04 DÉCLARATION FINALE

Ottawa, le 3 juin 2007

Le Sommet des communautés francophones et acadiennes, tenu à Ottawa du 1^{er} au 3 juin 2007, a regroupé 750 participants et participantes, y compris des représentants et représentantes d'organismes et d'institutions communautaires et de tous les paliers de gouvernement, dans le but de définir leur projet collectif. Au terme de ces délibérations, les organismes et institutions déclarent ce qui suit : ►



Attendu que les francophones sont profondément enracinés en terre canadienne depuis plus de quatre siècles et que, principalement issus de leurs foyers historiques de l'Acadie et du Québec, ils occupent aujourd'hui l'ensemble du territoire canadien;

Attendu que les francophones ont participé à fonder le Canada, à développer ses valeurs fondamentales, à créer son caractère culturel distinct et à façonner l'identité canadienne et qu'ils souhaitent continuer à contribuer activement à l'essor de ce pays;

Attendu que le Canada se caractérise aujourd'hui par sa dualité linguistique et que le gouvernement du Canada s'est engagé à favoriser l'épanouissement de ses minorités francophones, à appuyer leur développement et à promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage du français dans la société canadienne;

Attendu que les communautés francophones et acadiennes forment, avec le Québec, la francophonie canadienne et qu'elles souhaitent resserrer leurs liens avec la société civile et les institutions publiques québécoises;

Attendu que les communautés francophones et acadiennes rassemblent une diversité ethnoculturelle qui a en partage la langue et des cultures d'expression française, qu'elles font partie de la francophonie internationale et qu'elles sont résolument tournées vers l'avenir;

Attendu que les communautés francophones et acadiennes sont engagées à créer des espaces de dialogue avec les autres composantes de la société canadienne et particulièrement avec les peuples autochtones, les communautés ethnoculturelles et les autres Canadiennes et Canadiens qui utilisent et/ou valorisent le français comme langue de communication;

Attendu que les communautés francophones et acadiennes disposent de leurs propres organismes et institutions qui contribuent à leur développement et à leur épanouissement dans de nombreux secteurs, dont les arts et la culture, l'éducation préscolaire, primaire, secondaire et postsecondaire, la formation et l'alphabétisation, la santé et les services sociaux, le développement économique, les affaires et la coopération, les médias communautaires, l'immigration et les relations interculturelles, la promotion et la défense des droits, la justice et la politique, la coordination des efforts communautaires, la recherche, la petite enfance et la famille, la jeunesse, les femmes et les aînés;

Attendu que ces organismes et institutions sont engagés à ce que tous les citoyens et citoyennes qui s'identifient à la francophonie canadienne puissent grandir, s'instruire, communiquer, s'informer, travailler, créer, participer à la vie citoyenne et se gouverner, vivre en santé, se divertir et voyager en français;

Attendu que le Sommet a permis aux communautés francophones et acadiennes de définir le projet de société qu'elles mettront en œuvre au cours des dix prochaines années, notamment par les chantiers suivants :

A. NOTRE POPULATION > un nombre accru de francophones et d'Acadiens, grâce à des politiques de soutien à la famille et à l'immigration, à des mesures d'accueil et d'intégration des nouveaux arrivants, à des mesures d'inclusion de tous les membres des familles exogames et de tous ceux et celles qui ont le français en partage, et des identités francophones et acadiennes renforcées notamment par des initiatives culturelles, artistiques et éducatives;

B. NOTRE ESPACE > les capacités de nos communautés à créer ou à renforcer les infrastructures, les services et les activités dans les domaines du développement de la petite enfance et de la jeunesse, de l'alphabétisation et des communications, des arts et de la culture, des écoles et des établissements postsecondaires, des services gouvernementaux, de justice et de santé, afin de se doter d'espaces de vie en français;

C. NOTRE GOUVERNANCE > une vision claire qui guide un leadership fort, inclusif et légitime auprès des communautés; une gouvernance francophone plus solide aux niveaux municipal, scolaire et dans le domaine de la santé; des organismes et des institutions qui travaillent de concert et en partenariat, qui s'appuient sur l'engagement de la jeunesse et qui renforcent leur capital humain;

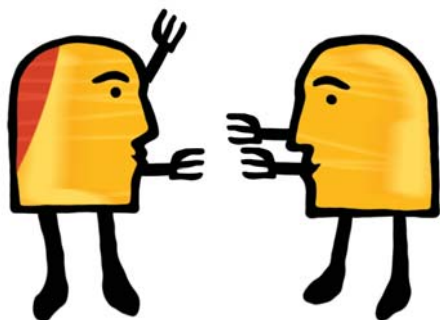
D. NOTRE INFLUENCE > le respect intégral de nos droits linguistiques et du principe de l'égalité réelle; un soutien gouvernemental durable à notre projet collectif; une participation paritaire à la gouvernance des institutions publiques clés et des relations enrichissantes avec la majorité anglophone, le Québec, les communautés ethnoculturelles et la Francophonie mondiale;

E. NOTRE DÉVELOPPEMENT > une prospérité économique équitable, solidaire et responsable au niveau écologique qui s'appuie sur un espace économique francophone, une gouvernance communautaire de notre développement économique, des politiques de développement économique régional, un capital humain compétitif, un réseautage intense des acteurs économiques francophones, l'apport d'immigrants et une recherche innovante.

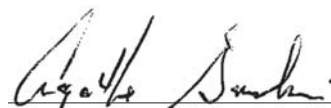
LES 33 ORGANISMES ET INSTITUTIONS SIGNATAIRES,

1. s'engagent à travailler de concert afin de doter, avant la fin de 2007, les communautés francophones et acadiennes d'un Plan stratégique communautaire qui reflète et concrétise les orientations issues du Sommet;
2. s'engagent à mettre en œuvre, dans le respect des mandats de chacun, ce Plan stratégique communautaire au cours des dix prochaines années;
3. sollicitent la participation et le soutien des gouvernements du Canada, des provinces et des territoires, des municipalités et de leurs institutions dans la mise en œuvre du Plan stratégique communautaire;
4. font appel à la société canadienne afin qu'elle accueille positivement la contribution des communautés francophones et acadiennes à l'essor du Canada.

Signée à Ottawa, en ce 3 juin 2007, à l'issue du Sommet des communautés francophones et acadiennes.




ALLIANCE DES FEMMES DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE


Agathe Gaulin, présidente


ALLIANCE DES RADIOS COMMUNAUTAIRES DU CANADA


Roger Ouellette, président

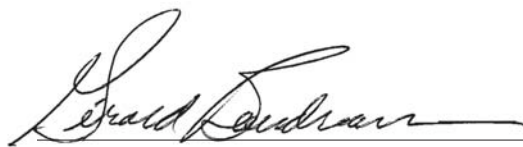
ASSEMBLÉE COMMUNAUTAIRE FRANSASKOISE


Michel Dubé, président

ASSEMBLÉE DE LA FRANCOPHONIE DE L'ONTARIO


Mariette Carrier-Frasér, présidente

ASSOCIATION CANADIENNE D'ÉDUCATION DE LANGUE FRANÇAISE

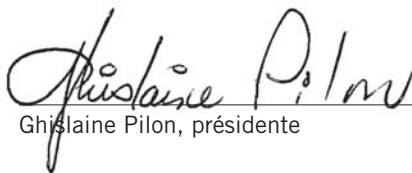

Gérald Boudreau, président

ASSOCIATION CANADIENNE-FRANÇAISE DE L'ALBERTA



Jean Johnson, président

COMMISSION NATIONALE DES PARENTS FRANCOPHONES



Ghislaine Pilon, présidente

ASSOCIATION DE LA PRESSE FRANCOPHONE



Sylviane Lanthier, présidente

CONSORTIUM NATIONAL DE FORMATION EN SANTÉ



Harley d'Entremont, membre du Conseil d'administration

ASSOCIATION DES FRANCOPHONES DU NUNAVUT



Daniel Guerrier, directeur général

CONSEIL CANADIEN DE LA COOPÉRATION



Brigitte Gagné, directrice générale

ASSOCIATION DES UNIVERSITÉS DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE



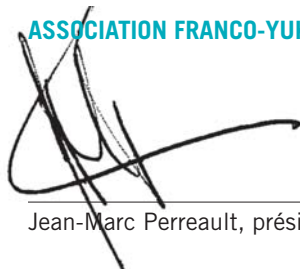
Raymond Tremblay, membre du Conseil d'administration

FÉDÉRATION ACADIENNE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE



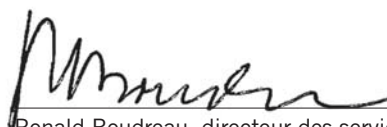
Désiré Boudreau, président

ASSOCIATION FRANCO-YUKONNAISE



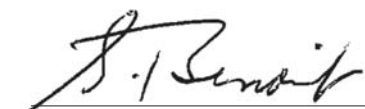
Jean-Marc Perreault, président

FÉDÉRATION CANADIENNE DES ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS



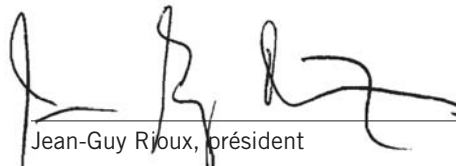
Ronald Boudreau, directeur des services aux francophones

**FÉDÉRATION CANADIENNE POUR L'ALPHABÉTISATION
EN FRANÇAIS**



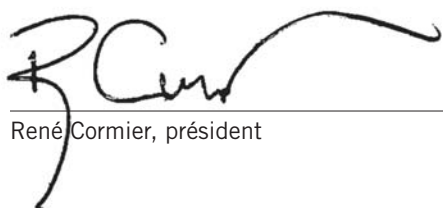
Suzanne Benoit, présidente

**FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES ET
ACADIENNE DU CANADA**



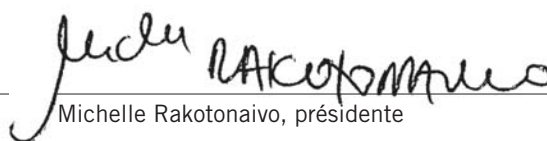
Jean-Guy Rioux, président

FÉDÉRATION CULTURELLE CANADIENNE-FRANÇAISE



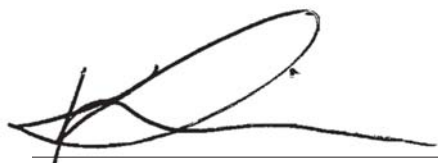
René Cormier, président

**FÉDÉRATION DES FRANCOPHONES DE
LA COLOMBIE-BRITANNIQUE**



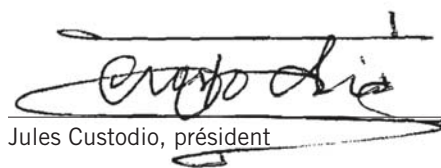
Michelle Rakotonaivo, présidente

FÉDÉRATION DE LA JEUNESSE CANADIENNE-FRANÇAISE



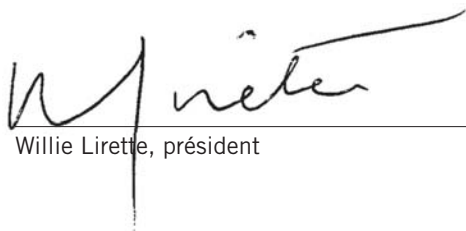
Karlynn Grenier, présidente

**FÉDÉRATION DES FRANCOPHONES DE TERRE-NEUVE
ET DU LABRADOR**



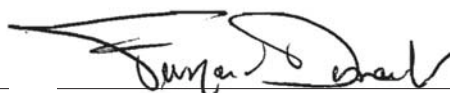
Jules Custodio, président

**FÉDÉRATION DES AÎNÉES ET AÎNÉS FRANCOPHONES
DU CANADA**



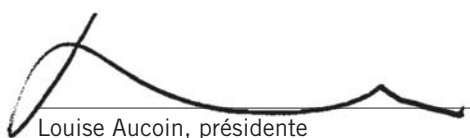
Willie Lirette, président

FÉDÉRATION FRANCO-TÉNOISE



Fernand Denault, président

**FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DE JURISTES
D'EXPRESSION FRANÇAISE DE COMMON LAW**



Louise Aucoin, présidente

**FÉDÉRATION NATIONALE DES CONSEILS SCOLAIRES
FRANCOPHONES**



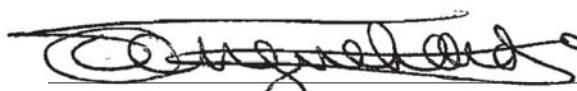
Ernest Thibodeau, président

FONDATION CANADIENNE POUR LE DIALOGUE DES CULTURES



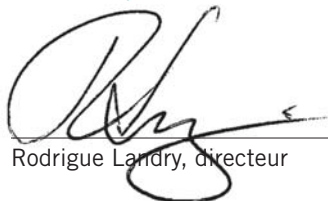
Marc Arnal, président

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'ACADIE



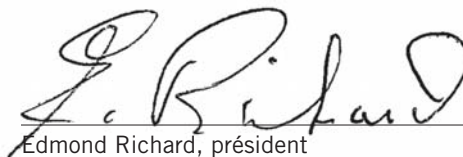
Françoise Enguehard, présidente

L'INSTITUT CANADIEN DE RECHERCHE SUR LES MINORITÉS LINGUISTIQUES



Rodrigue Landry, directeur

SOCIÉTÉ SAINT-THOMAS-D'AQUIN



Edmond Richard, président

RÉSEAU DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET D'EMPLOYABILITÉ



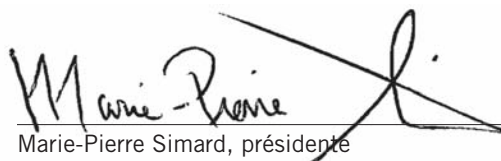
Roger Lavoie, directeur général

SOCIÉTÉ SANTÉ EN FRANÇAIS



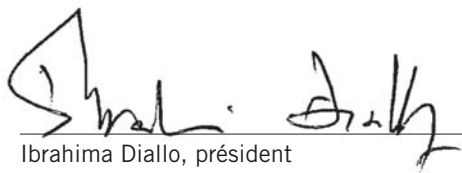
Nicole Lafrenière-Davis, membre du Conseil d'administration

SOCIÉTÉ DES ACADIENS ET ACADIENNES DU NOUVEAU-BRUNSWICK

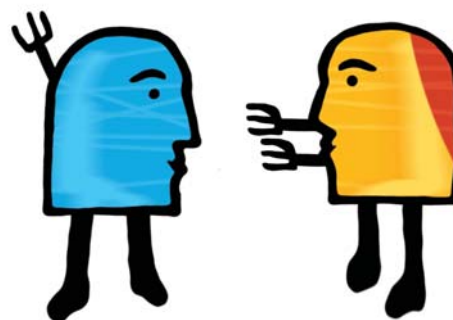


Marie-Pierre Simard, présidente

SOCIÉTÉ FRANCO-MANITOBAINE



Ibrahima Diallo, président



LES SIGNATAIRES DE LA DÉCLARATION OFFICIELLE DU SOMMET, LE 3 JUIN 2007 À L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA >



Photo : Gilles Comtois

1^{ère} RANGÉE

Sylviane Lanthier
Présidente (APF)

Ghislaine Pilon
Présidente (CNPf)

Jean-Guy Rioux
Président (FCFA)

Michelle Rakotonaivo
Présidente (FFCB)

2^e RANGÉE

Edmond Richard
Président (SSTA)

Agathe Gaulin
Présidente (AFFC)

Roger Ouellette
Président (ARC)

Mariette Carrier-Fraser
Présidente (AFO)

Gérald C. Boudreau
Président (ACELF)

Fernand Denault
Président (FFT)

Jean Johnson
Président (ACFA)

Ibrahima Diallo
Président (SFM)

Daniel Cuerrier
Directeur général (AFN)

3^e RANGÉE

Brigitte Gagné
Directrice générale (CCC)

Nicole Lafrenière-Davis
Membre du conseil
d'administration (SSF)

Suzanne Benoît
Présidente (FCAF)

Ronald Boudreau
Directeur des services
aux francophones (FCE)

Marie-Pierre Simard
Présidente (SAANB)

René Cormier
Président (FCCF)

Françoise Enguehard
Présidente (SNA)

Jules Custodio
Président (FFTNL)

Ernest Thibodeau
Président (FNSCF)

Louise Aucoin
Présidente (FAJEF)

Karlynn Grenier
Présidente (FJCF)

4^e RANGÉE

Michel Dubé
Président (ACF)

Harley d'Entremont
Membre du conseil
d'administration (CNFS)

Désiré Boudreau
Président (FANE)

Marc Arnal
Président (Dialogue)

Willie Lirette
Président (FAAFC)

Rodrigue Landry
Directeur (ICRML)

Jean-Marc Perreault
Président (AFY)

Simon Proulx
Membre du conseil
d'administration (RDÉE)

CONCLUSION

Le Sommet des communautés francophones et acadiennes de juin 2007 a été longuement préparé par la FCFA et un comité directeur. Il a été nourri par les écrits et les réflexions des observateurs et des acteurs de la scène francophone canadienne. Il a culminé les 1^{er}, 2 et 3 juin par des travaux en ateliers, des célébrations et une déclaration finale des plus mobilisatrices. Le Sommet est définitivement considéré comme un succès compte tenu de la large participation, de la qualité des discussions, des résultats stratégiques, de la déclaration d'engagement des organismes communautaires et de la couverture médiatique auxquels il a donné lieu. Enthousiasmés, les participants au Sommet ont très positivement évalué l'événement et ont eu la sagesse de souligner que ce succès devait absolument faire l'objet de suivis pour être durable¹¹⁷.

Le Comité directeur qui a piloté l'organisation du Sommet remet le présent rapport à la FCFA. Plusieurs pistes de suivi s'en dégagent. Il faut maintenir le *momentum* créé par la mobilisation et l'enthousiasme entourant le Sommet. Pour ce faire, il importe d'informer les participantes et les participants au Sommet, notamment en leur distribuant le compte rendu de leurs travaux. Quant aux 33 organismes et institutions signataires de la Déclaration finale qui ont ainsi pris l'engagement moral de donner suite au Sommet, il leur revient de mettre en place des mécanismes de suivi auxquels ils participeront de façon concertée. Le Sommet a dégagé un énoncé de vision, des principes directeurs et une quarantaine de résultats stratégiques à atteindre, qui doivent maintenant être priorisés et agencés dans un Plan stratégique communautaire. C'est par la suite à l'égard de ce plan que tous les intervenants communautaires et gouvernementaux seront appelés à se positionner.

Un grand bout de chemin a été parcouru au cours des deux dernières années. Mille regards visent aujourd'hui le même horizon et prennent la mesure des défis à relever pour s'y rendre.

¹¹⁷ Voir en annexe l'évaluation du Sommet soumise par le Centre canadien de leadership en évaluation inc.

> ANNEXES

Liste des organismes ayant soumis un mémoire au Sommet des communautés francophones et acadiennes 2007

Liste des participantes et des participants au Sommet

Sommaire exécutif de l'Évaluation du Sommet par le Centre canadien de leadership en évaluation inc.

Revue de presse du Sommet

LISTE DES ORGANISMES AYANT SOUMIS UN MÉMOIRE AU SOMMET DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES ET ACADIENNES 2007 >

Nous remercions les organisations qui ont généreusement participé aux rencontres de concertation du comité directeur qui ont eu lieu en Alberta, en Ontario, en Nouvelle-Écosse et au Québec, ainsi que tous les organismes qui ont présenté des mémoires sur les enjeux du Sommet.

Alliance des femmes de la francophonie canadienne (AFFC)

Alliance des radios communautaires du Canada (ARC)

Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF)

Assemblée communautaire fransaskoise (ACF)

Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA)

Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO)

Association franco-yukonnaise (AFY)

Association jeunesse fransaskoise (AJF)

Consortium national de formation en santé (CNFS)

Commission nationale des parents francophones (CNPF)

Fédération des associations de juristes d'expression française (FAJEF)

Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF)

Fédération culturelle canadienne-française (FCCF)

Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE)

Fédération des aînées et aînés francophones du Canada (FAAFC)

Fédération des francophones de la Colombie-Britannique (FFCB)

Fédération des francophones de Terre-Neuve et Labrador (FFTNL)

Fédération franco-ténoise (FFT)

Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques (ICRML)

Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE)

Société franco-manitobaine (SFM)

Société des Acadiens et des Acadiennes du Nouveau-Brunswick (SAANB)

Société Nationale de l'Acadie (SNA)

Société Saint-Thomas-d'Aquin (SSTA)

Société Santé en français (SSF)

LISTE DES PARTICIPANTES ET DES PARTICIPANTS AU SOMMET >

ALBERTA >

Arnal, Marc

Campus Saint-Jean
University of Alberta

Aunger, Edmund

Campus Saint-Jean,
University of Alberta

Batumike, Desire

Alliance Jeunesse-Famille
de l'Alberta Society (AJFAS)

Beaubien, Yvan

Conseil scolaire du Sud de l'Alberta

Beaudry, Denise

Bergeron, Fernande

Association des juristes d'expression
française de l'Alberta

Bergeron, Rachelle

Bertrand, Alain

Patrimoine canadien

Bissonnette, Gérard

Association canadienne-française
de l'Alberta

Blanchet, Martin

Boucher, Anne-Marie

Conseil scolaire du Sud de l'Alberta

Brassard, Éric

Buret, Nicole

Fédération nationale des conseils
scolaires francophones

Cournoyer, Daniel

Fédération culturelle
canadienne-française

Damer, Allan

Fédération des associations de juristes
d'expression française de common law

Déchène Guay, Isabelle

Alliance des femmes de
la francophonie canadienne

Dentinger, Jean-Louis

Association canadienne-française
de l'Alberta

Doucette-Préville, Julien

Francophonie Jeunesse de l'Alberta

Durocher, Hervé

Association des juristes d'expression
française de l'Alberta

Forbes, Carole

Fédération des parents francophones
de l'Alberta

Gauthier, Patrice

Gauthier Vaillancourt, Chantal

ARC du Canada

Goulet, Gilbert

Fédération de la jeunesse
canadienne-française

Henri, Patrick

Association canadienne-française
de l'Alberta

Hérard, Denis

Gouvernement de l'Alberta

Johnson, Jean

Association canadienne-française
de l'Alberta

Krayenhoff, Chad

Campus Saint-Jean

Kumbakisaka, Léopold

Alliance Jeunesse-Famille de
l'Alberta Society (AJFAS)

Lambert, Karen

Association canadienne-française
de l'Alberta

Lamy-Thibodeau, Suzanne

Coalition des femmes de l'Alberta

Laroche, Guillaume

Fédération de la jeunesse
canadienne-française

Lavoie, Joël F.

Association canadienne-française
de l'Alberta

Lavoie, Lucie

Commission nationale des
parents francophones

LeBlanc, Cindie

Secrétariat francophone,
Gouvernement de l'Alberta

Léger, Rémi

Légère, Antoinette

Lehodey, Germaine

Fédération des aînées et aînés
francophones du Canada

Lemire, Henri

Liles, Mona

Campus Saint-Jean, University
of Alberta

Magnan, Denis

Fédération des aînées et aînés
francophones du Canada

Miekus, Agnès

Campus Saint-Jean,
University of Alberta

Morgan, Marie-Josée

M'Pindou, Luketa

Mufuta, Félicien

Association multiculturelle
francophone de l'Alberta

Nadeau, Sébastien

Nolette, Dolorèse

Conseil Scolaire du Nord-Ouest

Perreault, Denis

Association canadienne-française
de l'Alberta

Prévost, Suzanne

Rainville, Mariette

Fédération culturelle
canadienne-française

Saulnier, Frank

Slevinsky, Richard

Tardif, Denis

Secrétariat francophone,
Gouvernement de l'Alberta

Tellier, Yvette

Fédération des aînées et aînés
francophones du Canada

Tremblay, Ronald

Vaillancourt, Richard

Commission nationale des
parents francophones

Wandler, Jocelyne

Alliance des femmes de la
francophonie canadienne

COLOMBIE-BRITANNIQUE >

Aquin, Yves

Société francophone de Victoria

Asselin, Marie-Andrée

Fédération des parents francophones de la Colombie-Britannique

Bernier, Valérie

Gendarmerie royale du Canada

Bouffard, Paulette

Collège Éducacentre College

Chung, Jimmy

Agence du Revenu du Canada

Croze, Gilles

RDÉE Canada

Cyr, Donald

Société de développement économique de la Colombie-Britannique

Desbiens, Jean-Denis

Conseil jeunesse francophone de la Colombie-Britannique

Desjardins, Nicole

Fédération culturelle canadienne-française

Dumas, Johanne

Société Maillardville-Uni

Dussault, Marie

Alliance des femmes de la francophonie canadienne

Fortin, Lorraine

Scouts francophones de la C.-B.

Friole, Yseult

Fédération des francophones de la Colombie-Britannique

Gagnon, Pierre

Association des juristes d'expression française de la Colombie-Britannique

Gaulin, Agathe

Alliance des femmes de la francophonie canadienne

Germain, Nicole

Fédération culturelle canadienne-française

Godin, Thomas

Collège Éducacentre College

Grisé, Yolande

Bureau des affaires francophones et francophiles - Université Simon Fraser

Handelman, David

Association des juristes d'expression française de la Colombie-Britannique

Houle, Guillaume

Fédération de la jeunesse canadienne-française

Laberge, Jean

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada & Industrie Canada

Langlois, Nicole

Association des francophones de Nanaïmo

Leba, Tanniar

La Boussole

Lunardi, Chantal

Fédération des francophones de la Colombie-Britannique

Magassa, Moussa

Fédération des francophones de la Colombie-Britannique

Major, Isabelle

Gouvernement du Canada

Matifat, Michel

Société de développement économique de la Colombie-Britannique

McCutchan, Phillip

Agence du Revenu du Canada

Megelas, Nancy

Association des juristes d'expression française de la Colombie-Britannique

Mercier, Marguerite (Margo)

Association francophone de Kamloops

Mudahewuka, Evelyn Lili

Réseau-femmes Colombie-Britannique

Nawri, Jamal

Fédération des francophones de la Colombie-Britannique

Nicolai, Charles

Fédération des aînées et aînés francophones du Canada

Ouchaou-Ozarowski, Saïda

Painchaud, Régis

Visions Ouest Productions

Popov, Renée

Centre de leadership et d'aventure en nature (CLAN)

Raffaelli, Jean

ARC du Canada

Rahoerason Rakotonaivo, Roland

Rakotonaivo, Michelle

Fondation canadienne pour le dialogue des cultures

Riedle, Lucille

Association francophone de la vallée de Comox

Roy, Jean-Pierre

Industrie Canada

Sotteau, Christine

Fédération des francophones de la Colombie-Britannique

Tremblay, Joël

Société de développement économique de la Colombie-Britannique

Trépanier, Renée

Le Cercle des Canadiens-Français de Prince George

Vadnais, Chantal

Commission nationale des parents francophones

Watters, Jean

Fondation canadienne pour le dialogue des cultures

FRANCE >

Cousineau, Marc

Organisation internationale de la Francophonie

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD >

Arsenault, Bernice

Carrefour d'immigration rurale Évangéline

Arsenault, Colette

Alliance des femmes de la francophonie canadienne

Arsenault, Michelle

Carrefour d'immigration rurale Évangéline

Arsenault, Raymond J.

RDÉE Île-du-Prince-Édouard

Arsenault, Christine

RDÉE Île-du-Prince-Édouard

Basque, Jacinthe

Alliance des femmes de la francophonie canadienne

Bellefleur, Carole

RDÉE Île-du-Prince-Édouard

Bernard, Giselle

RDÉE Île-du-Prince-Édouard

Blanchard, Michelle

Le Conseil acadien de Rustico

Comeau, Louise

RDÉE Canada

Cormier, Aubrey

RDÉE Canada

DesRoches, Donald

Affaires acadiennes et francophones,
Gouvernement de l'Île-du-Prince-
Édouard

Drouin, Nicole

Fédération des parents de
l'Île-du-Prince-Édouard

Gallant, Guy

Fédération de la jeunesse
canadienne-française

Gallant, Mélina

Fédération des aînées et aînés
francophones du Canada

Gallant, Monic

Fédération culturelle de l'Î.-P.-É.

Lowther, Linda

RDÉE Canada

Maddix, Robert

Fédération nationale des conseils
scolaires francophones

Mallet, Véronique

Fédération de la jeunesse
canadienne-française

Régimbald, Yves

Richard, Edmond

Société Saint-Thomas-d'Aquin

Robichaud, Velma

ARC du Canada

Schyle-Arsenault, Rita

Fédération culturelle
canadienne-française

Soltermann, Colleen

Société Saint-Thomas-d'Aquin

Thériault, Francis

RDÉE Île-du-Prince-Édouard

Thériault, Rémi

Fédération de la jeunesse
canadienne-française

Thorne, Lizanne

Société Saint-Thomas-d'Aquin

MANITOBA >

Allain, Louis

Association canadienne
d'éducation de langue française

Allard, Michel

ARC du Canada

Audet, Mona

Pluri-elles

Barnabé-Saurette, Monique

Fédération provinciale des comités
de parents du Manitoba (FPCP)

Bazin, Diane

Beaudoin, Pierre

Beaudry, Jean-Michel

Conseil jeunesse provincial inc. (CJP)

Bédard, Annie

Bernardin, Louis

Fédération des aînées et aînés
francophones du Canada

Bernardin, Natalie

Fédération culturelle
canadienne-française

Boucher, Daniel

Société franco-manitobaine

Bruyère Diane

RDÉE Manitoba /CDEM

Caillier, Marina

Pluri-elles

Cénérini, Paul

Champagne, Agnès

Centre culturel franco-manitobain

Craft, Aimée

L'Entre-temps des Franco-
Manitobaines

Curé, Gérard

Fédération des aînés franco-
manitobains

d'Auteuil, Hélène

Commission nationale des
parents francophones

Desaulniers, Paulette

Diallo, Ibrahima

Société franco-manitobaine

Diop, Ndeye Kewe

Réseau action femmes Manitoba

Dorge, Thérèse

Dubé, Jean-Pierre

Commission nationale des parents
francophones

Dupuis, Yolande

Division scolaire franco-manitobaine

Durand, Louise

RDÉE Canada

Elbaze, Rena

Conseil de développement
économique des municipalités
bilingues du Manitoba

Fisette-Mulinaire, Camille

Association culturelle franco-
manitobaine

Fortier, Jacqueline

Consortium national de formation
en santé - volet Collège universitaire
de Saint-Boniface

Fry, Kelley

Fédération culturelle
canadienne-française

Gagnon, Stéphane

Conseil de développement
économique des municipalités
bilingues du Manitoba

Gallant, Michelle

Association des juristes d'expression
française du Manitoba

Girard, Annie

Agence nationale et internationale
du Manitoba

Hébert, Lyse

Alliance des femmes de la
francophonie canadienne

Hébert, Raymond

Collège universitaire St-Boniface

Hince, Claire

Réseau action femmes Manitoba

Jourdain, Guy

Gouvernement du Manitoba -
Secrétariat aux affaires francophones

Koblavi, Elvis

Société franco-manitobaine

Lanthier, Sylviane

Association de la presse francophone

Le Gal, Lina

Association culturelle
franco-manitobaine

Lemoine, Mona

Société franco-manitobaine

Lesage, Bernard

Division scolaire franco-
manitobaine

Mulinaire, Mariette

Agence nationale et internationale
du Manitoba

M'vondo, "Robert" Buye

L'Amicale de la Francophonie
Multiculturelle du Manitoba

Papineau-Lafond, Monique

Pilote, Karine

Société franco-manitobaine

Rémillard, Rénald

Fédération des associations de juristes d'expression française de common law

Robidoux, Dany

Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba

Ross, Sylvie

Fédération culturelle canadienne-française

Saadane, Saadia

Pluri-elles

Sacko, Bintou

Accueil francophone

Samardzija, Diane

Alliance des femmes de la francophonie canadienne

Tétrault, Louis

RDÉE Manitoba /CDEM

Turenne, Richard

Directorat de l'activité sportive du Manitoba

Vincent, Ginette

Société franco-manitobaine

NOUVEAU-BRUNSWICK >

Aucoin, Louise

Fédération des associations de juristes d'expression française de common law

Barrette, Richard

Bureau du Québec dans les Provinces atlantiques

Basque, Maurice

Université de Moncton

Bélanger, Jean-Luc

Fédération des aînées et aînés francophones du Canada

Bellefeuille, Jean-Claude

Fédération culturelle canadienne-française

Boucher, Neil

Université de Moncton

Boudreau, Paul

Consortium national de formation en santé

Boulay LeBlanc, Raymonde

Fédération culturelle canadienne-française

Bourdon, Laure

Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick

Bourque, Gilles

Conseil d'éducation du District scolaire 01

Brideau, Bernard

Conseil d'éducation du District scolaire 01

Brunelle, Marie

Conseil d'éducation du District scolaire 01

Cadieux, Marie

Front des réalisateurs indépendants du Canada

Caissy, France

Patrimoine canadien

Charest, Léo-Paul

Ministère des Affaires intergouvernementales

Chouinard, Carole

Fédération culturelle canadienne-française

Chouinard, Stéphanie

Fédération des étudiant.e.s du centre universitaire de Moncton (FÉECUM)

Cormier, Andrée

Bureau du Québec dans les Provinces atlantiques

Cormier, Ronald

ARC du Canada

Cyr, Jean-Marie

Conseil d'éducation du District scolaire 3 - Sous-district 6

Daigle, Raymond**David, Adèle**

Commission nationale des parents francophones

Deveau, Adrienne

Alliance des femmes de la francophonie canadienne

Doiron, Roger

Fédération d'alphabétisation du Nouveau-Brunswick

Doucet, Éric Mathieu

Fédération de la jeunesse canadienne-française

Doucet, Michel**Enguehard, Françoise**

Société Nationale de l'Acadie

Forgues, Éric**Foucher, Pierre**

Université de Moncton

Foulem, Ghislaine

Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick

Gagnon, Dianne

Institut féminin francophone du Nouveau-Brunswick

Gagnon, Théo

Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick

Gammon, Anne-Marie

Fédération des conseils d'éducation du Nouveau-Brunswick

Gauthier, Louis-Philippe

ARC du Canada

Gauvin, Rachel

Fédération culturelle canadienne-française

Gibbs, Carmen

Fédération culturelle canadienne-française

Haché, Gilles

Association de la presse francophone

Hébert, Jessika

Fédération de la jeunesse canadienne-française

Imbeault, Louise

Radio-Canada Atlantique

Lafontaine, Jean-Bernard

Patrimoine canadien

Lagacé, Albert

District scolaire 9 de la Péninsule acadienne

Landry, Isabelle

Consortium national de formation en santé

Landry, Marie-Thérèse

Fédération culturelle canadienne-française

Landry, Rodrigue

Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques

Lanteigne, Gaétan

RDÉE Nouveau-Brunswick

Lanteigne, Pierre-Luc

Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick

Lanteigne, Rachelle

Fédération des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick

LeBlanc, Gino

Institut canadien de recherche en politiques publiques

LeBouthillier, Denyse

Commission nationale des
parents francophones

LeBouthillier, Lucie

Société Nationale de l'Acadie

Le Bouthillier, Marc

ARC du Canada

Lebouthillier, Ramona

Société des Acadiens et Acadiennes
du Nouveau-Brunswick

Lemieux, Louise

Fédération culturelle
canadienne-française

LePage, Brigitte

CCNB - Campus de Campbellton

Levasseur, Claire**Levesque, Daniel P.**

ARC du Canada

Lévesque, Johanne

RDÉE Nouveau-Brunswick

Lirette, Anika

Fédération des jeunes francophones
du Nouveau-Brunswick

Lirette, Willie

Fédération des aînées et aînés
francophones du Canada

Losier, Gilbert

Ministère des Affaires
intergouvernementales

Mallet, Karen-Anne**Martin, Roger**

Société des Acadiens et Acadiennes
du Nouveau-Brunswick

Nadeau, Josée

Association francophone des parents
du Nouveau-Brunswick

Noël, Donald

ARC du Canada

Ouellette, Lise

Association francophone des
municipalités du Nouveau-Brunswick

Ouellette, Roger

ARC du Canada

Paulin, Edmond

District scolaire 9 de la
Péninsule acadienne

Paulin, Fernande

Association canadienne d'éducation
de langue française

Richard, Ginette

ARC du Canada

Robichaud, Émery

District scolaire 9 de la
Péninsule acadienne

Robichaud, Gérard

District scolaire 9 de la
Péninsule acadienne

Robichaud, Odette

District scolaire 9 de la
Péninsule acadienne

Rousselle, Cécile

RDÉE Nouveau-Brunswick

Saint-Pierre, Jean

Société des Acadiens et Acadiennes
du Nouveau-Brunswick

Saucier, Nora

Fédération des femmes acadiennes
et francophones du N.-B. inc

Savoie, Mai

Consortium national de formation
en santé

Simard, Marie-Pierre

Société des Acadiens et Acadiennes
du Nouveau-Brunswick

Sonier-Rioux, Paulette

Alliance des femmes de
la francophonie canadienne

Thériault, Paul-Émile

Conseil d'éducation du
District scolaire 01

Thibodeau, Ernest

Fédération nationale des conseils
scolaires francophones

Traisnel, Christophe**Vienneau, Jannie**

Fédération de la jeunesse
canadienne-française

Vienneau, Jean-Guy

NOUVELLE-ÉCOSSE >

Amirault, Ina

Office des affaires acadiennes,
Gouvernement de la Nouvelle-Écosse

Blinn, Omer

Fédération des aînées et aînés
francophones du Canada

Boudreau, Blair

Fédération acadienne de la
Nouvelle-Écosse

Boudreau, Désiré

Fédération acadienne de
la Nouvelle-Écosse

Boudreau, Gérald C.

Association canadienne d'éducation
de langue française

Comeau, Michelle

RDÉE Nouvelle-Écosse

Comeau-Desautels, Denise

Association de la presse francophone

Coughlan, Keith

Conseil scolaire acadien provincial

D'entremont, Bernard

ARC du Canada

D'Entremont, Jean M.

Fédération des femmes acadiennes
de la Nouvelle-Écosse

Deveau, Claudie

ARC du Canada

Deveau, Jean-Paul

RDÉE Canada

Deveau, Pamela

ARC du Canada

Deveau, Roland

Association des juristes d'expression
française de la Nouvelle-Écosse

Doiron, Jason

ARC du Canada

Dugas, Betty**Dugas, Simone**

Alliance des femmes de la
francophonie canadienne

Fortier, Jacques

Commission scolaire francophone
du Nunavut

Gabriot, Chantal

RDÉE Canada

Gallant, Paul

Fédération culturelle
canadienne-française

Gaudet, Charles

Fédération des aînées et
aînés francophones du Canada

Gaudet, Daniel

Fédération acadienne de
la Nouvelle-Écosse

Hubert, Daniel

Santé en français au Nunavut

Inamura, Nicole

Fédération des parents acadiens
de la Nouvelle-Écosse

Joyce, Billy

Conseil de développement
économique de la Nouvelle-Écosse

Lavigne, Hélène

Fédération nationale des conseils
scolaires francophones

Lefort, Angus

ARC du Canada

Léger, Jean

Fédération acadienne de
la Nouvelle-Écosse

Lombard, Alisa

Association des juristes d'expression
française de la Nouvelle-Écosse

Madden, Vaughne

Office des affaires acadiennes

Maillet, Camille

Commission nationale des parents
francophones

Murray, Anny

Association acadienne des
artistes de la Nouvelle-Écosse

Oliver, Julie

Conseil de développement
économique de la Nouvelle-Écosse

Poirier, Nathalie

RDÉE Nouvelle-Écosse

Rioux, Marie-Claude

Association des juristes d'expression
française de la Nouvelle-Écosse

Roach, Mireille

Conseil de développement
économique de la Nouvelle-Écosse

Samson, Yvon**Termine, Erina**

Regroupement des aînées et
aînés de la Nouvelle-Écosse

NUNAVUT >**Beaulieu, Manon**

Ministère de la Culture, de la Langue,
des Aînés et de la Jeunesse

Bertrand, Sabrina

Association des francophones
du Nunavut

Guerrier, Daniel

Association des francophones
du Nunavut

Doiron, Jason

ARC du Canada

Fortier, Jacques

Commission scolaire francophone
du Nunavut

Gabriot, Chantal

RDÉE Canada

Hubert, Daniel

Santé en français au Nunavut

ONTARIO >**Abdi Aden, Roukya**

FCFA du Canada

Alain, Lise

Conférence ministérielle sur
la francophonie canadienne

Alexis, Nicole

Assemblée de la francophonie
de l'Ontario

Allaire, Gratien

Université Laurentienne

Arcand, Nicole

Association des conseils scolaires
des écoles publiques de l'Ontario

Archambault, Roch

RDÉE Ontario

Arseneau, Pascal

Commissariat aux langues officielles

Arseneault, Gilles

ARC du Canada

Aubin, Renée

Fédération de la jeunesse
franco-ontarienne

Aubry, Richard

RDÉE Canada

Aude, Stéphane

FCFA du Canada

Aumont, Sylvain

Fédération culturelle
canadienne-française

Barbot, Vivian

Députée de Papineau à la Chambre
des communes

Bareilhe, Bernard

Conseil des écoles publiques
de l'Est de l'Ontario

Baril, Paul-André

Société Santé en français

Barnes, Glenn

Réseau des services de santé
en français de l'Est de l'Ontario

Barry, Jean-Denis

RDÉE Ontario

Bastien, Serge

Réseau intergouvernemental
de la francophonie canadienne

Batanian, Martine

Responsable des bénévoles
et de l'accueil du Sommet

Beaulieu, Geneviève

Université d'Ottawa

Beaulieu, Marielle

Directrice générale de la FCFA
du Canada

Beaulne, Philippe

Ministère des Affaires étrangères/
Direction des Affaires de la
Francophonie

Béland, Natalie

Réseau des services de santé
en français de l'Est de l'Ontario

Bélanger, Jocelyne

Conseil scolaire de district catholique
des Aurores boréales

Bélanger, C.P., Mauril

député, Ottawa-Vanier

Bélanger, Pierre

RDÉE Canada

Bender, Andrew

Fédération de la jeunesse
franco-ontarienne

Benoit, Suzanne

Coalition francophone pour
l'alphabétisation et la formation
de base en Ontario

Bernard, Jean-Luc

Conseil scolaire de district du
Centre-Sud-Ouest

Bernier, Christiane

Commissariat aux langues officielles

Bertrand, Denis**Besler, Ajà**

Fédération de la jeunesse
franco-ontarienne

Bissonnette, Marc

Conseil des écoles publiques
de l'Est de l'Ontario

Boileau, François

Commissariat aux langues officielles

Bouchard, Louise

Université d'Ottawa- RISF

Bouchard, Michèle

FCFA du Canada

Boudreau, Ronald

Fédération canadienne des
enseignantes et des enseignants

Bourbeau, Pierre

Fédération culturelle
canadienne-française

Bourbonnais, Chantal

Fédération nationale des conseils
scolaires francophones

Bourgeois, Lise

Conseil des écoles catholiques de
langue française du Centre-Est

Bourgeois, Manon

Association canadienne d'éducation
de langue française

Boyer, Claudette

Association canadienne d'éducation
de langue française

Bradet, Lucien

Réseau des services de santé
en français de l'Est de l'Ontario

Brouillette, Denis

RDÉE Ontario

Brouillette, Lynn**Bryar, Roland**

ARC du Canada

Cadioux, François

Fédération canadienne pour
l'alphabétisation en français

Calen, Charlotte

Réseau SocioAction des Femmes
Francophones

Cantin, Robin

Commissariat aux langues officielles

Carricato, Andrew

Fédération de la jeunesse
franco-ontarienne

Carrier-Fraser, Mariette

Assemblée de la francophonie
de l'Ontario

Castonguay, Paul

Canadian Parents for French

Cayouette-Vraets, Lynne

Assemblée de la francophonie
de l'Ontario

Caza, Ronald

Heenan Blaikie LLP

Cazabon, Catherine**Chabot, Claude**

ARC du Canada

Chamberland, Denys

Société canadienne d'hypothèque
et de logement

Champagne, Renée

Collège Boréal

Chaput, Maria

Sénat du Canada

Charbonneau, Paul

Fédération nationale des conseils
scolaires francophones

Charest-St-Denis, Marie-Ève

Fédération de la jeunesse
franco-ontarienne

Charland, Francine

Centre canadien de leadership
en évaluation (CLÉ)

Chatel, Mark

Fédération culturelle
canadienne-française

Chatué, Brigitte

CENIP Brampton (Centre d'Entrepre-
nariat et d'Insertion Professionnelle)

Chenard, Charles

Société canadienne d'hypothèque
et de logement

Chevalier, Madeleine

Conseil des écoles catholiques de
langue française du Centre-Est

Chevrier, Diane

Coordonnatrice du Sommet

Civil, Peggy

Université Saint-Paul

Clavel, Lorraine

Commissariat aux langues officielles

Cloutier, Linda**Comeau, Marc-André****Comtois, Jean**

Assemblée de la francophonie
de l'Ontario

Corbeil, Robert

Fédération culturelle
canadienne-française

Cormier, René

Fédération culturelle
canadienne-française

Côté, Diane

FCFA du Canada

Côté, François

ARC du Canada

Côté, Jean

Productions Espace Franco

Couillard, Geneviève

Fédération de la jeunesse
franco-ontarienne

Cousineau, Gaétan

Fédération canadienne pour
l'alphabétisation en français

Daigle, Julie

Université d'Ottawa

Dechaine, Anne

Conseil scolaire catholique
du Nouvel-Ontario

Dell, Annie

RDÉE Ontario

Demers, Julie**Denault, Anne-Andrée****Denault, Fernand**

FCFA du Canada

d'Entremont, Harley

Université Laurentienne

Deroche, Francine

ARC du Canada

Derome, Diane

Mouvement des caisses Desjardins

Déry, Éline

Assemblée de la francophonie
de l'Ontario

Desbiens, Francine

Consortium national de formation
en santé

Deschambault, Denise

FCFA du Canada

Desrosiers-Tam, Brian

Collège universitaire Glendon

Deveau, Pierre

Conseil Canadien de la Coopération

Doucet, Marie-Claude

Alliance culturelle de l'Ontario -
MIFO/Centre culturel d'Orléans

Doucet, Paule

Doucet associés

Dubois, Diane

Collège Boréal

Dubois, Roxanne

Fédération de la jeunesse
franco-ontarienne

Dupuis, Serge**Dweme Pitta, Yollande**

RDÉE Ontario

Estirac, Christine**Faucher, Rolande****Finn, Gérard**

Commissariat aux langues officielles

Fortier, Nicole**Foucault, Karine**

Université d'Ottawa

Fougère, Marie-Lison

Office des affaires francophones -
Gouvernement de l'Ontario

Frenette, Roger

ARC du Canada

Gagné, Anne

ARC du Canada

Gagné, Brigitte

Conseil Canadien de la Coopération

Gagné-Ouellette, Murielle

Commission nationale des
parents francophones

Gagnon, Jean-Paul

Fondation Trillium de l'Ontario

Gagnon, Lucie

Institut féminin francophone
du Nouveau-Brunswick

Gagnon, Paulette

Association des théâtres
francophones du Canada

Garand, Linda Claire

Industrie Canada / FedNor

Gaudet, Alcide

ARC du Canada

Gauthier, Hubert

Société Santé en français

Gauvin, Jean

Conseil scolaire catholique
du Nouvel-Ontario

Gélineau, Guy

Association des universités de
la francophonie canadienne

Girard, Nathalie

ARC du Canada

Giroux, Dominic

Ministère de l'Éducation de l'Ontario

Gravel, Michel

ARC du Canada

Grenier, Karlynn

Fédération de la jeunesse
canadienne-française

Grenier, Réjean**Groulx, Sylvain**

Fédération de la jeunesse
canadienne-française

Haentjens, Marc

Fédération culturelle
canadienne-française

Hagopian, Art

Fondation canadienne pour
le dialogue des cultures

Henry, Benoit

Alliance nationale de
l'industrie musicale

Héry, Pierre-Alban

Collège militaire royal du Canada

Hudon, Marie-Ève

Bibliothèque du Parlement

Hurteau, Louise

Association des juristes d'expression
française de l'Ontario

Hurtubise-Loranger, Élise

Bibliothèque du Parlement

Jean-Louis, Maxim

Contact Nord

Joanisse, Madeleine

Association de la presse francophone

Johnson, Denise

Society for Educational Visits and
Exchanges in Canada (SEVEC)

Johnson, Marc L.

Réseau Ontario

Julien, Frédéric

Réseau Ontario

Kashama, Ferdinand

Assemblée de la francophonie
de l'Ontario

Kenny, Jacques

RDÉE Ontario

Laforest, Liliane

Assemblée de la francophonie
de l'Ontario

Lafrenière-Davis, Nicole

Réseau des services de santé
en français de l'Est de l'Ontario

Laîné, Luc

Fondation canadienne pour
le dialogue des cultures

Lajoie, Béatrice

ARC du Canada

Lalande, Louis

Radio-Canada

Lalande, Marie-Camille

Fédération de la jeunesse
franco-ontarienne

Lalande, Monique

Réseau des services de santé
en français de l'Est de l'Ontario

Lalande, Simon

Responsable de la logistique
du Sommet

Lalonde, André**Lalonde, Jocelyne**

Consortium national de
formation en santé

Lalonde, Marc

ARC du Canada

Lamoureux, Carole

Consortium national de
formation en santé

Landry, Alain

Fondation Baxter & Alma Ricard

Landry, Sylvie

Association des conseils scolaires
des écoles publiques de l'Ontario

Langlois, Nancy

Réseau Ontario

Langlois, Nigele**Lapierre, Steve**

ARC du Canada

LaRocque, Marie-Ève

RDÉE Ontario

Larose, Danielle

Alpha Huronie

Lauzon, Matika

Fédération de la jeunesse
franco-ontarienne

Lauzon, Sylvie

Université d'Ottawa

Lavoie, Hélène-Annie

FCFA du Canada

Lavoie, Nicole

Consortium national de formation
en santé - volet UOttawa

Lavoie, Roger

RDÉE Canada

Lavoie, Sylvain

ARC du Canada

Leblanc-Levesque, Annie

ARC du Canada

Le Blanc, Jean-Claude

Réseau des services de santé
en français de l'Est de l'Ontario

Leblanc, Lise

Fédération culturelle
canadienne-française

LeBlanc, Pierre

Réseau des services de santé
en français de l'Est de l'Ontario

Lecours, Francine

RDÉE Ontario

Legault, Denise

Citoyenneté et Immigration Canada

Legault, Élane

Assemblée de la francophonie
de l'Ontario

Lemieux, Pierre

Député Ontario

Lemoine, Hilaire

Association canadienne des
professeurs de langue seconde

Leone, Hélène**Lépine, Lucie**

Gouvernement du Canada

Levac, Martial

Assemblée de la francophonie
de l'Ontario

LeVert, Jacqueline

Fédération canadienne des
enseignantes et des enseignants

Lévesque, Johanne

Ambire inc.

Lewin, Louise**Lortie, Lise**

Centre canadien de leadership
en évaluation (CLÉ)

Lortie, Jacques

RDÉE Ontario

Losier-Cool (honorable), Rose-Marie

Sénat du Canada

Maher, Lynne

RDÉE Ontario

Maltais, Natalie

Commissariat aux langues officielles

Matte, Guy

Maître de cérémonie du Sommet

Mayer, Jacynthe

Consortium national de formation
en santé

Mayer, Richard

Fédération des aînés et des retraités
francophones de l'Ontario

McClaughlin, Mireille

Université de Toronto

McGee, Sean

Association des juristes d'expression
française de l'Ontario

McGuire, Mike

Commissariat aux langues officielles

McRoberts, Kenneth

Collège universitaire Glendon

Mercier, Caroline

FCFA du Canada

Michaud, Jacques**Mimose, Tulina**

Réseau des chercheuses africaines

Moisan-Willis, Vanessa

Responsable des communications
du Sommet

Moreau, Sylvie

FCFA du Canada

Morin, Karine

La Passerelle

Morin, Yvan

Université Laurentienne

Morneau, Joël

Fédération de la jeunesse
franco-ontarienne

Morrisette, Gaétanne

ARC du Canada

Mueni, Malubungi

Alliance des femmes de la
francophonie canadienne

Muhawenimana, Pétronille

Fédération culturelle
canadienne-française

Nadeau, Richard

Porte-parole du Bloc Québécois
en matière de Langues officielles
et du Conseil du Trésor

Newell, Andrée

Fédération de la jeunesse
franco-ontarienne

Normand, Martin

Chaire de recherche sur la
francophonie et les politiques
publiques, Université d'Ottawa

Nsegbe, Élise

Consortium national de formation
en santé

Ogden, Steven

Fédération de la jeunesse
franco-ontarienne

Ouellet, Sonia

Association des juristes d'expression
française de l'Ontario

Ouellette, Jacques**Ouellette, Marius**

Assemblée de la francophonie
de l'Ontario

Ouellette, Pierre

Université de Hearst

Ouimet, François

Fédération de la jeunesse
franco-ontarienne

Paquette, Noémi

Fédération de la jeunesse
franco-ontarienne

Paquin, Claudette

TFO

Paquin, Serge

ARC du Canada

Paré, Jean-Rodrigue

Bibliothèque du Parlement

Paris, Isabelle

Isabelle Paris et Associés inc.

Patry, Geneviève

Cité collégiale

Paul, Roger

RNDGÉ

Péchère, Laurence

Université d'Ottawa

Pelletier, Liane

Comité organisateur du Sommet

Pelletier, Pierre Raphaël

Fédération culturelle
canadienne-française

Picard, François**Pilon, Ghislaine**

FCFA du Canada

Pineault, Geneviève

Association des théâtres
francophones du Canada

Pinet, Louise

Association des conseils scolaires
des écoles publiques de l'Ontario

Plourde, Martine

RDÉE Ontario

Poirier, Alain

Fédération culturelle
canadienne-française

Poté, Francis

Association de la presse francophone

Potvin, Lucie

Ressources humaines et
Développement social Canada

Proulx, Simon

RDÉE Canada

Quenneville, Benoit

Société Radio-Canada

Quesnel, Rachel

RDÉE Ontario

Quinty, Serge

FCFA du Canada

R. Lavoie, André
Fédération culturelle
canadienne-française

Razafimbahiny, Maggy
Alliance des femmes de
la francophonie canadienne

Riberdy, Suzanne
Ressources humaines et
Développement social Canada

Ricard, Patricia
RDÉE Ontario

Richard, Ricky
Commissariat aux langues officielles

Rioux, Jean-Guy
Président de la FCFA du Canada

Robert, Nicole
Réseau des services de santé
en français de l'Est de l'Ontario

Robichaud, Guy
RDÉE Ontario

Robineau, Michel
ACELF et Conseil scolaire public
du Nord-Est de l'Ontario

Routhier-Boudreau, Lise
Présidente du Comité directeur

Ryan, Marc
Fédération des aînées et
aînés francophones du Canada

Saade, Nay
ARC du Canada

Samson, Pascal
RDÉE Ontario

Sauvé, Anik
Chaire de recherche sur la francophonie
et les politiques publiques, Université
d'Ottawa

Sauvé, Nicole
Assemblée de la francophonie
de l'Ontario

Savoie, Gérald
Hôpital Montfort

Scherer, Guylaine
Assemblée de la francophonie
de l'Ontario

Schulz, Annick
Fédération culturelle
canadienne-française

Scott, Catherine
Commissariat aux langues officielles

Séguin, Jacqueline
Alliance des femmes de la
francophonie canadienne

Séguin, Nicolas
ACFO Ottawa

Sékula, Alain-Michel
Mouvement des caisses Desjardins

Shea, James
Canadian Parents for French

Shink, Claude
ARC du Canada

Simoens, Richard
Radio-Canada

Tardif, Charles
Université d'Ottawa

Tardif, Claudette
Sénat du Canada

Tchatat, Léonie
La Passerelle

Terrien, Chantal
Sénat du Canada

Théorêt, Richard
Université Laurentienne

Thériault, Joseph Yvon

Thériault, Lucille
ARC du Canada

Thériault, Michel
RDÉE Ontario

Thibideau, Claire
Conseil scolaire de district
catholique Centre-Sud

Touzin, Inouk
Groupe des Deux, compagnie
de théâtre émergente à Ottawa

Tremblay, Johane
Commissariat aux langues officielles

Tremblay, Louis-Claude
Centre canadien de leadership
en évaluation (CLÉ)

Tremblay, Michel
Hôpital Montfort

Tremblay, Pier-Bernard
Collège universitaire Glendon

Tremblay, Raymond
Université de Hearst

Trottier, Carole
Fédération culturelle
canadienne-française

Vaillancourt, Ernest
RDÉE Ontario

Venne, Maxime
Centre canadien de leadership
en évaluation

Villeneuve, Lucie
Hôpital Montfort

Vo-Van, Tam-Ca
Fédération culturelle
canadienne-française

Whissell, Woilford A.
Assemblée de la francophonie
de l'Ontario

QUÉBEC >

Bhérier, Pierre
FCFA du Canada

Bouchard, Josée
Fédération des commissions
scolaires du Québec

Bourgeois, Johanne
Ressources humaines et
Développement social Canada

Chiasson, Jules
Radio-Canada

Chiasson, Maurice
RDÉE Canada

Clavet, Alain
Secrétariat des langues officielles

Cormier, Hélène
Patrimoine canadien

Deiningner, Ginette
Language Research Development
Group

de Jocas, Simon
Thomson Duval

Déry, Isabelle

Ducasse, Pierre
Nouveau Parti démocratique

Duguay, Odette
Alliance des femmes de la
francophonie canadienne

Émond, Jean-Guy
Association canadienne d'éducation
de langue française

Faubert, André
Fédération des aînées et aînés
francophones du Canada

Fortier, Pierre
Fédération culturelle
canadienne-française

Foucault, Karine

Fournier, Marie-Claude
Collège universitaire dominicain

Frohlich, Julius
Language Research
Development Group

Fulford, Diane

Patrimoine canadien

Gaouette, Stéphanie

Place aux jeunes du Québec

Hamelin, Michelle

Service Canada

Hardy, Ghislain

ACDI - CIDA

Jeanson, Susanne

Patrimoine canadien, Direction
de la concertation interministérielle

Jenkins, Éric

Patrimoine Canadien

Lachance, Sylvie

Gouvernement du Québec (Secrétariat
aux affaires intergouvernementales
canadiennes)

Lacombe, Richard

Association canadienne d'éducation
de langue française

Langelier, Jean-Sébastien

Gouvernement du Canada

Lavoie, Tony

Place aux jeunes du Québec

Leblanc, Paul-Émile**Lévesque, Jacques**

Gouvernement du Québec (Secrétariat
aux affaires intergouvernementales
canadiennes)

Ludvig, Eva

Commissariat aux langues officielles

Lussier, Hubert

Patrimoine canadien

Martin, Claire

Office québécois de la
langue française

Moisan, Jérôme

Secrétariat des langues officielles -
Patrimoine canadien

Parrod, Isabelle

Place aux jeunes du Québec

Racine, Jean-Luc

Fédération des aînées et aînés
francophones du Canada

Ruest, Michel

Patrimoine canadien

Saint-Maurice, Yves

Association canadienne d'éducation
de langue française

Séguin, Léopold**Simard, Gilles**

Secrétariat aux affaires intergouverne-
mentales canadiennes (gouvernement
du Québec)

Tanguay, Marie

Région Amérique de l'APF

Thorne, Guylain

Patrimoine canadien

Toupin, Lise

Ministère du Patrimoine canadien

Trahan, Louise L.

Patrimoine canadien, Direction de
la concertation interministérielle

Vallée, Stéphanie

Section du Québec de l'APF

Valois, Jeanne**SASKATCHEWAN >****Archambault, René**

Association canadienne d'éducation
de langue française

Bergbusch, Peter

Association des juristes d'expression
française de la Saskatchewan

Boudreau, René

Province de la Saskatchewan

Bourgoin, Josée

RDÉE Canada

d'Auteuil, Catheline

RDÉE Saskatchewan

Denis, Wilfrid**Desgagné, Denis**

Assemblée communautaire
fransaskoise

Désilets, Josée

Fédération provinciale
des Fransaskoises

Diabagaté, Siriki

RDÉE Saskatchewan

Dubé, Michel

Assemblée communautaire
fransaskoise

Dumont, Charles

Industrie Canada

Dupré, Frédéric

Institut français,
Université de Régina

Forest, Réal

Corporation du Collège Mathieu

Gauthier, Roger

Commission nationale des parents
francophones

Heppelle, Paul

Assemblée communautaire
fransaskoise

Hounjet, Marguerite

Fédération des aînées et aînés
francophones du Canada

Kenny, Marie-France**Kenzle, Meagan**

Institut français

Leblanc-Turner, Cécile

RDÉE Saskatchewan

Leis, Anne

Société Santé en français et
Commission nationale des
parents francophones

Lepage, Maria

Alliance des femmes de la
francophonie canadienne

N'goandi, Kouamé

RDÉE Saskatchewan

Oumalek, Abdallah

RDÉE Saskatchewan

Perreault, Joanne

Assemblée communautaire
fransaskoise

Proulx-Kenzle, Francine

Institut français,
Université de Régina

Rémillard, Stéphane

Fédération culturelle
canadienne-française

Roy, Bernard

Association canadienne
d'éducation de langue française

Sarny, Dominique

Institut français,
Université de Régina

Séguin, Bernie

Fédération culturelle
canadienne-française

Therrien, Robert

RDÉE Saskatchewan

Tkatchuk, Cécile

Alliance des femmes de
la francophonie canadienne

Tremblay, Steeves

RDÉE Saskatchewan

Vézina, Michel

Corporation du Collège Mathieu

Vézina, Michel

ARC du Canada

TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR >

Beaulieu, Gillianne

Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador

Boucher, Lise

Association francophone du Labrador

Butt, Jeff

Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador

Cormier, Robert

Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador

Custodio, Jules

Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador

Dalton, Josée

RDÉE Terre-Neuve-et-Labrador

Desrosiers, Annie

RDÉE Terre-Neuve-et-Labrador

Gagnon, Sylvana C.

Alliance des femmes de la francophonie canadienne

Georges, Xavier

Fédération culturelle canadienne-française

Lavoie, Véronique

RDÉE Terre-Neuve-et-Labrador

Malouin, Murielle

Femmes francophones de l'Ouest du Labrador

Martin, Richard

Fédération des aînées et aînés francophones du Canada

Park, Beverley

Association des Enseignants et Enseignantes de Terre-Neuve et Labrador

Poirier, Cyrida

Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador

Roy, Alain

ARC du Canada

Thibodeau, Marie-Claude

Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador

Thibodeau, Sophie

Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador

Watt, Steven

Association communautaire francophone de Saint-Jean

Weiland, Frédérique

Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador (RDÉE TNL)

TERRITOIRES DU NORD-OUEST >

Boutin, Benoit

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Careen, Yvonne

APADY

Charest, Roland

Fédération culturelle canadienne-française

Gamache, Valérie

Fédération culturelle canadienne-française

Gervais, Claude

Fédération des aînées et aînés francophones du Canada

Gushue, Lorne

Ministère de la santé et des services sociaux des Territoires du Nord-Ouest

King, Jessica

Fédération franco-ténoise

Lapointe, Patrice

Association franco-culturelle de Yellowknife

Lyonnais, Vicky

Fédération franco-ténoise

Provencher, Léo-Paul

Fédération franco-ténoise

Valade, Roxanne

Société Santé en français

Venne, Marie

Association des parents ayants droit de Yellowknife

Violette, Donald

Conseil de développement économique des TNO

TUNISIE >

Chaieb, Ahmed

Association d'Amitié Tuniso Canadienne

Ouahchi, Sami

Association d'Amitié Tuniso Canadienne

Slimane Hédi, Ben

Association d'Amitié Tuniso Canadienne

Zouari, Moncef

Association d'Amitié Tuniso Canadienne

YUKON >

Bourdache, Bruno

RDÉE Yukon - AFY

Genest, Carol

Gouvernement du Yukon

Geoffroy, Sylvie

RDÉE Yukon - AFY

Hamelin, Marie-Pierre

Association franco-yukonnaise

Lacasse, Pierre

RDÉE Canada

Ménard, Julie

Les EssentiElles

Nadon, Roch

Association franco-yukonnaise / Secteur culturel

Perreault, Jean-Marc

Association franco-yukonnaise

Robichaud, Kawina

Association franco-yukonnaise

Susgin, Benjamin

RDÉE Yukon - AFY

Théorêt-Poupard, Marianne

Thibaudeau, Roxanne

Fédération des aînées et aînés francophones du Canada

Vandenoetelaer, Frédéric

RDÉE Yukon - AFY

Villeneuve, Louisélène

Alliance des femmes de la francophonie canadienne

RAPPORT DE L'ÉVALUATION DU SOMMET DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES ET ACADIENNES >

RÉALISÉ PAR LE CENTRE CANADIEN DE LEADERSHIP EN ÉVALUATION INC.

SOMMAIRE EXÉCUTIF

CONTEXTE > Le Sommet des communautés francophones et acadiennes (juin 2007), regroupant plus de 700 participantes et participants, y compris des représentantes et des représentants d'organismes et d'institutions communautaires et de tous les paliers de gouvernement, avait pour but de permettre à la francophonie canadienne de se donner une nouvelle vision de son développement et d'amener ses chefs de file à s'engager à la traduire en actions. Les résultats visés étaient : Imaginer, Mobiliser et Agir.

OBJECTIF DE L'ÉVALUATION > La Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada confie au Centre canadien de leadership en évaluation (CLÉ) le mandat d'effectuer une évaluation globale du Sommet, portant plus particulièrement sur la perception des participantes et des participants à l'égard de l'atteinte des trois résultats visés ainsi que sur leur satisfaction par rapport à la stratégie de communication utilisée.

DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE > La démarche méthodologique contient une évaluation quantitative et qualitative des réponses obtenues au sondage de satisfaction mené auprès des participantes et des participants au Sommet. La population invitée à participer au sondage s'élève à 679. Parmi celle-ci, 243 personnes, dont 209 participantes et participants, répondent au sondage en ligne, ce qui permet de généraliser les résultats avec un coefficient de fidélité de 95 %. On doit être prudent dans la généralisation des résultats à certaines questions du sondage, car on observe une variance du nombre de réponses par question, variance qui se situe entre 94 et 243. Il importe également de noter que l'évaluation recueille la perception des répondantes et des répondants sur un énoncé et non une évaluation à la suite d'une observation externe.

PRÉSENTATION DES CONSTATS LIÉS AUX RÉSULTATS

IMAGINER > Une forte majorité des répondantes et des répondants (83 % à 93 %) considèrent que les différents chantiers ont permis de valider les enjeux prioritaires communs à la francophonie canadienne et de projeter ainsi l'image de ses aspirations vers les communautés, les gouvernements et la société canadienne.

MOBILISER > Une majorité des répondantes et des répondants (63 % à 75 %) croient que les différents chantiers ont permis d'identifier les acteurs qui auront des responsabilités dans la mise en œuvre des stratégies, permettant de renforcer la vitalité des communautés francophones et acadiennes.

La Déclaration finale du Sommet est un exemple concret de cette mobilisation. Elle fait appel aux 33 organismes signataires afin qu'ils :

s'engagent à travailler de concert pour doter, avant la fin de l'année 2007, les communautés francophones et acadiennes d'un Plan stratégique communautaire qui reflète et concrétise les orientations issues du Sommet;

s'engagent à mettre en œuvre, dans le respect des mandats de chacun, ce Plan stratégique communautaire au cours des dix prochaines années;

sollicitent la participation et le soutien des gouvernements du Canada, des provinces et des territoires, des municipalités et de leurs institutions dans la mise en œuvre du Plan stratégique communautaire;

fassent appel à la société canadienne afin qu'elle accueille positivement la contribution des communautés francophones et acadiennes à l'essor du Canada.

Cette volonté des organismes témoigne du succès de la mobilisation obtenue vers l'atteinte d'un objectif commun à la suite du Sommet.

AGIR > La majorité des répondantes et des répondants (61 % à 76 %) pensent que les différents chantiers ont permis aux chefs de file des organismes communautaires de développer des pistes d'action stratégiques pour faire face aux enjeux et définir les suivis à donner.

De plus, les répondantes et les répondants considèrent que le Sommet a permis de créer des liens pouvant mener à d'éventuelles collaborations. En se concrétisant, cette volonté des participantes et des participants de consolider des actions communes pourra favoriser le renforcement de la vitalité des communautés francophones et acadiennes.

AUTRES CONSTATS

STRATÉGIE DE COMMUNICATION > Les mécanismes de communication mis en place par la FCFA dans le cadre du Sommet bénéficient d'un taux de satisfaction très élevé de la part des répondantes et des répondants (90 % à 99 %).

APPRÉCIATION GÉNÉRALE DU SOMMET > Une forte majorité de répondantes et de répondants (91 % à 94 %) indiquent une grande satisfaction à l'égard du Sommet en général.

SUIVIS DU SOMMET > Les répondantes et les répondants signalent une certaine urgence de battre le fer pendant qu'il est chaud et de poursuivre concrètement l'excellent travail qui s'est amorcé lors du Sommet.

CONCLUSION > Le Sommet des communautés francophones et acadiennes de juin 2007 avait pour but ultime de permettre à la francophonie canadienne de se donner une nouvelle vision de son développement et d'amener ses chefs de file à s'engager à la traduire en actions, et ce fut accompli.

Dans le cadre du Sommet, 679 personnes sont intervenues et ont présenté les enjeux et les défis de leur communauté à l'intérieur de chantiers de discussions conceptualisés par la FCFA. Selon les réponses obtenues dans le cadre de cette évaluation, l'ensemble des chantiers ont permis aux participantes et aux participants d'imaginer, de se mobiliser et même d'agir.

La Déclaration finale signée par 33 organismes représente une étape importante pour l'avenir et la vitalité des communautés francophones et acadiennes du Canada. En effet, cet événement démontre la volonté des différents intervenants de favoriser une approche d'intervention concertée et collective.

Bien que les effets d'une mobilisation et d'une prise d'action puissent être évalués ultérieurement, cette volonté de se mobiliser et d'agir de façon concertée contribue au succès et à l'importance du Sommet de juin 2007.

REVUE DE PRESSE – SOMMET DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES ET ACADIENNE – DU 13 FÉVRIER 2006 AU 1^{er} JUILLET 2007 >

FRANCOPHONES ET ACADIENS AURONT LEUR SOMMET EN 2007

14 FÉVRIER 2006

Le Droit, Ottawa-Gatineau

SOMMET FRANCOPHONE

15 FÉVRIER 2006

Presse canadienne, La Presse

UN GRAND SOMMET FRANCOPHONE EN 2007

21 FÉVRIER 2006

L'Express de Toronto

UN GRAND SOMMET DES COMMUNAUTÉS EN 2007

22 FÉVRIER 2006

Association de la presse francophone – La Liberté (Manitoba)

UN GRAND SOMMET DES COMMUNAUTÉS EN 2007

24 FÉVRIER 2006

Le Courrier de la Nouvelle-Écosse

UN GRAND SOMMET DES COMMUNAUTÉS EN 2007

MARS 2006

Association de la presse francophone – Le rempart (Sud-Ouest de l'Ontario)

UN GRAND SOMMET DES COMMUNAUTÉS EN 2007

MARS 2006

Association française des municipalités de l'Ontario

EN BREF

30 JUIN 2006

Le Courrier de la Nouvelle-Écosse

FRANCOPHONIES EN CHANTIER

21 SEPTEMBRE 2006

L'Eau Vive (Saskatchewan)

SAVOIR PRENDRE SA PLACE

25 OCTOBRE 2006

La Liberté (Manitoba)

SOMMET DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES ET ACADIENNES

2 NOVEMBRE 2006

Rencontre de concertation à Edmonton – L'Eau vive (Saskatchewan)

SOMMET DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES ET ACADIENNES

3 NOVEMBRE 2006

Rencontre de concertation à Edmonton – Le Franco (Alberta)

L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA SERA L'HÔTE DU SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

10 NOVEMBRE 2006

Le Droit, Ottawa-Gatineau

MINI-SOMMET AVANT LE SOMMET!

15 NOVEMBRE 2006

Le Chinook (Alberta)

SOMMET DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES ET ACADIENNES

17 NOVEMBRE 2006

Ottawa se prépare à accueillir 600 délégués – Le Courrier de la Nouvelle-Écosse

LES COMMUNAUTÉS MINORITAIRES EN MODE DE REDÉFINITION

27 FÉVRIER 2007

Le Droit, Ottawa-Gatineau

ANNÉE DÉTERMINANTE POUR LA FRANCOPHONIE CANADIENNE

16 MARS 2007

Le Courrier de la Nouvelle-Écosse

SOMMET DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES ET ACADIENNES : L'ACELF VEUT IMPLIQUER LES JEUNES

4 AVRIL 2007

Service de nouvelles APF

UN SPECTACLE ORIGINAL ET CRÉATIF À L'IMAGE DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE

15 AVRIL 2007

Association de la presse francophone

LA PARTICIPATION DÉPASSE LES ATTENTES AU SOMMET DES COMMUNAUTÉS

10 MAI 2007

Association de la presse francophone

DANS 10 JOURS, LE SOMMET DE L'AVENIR FRANCOPHONE AU CANADA

22 MAI 2007

Le Droit, Ottawa-Gatineau

L'ANGLAIS ET LE FRANÇAIS VÉCUS EN HARMONIE

31 MAI 2007

Le Droit, Ottawa-Gatineau

L'ASSIMILATION CONTINUE DE CROÎTRE

31 MAI 2007

Le Droit, Ottawa-Gatineau

REMUE-MÉNINGES HISTORIQUE DES FRANCOPHONES DU CANADA

1^{er} JUIN 2007

Le Droit, Ottawa-Gatineau

**UNE FRANCOPHONIE CANADIENNE
À LA CROISÉE DES CHEMINS**

1^{er} JUIN 2007

Le Droit, Ottawa-Gatineau

**UNE FENÊTRE D'OPPORTUNITÉS
POUR LES FRANCOPHONES
HORS QUÉBEC?**

1^{er} JUIN 2007

Le Droit, Ottawa-Gatineau

**RETROUVAILLES FRANCOPHONES
DANS LA CAPITALE FÉDÉRALE**

2 JUIN 2007

Le Devoir

**STÉPHANE DION VEUT ÊTRE
LE VRAI CHAMPION DU
BILINGUISME AU PAYS**

2 JUIN 2007

Le Droit, Ottawa-Gatineau

**VERNER IRA CONSULTER LES
INTERVENANTS FRANCOPHONES**

2 JUIN 2007

Le Droit, Ottawa-Gatineau

**STÉPHANE DION SE POSE EN
CHAMPION DU BILINGUISME**

2 JUIN 2007

La Presse

**« DÉCENNIE D'ACTION »
DES FRANCOPHONES**

2 JUIN 2007

La Presse

**UN PLAN POUR PROTÉGER
LA LANGUE**

4 JUIN 2007

Le Droit, Ottawa-Gatineau

**LES FRANCOPHONES HORS QUÉBEC
SE FIXENT DES OBJECTIFS**

4 JUIN 2007

Canoë

**ON VEUT TOUJOURS ÊTRE PLUS
D'UN MILLION DE FRANCO EN 2017**

4 JUIN 2007

Le Droit, Ottawa-Gatineau

**DION CHARME LES
FRANCOPHONES HORS QUÉBEC**

4 JUIN 2007

Le Droit, Ottawa-Gatineau

OÙ ÉTAIT STEPHEN HARPER?

4 JUIN 2007

Le Droit, Ottawa-Gatineau

**FRANCOPHONE SUMMIT PARTICI-
PANTS CHART THE NEXT 10 YEARS**

4 JUIN 2007

Ottawa Citizen

**LE SOMMET, LES TERGIVERSATIONS
DE MME VERNER ET L'AVENIR**

5 JUIN 2007

Le Droit

**L'ÉPOQUE DE LA REVENDICATION
EST RÉVOLUE**

6 JUIN 2007

Service de nouvelles APF, dans

Le Voyageur de Sudbury

**POURQUOI RÉINVENTER
LA ROUE, MME VERNER?**

6 JUIN 2007

Le Voyageur de Sudbury

**UN EXERCICE QUI EN
VALAIT LA CHANDELLE**

6 JUIN 2007

Le Voyageur de Sudbury

**LES FRANCOPHONES HORS QUÉBEC
SE PROJETTENT EN 2017**

6 JUIN 2007

Service de nouvelles APF, dans

Le Voyageur de Sudbury

**LES FRANCOPHONES DOIVENT
INNOVER POUR ÉTENDRE
LEUR ESPACE**

6 JUIN 2007

Le Voyageur de Sudbury

**DÉCLARATION FINALE DU
SOMMET DES COMMUNAUTÉS
FRANCOPHONES ET ACADIENNES**

8 JUIN 2007

L'Express de Toronto

**LA SANTÉ, L'ÉDUCATION ET LES
MUNICIPALITÉS DANS LA MIRE**

8 JUIN 2007

Le Franco, Edmonton

INNOVER CONSTITUE LA CLÉ

8 JUIN 2007

Le Franco, Edmonton

**LES FRANCOPHONES HORS QUÉBEC
SE PROJETTENT EN 2017**

8 JUIN 2007

Service de nouvelles APF,
dans Le Franco, Edmonton

**LES FRANCOPHONES HORS
QUÉBEC SE PROJETTENT EN 2017**

11 JUIN 2007

Service de nouvelles APF,
dans Le Gaboteur, Terre-Neuve

**SOMMET DES COMMUNAUTÉS
FRANCOPHONES ET ACADIENNES**

14 JUIN 2007

L'Eau vive, Saskatchewan

**LE PROJET QUI NOUS UNIT
EST CULTUREL**

15 JUIN 2007

Le Courrier de la Nouvelle-Écosse

**CLIN D'ŒIL SUR LE SOMMET DES
COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES
ET ACADIENNES**

15 JUIN 2007

Le Courrier de la Nouvelle-Écosse

**M. DION CRITIQUE HARPER D'AVOIR
ABANDONNÉ LES FRANCOPHONES**

15 JUIN 2007

Le Chinook, Calgary

**BILAN POSITIF AU SOMMET DES
COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES
ET ACADIENNES**

15 JUIN 2007

Le Chinook, Calgary

**LES FRANCOPHONES HORS QUÉBEC
SE PROJETTENT EN 2017**

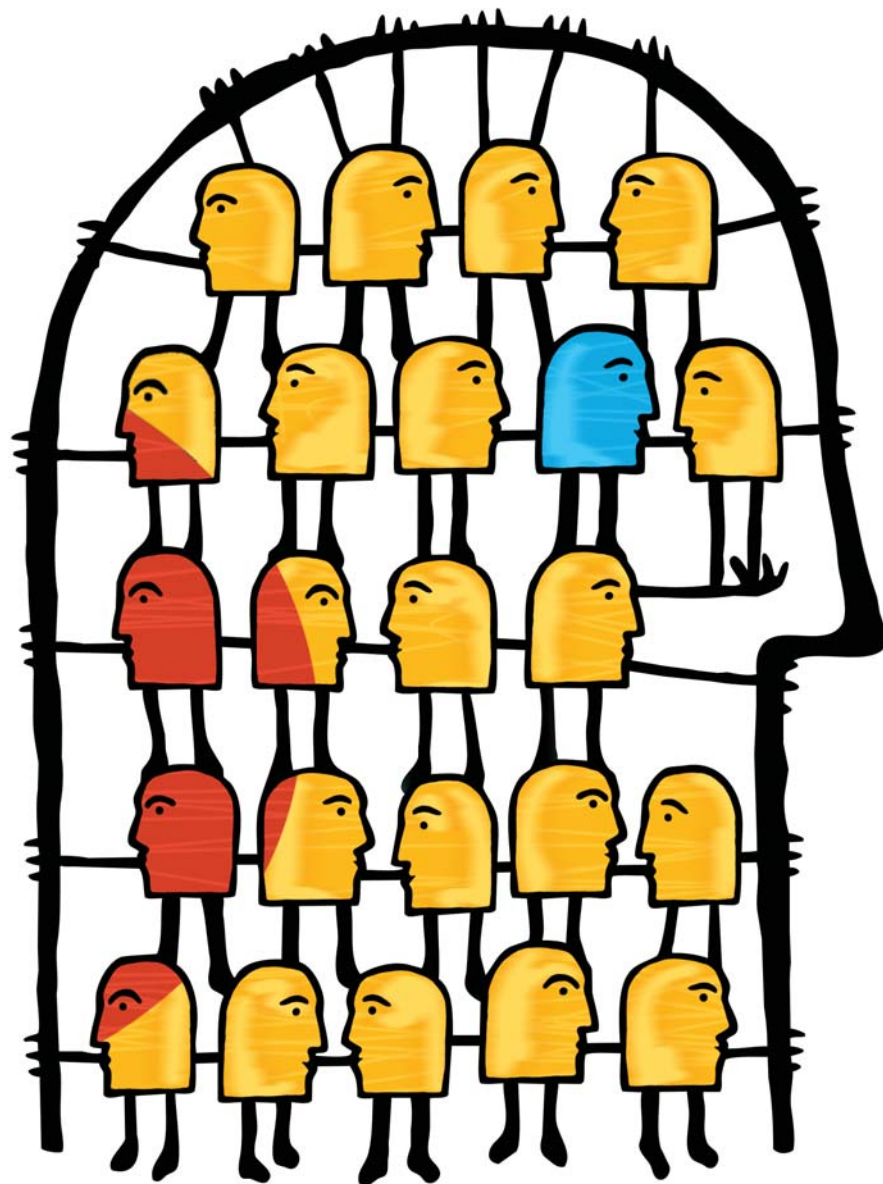
20 JUIN 2007

Le Rempart, Windsor

**L'IMPLICATION DES COMMUNAUTÉS :
LA CLÉ DU SUCCÈS**

20 JUIN 2007

Le Rempart, Windsor



**FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES
ET ACADIENNE DU CANADA**

450, RUE RIDEAU, BUREAU 300
OTTAWA (ONTARIO)
K1N 5Z4
WWW.FCFA.CA
INFO@FCFA.CA